

En acceptant un sommet « intermédiaire » les 2 et 3 décembre en Méditerranée

## M. George Bush cherche à s'informer sur l'avenir des réformes lancées par M. Mikhaïl Gorbatchev

### Convergence conjoncturelle

Le secret avait été bien gardé, mais la rencontre méditerranéenne de MM. Bush et Gorbatchev, s'explique aisément : bien qu'à des degrés différents, elle est dans l'intérêt des deux participants.

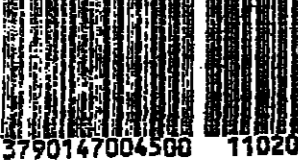
M. Gorbatchev était depuis longtemps demandeur d'un sommet. Le fait d'obtenir deux rencontres « à l'extrême » doit combler le numéro un soviétique, qui va ainsi pouvoir démontrer à ses peuples qu'il est pris au sérieux de l'autre côté de l'Atlantique, et que le succès de sa politique de réforme ne concerne pas seulement le mode de vie du Russe ou du Belge moyen, mais implique aussi un remodelage radical des relations internationales, l'instauration d'un nouvel ordre mondial. Suite (implicite) du raisonnement : la consommation intérieure ne serait-elle pas quelque peu mesquine, dans ces conditions, de menacer l'événement d'une telle révolution planétaire, sous prétexte qu'on manque encore de savoir, de café, de sucre, de viande, et que la spirale hyper-inflationniste menace ?

CAR M. Gorbatchev, pour un général tacticien qu'il soit, aborde une année qui promet tout, sans être facile. La réalité soviétique s'ajoute à la pas tenir compte de ses obligations, pour être plus en plus vivante. Résultat : l'économie ne cesse de régresser depuis cinq ans, et la fin de l'autoritarisme d'antan a déchaîné des irrédentismes qui menacent jusqu'au cœur de l'empire. A tel point, dit-on de bonne source américaine, que M. Gorbatchev pourrait confier à M. Bush qu'il risque d'être obligé de mettre un sérieux bâton aux réformes politiques en cours pour sauver son entreprise et éviter tout dérapage anarchique.

Même s'il est question d'une aide américaine à la perestroïka, on voit mal comment les soucis immédiats du secrétaire général pourraient s'en trouver allégés : déjà chichés envers la Pologne, les États-Unis, de M. Bush le seront d'autant plus à l'égard d'une URSS qui est encore un tonneau des Danaïdes. Pour qu'elle réussisse, les griffes technologiques exigent un minimum de compétitivité des vieux industriels et commerciaux, ce qui n'est pas le cas — et ne le sera pas avant longtemps.

Du côté américain, l'essai de déjouer sur l'initiative d'une rencontre informelle avec M. Gorbatchev est avant tout d'ordre intérieur. Alors que le dégel soviétique provoque d'énormes bouleversements dans les marchés de l'empire, le président américain apparaît de plus en plus comme un homme en marge de l'événement, comme le spectateur intelligent et assoupi d'une des plus passionnantes pièces que l'Histoire nous ait données. Sa réaction, même tardive, va lui permettre de se remettre à flot et de se dédramatiser, dans le cas où les choses tourneraient mal en URSS. L'un de ses objectifs serait aussi, dit-on dans son entourage, de sauver, dans cette perspective, ce qui pourrait être sauvé, c'est-à-dire d'obtenir des engagements formels sur l'irréversibilité du nouveau statut, qui sort des brumes stalinienne et brezhnevienne, de pays comme la Hongrie et la Pologne.

M 0147 - 11020 - 4,90 F



3790147004500 11020

Un « sommet intermédiaire » américano-soviétique aura lieu, samedi 2 et dimanche 3 décembre, à bord de navires américain et soviétique en Méditerranée, ont annoncé, mardi 31 octobre, MM. George Bush et Edouard Chevardnadze.

Ce sera la première rencontre de M. Bush, en tant que président, avec M. Gorbatchev. Des deux côtés, on annonce qu'elle devrait être « informelle », contrairement au sommet suivant, prévu pour la fin du printemps 1990. Cette annonce a créé la surprise

aux États-Unis, où le président affirmait jusqu'ici n'être pas pressé et ne pas souhaiter de rencontre sans ordre du jour précis avec son homologue soviétique, mais M. Bush veut s'informer sur l'avenir des réformes en URSS et en Europe de l'Est.

### Washington : un nouveau souffle

WASHINGTON  
de notre correspondant

M. Bush avait donc une carte cachée dans sa manche. Cet homme, si critiqué pour la « timidité » de sa politique étrangère, pour son attentisme, ce président qui, cet automne, parvenait à être fixé un seul et unique objectif — le vote d'une loi pour réduire des impôts sur les plus-values en capital, une fois de plus, surprend.

Déjà, au printemps dernier, alors que le monde commençait à désespérer de voir venir un acte, une idée quelconque de

Washington, M. Bush, en dévoilant un vaste plan de désarmement conventionnel en Europe, avait rétabli la situation, et recueilli les applaudissements des alliés de l'OTAN. Cette fois encore, les critiques, de plus en plus bruyantes aux États-Unis mêmes sont désarmées. Mais pas forcément pour longtemps, car l'annonce subite de ce sommet qui, selon M. Bush, n'en est pas un, est loin de lever tous les doutes concernant l'attitude du successeur de Ronald Reagan.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

### Moscou : une demande ancienne

MOSCOU

de notre correspondant

A première vue, de MM. Bush et Chevardnadze, l'un des deux a menti. Au moment même où le président américain expliquait à Washington, qu'il avait lui-même pris en juillet dernier l'initiative de ce « sommet intermédiaire », le ministre soviétique des affaires étrangères déclarait en effet, à Moscou, qu'« il ne fallait pas chercher le coupable », car il s'agissait d'une « volonté commune ».

Pourtant, si patente que semble la contradiction, les deux hommes disent vrai. Car s'il est

exact que c'est M. Bush qui a proposé à M. Gorbatchev l'organisation de ce tête-à-tête méditerranéen, il est plus évident encore que cette proposition répondait à une pressante attente du Kremlin. Aux lendemains de l'élection présidentielle américaine de novembre 1988, le secrétaire général et son équipe avaient en effet été profondément déçus du peu d'empressement de la nouvelle administration à accélérer le dialogue bilatéral.

BERNARD GUETTA

Lire la suite page 3

## Jaguar à l'encan

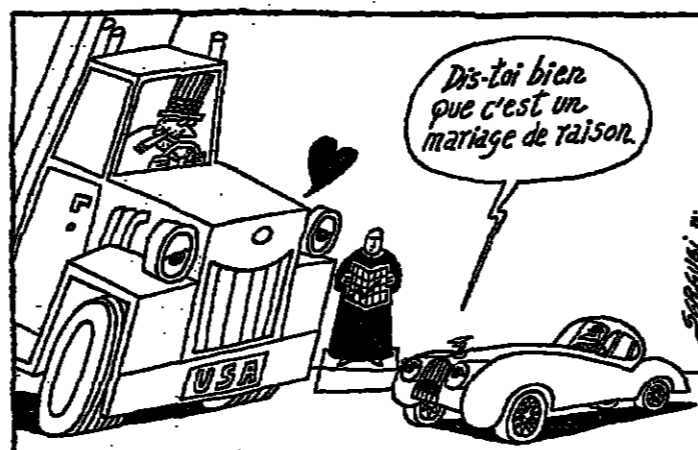
Ford, General Motors et Daimler-Benz se disputent le symbole du luxe de la vieille Angleterre

En 1984, le gouvernement britannique avait rendu Jaguar au secteur privé et ouvert le jeu à l'un des redressements industriels les plus spectaculaires de l'après-guerre. Mardi 31 octobre, le ministère du Commerce et de l'Industrie a annoncé son intention de renouer à son action spécifique (le golden share), qui protège Jaguar de toute prise de participation hostile jusqu'à la fin de 1990. Il donne ainsi sans doute le coup d'envoi à une bataille boursière sans merci entre les deux grands de l'automobile américaine, General Motors et Ford.

LONDRES

correspondance

Combien vaut Jaguar ? Chez les concessionnaires américains, le prix d'une Jaguar XJ6, le prin-



cipal modèle de la gamme, n'a cessé de baisser, concurrence oblige, et coûte maintenant moins de 250 000 francs. A la Bourse de Londres, l'inflation ne

tion du gouvernement à la golden share. Ces actions cotaient 8,69 livres à la clôture, et les boursiers tablent sans sourcilier sur un cours de 10 livres pour départager les candidats au rachat. A ce prix, la société privatisée il y a cinq ans pour 3 milliards de francs, en vaudrait près de 18 milliards.

Les grinchoux font remarquer que le bénéfice est tombé de 970 millions de francs en 1987 à 475 millions en 1988 et seulement 14 millions au premier semestre de l'exercice 1989, mais Ford, qui a ouvert les enchères à la mi-septembre en annonçant son intention d'acquiescer 15 % du capital, n'en a cure.

VINCENT BORD

Lire la suite page 14

### SPORTS

#### Sanctions aggravées contre Ayrton Senna

En confirmant le déclassement du pilote brésilien Ayrton Senna au Grand Prix du Japon de formule 1 automobile, le tribunal d'appel de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) a donné à Alain Prost l'assurance d'être, pour la troisième fois, champion du monde, dimanche 5 novembre, à l'issue du Grand Prix d'Australie. Le tribunal d'appel a aggravé la sanction (six mois de suspension avec sursis et 100 000 dollars d'amende), en estimant que les manœuvres de dépassement du pilote brésilien révélèrent un « comportement dangereux » et constituaient des « exemples néfastes pour l'ensemble du sport automobile ».

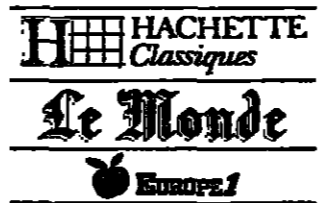
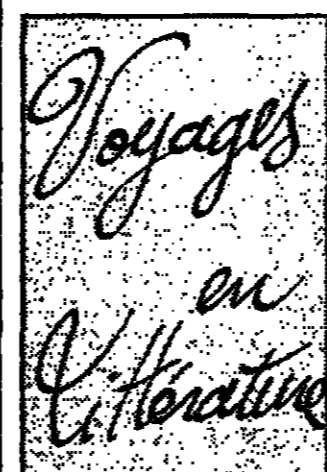
page 18

#### La rentrée victorieuse de Yannick Noah

Le joueur de tennis français Yannick Noah, qui n'avait plus joué en compétition depuis l'Open des États-Unis en septembre, a effectué un retour victorieux à l'Open de Paris-Bercy. En misant essentiellement sur son service, il a battu au premier tour l'Autrichien Thomas Muster, un autre convalescent, blessé par un chauffard au soir d'une qualification pour les demi-finales du tournoi de Kay-Biscane, obtenue contre... Yannick Noah.

page 10

### GRAND CONCOURS



Les résultats du concours seront publiés, dans le quotidien, à partir du jeudi 2 novembre 1989 (numéro daté du 3).

### Le conflit des impôts

#### L'Etat propose des indemnisations

Les particuliers et les entreprises pénalisés par la grève des agents des finances vont pouvoir, sous certaines conditions, être indemnisés par l'Etat, a annoncé, mardi 31 octobre, le ministère de l'économie.

En liaison avec le conseil supérieur du notariat, il a été convenu notamment que les personnes ayant vendu un logement ou un immeuble pour entrer en possession de leurs fonds sans attendre la production de certificats hypothécaires. Les demandes devront être déposées auprès du préfet. Les entreprises victimes de non-remboursements de TVA seront indemnisées « à condition de pouvoir justifier de la perte subie » ; celles ayant subi des retards de paiement dans le cadre de marchés publics recevront des intérêts moratoires calculés au taux de 7,82 % (le préjudice est supérieur à 500 francs). Dans chaque département, une cellule spécialisée, présidée par le trésorier-payeur-général, déterminera le préjudice. Les fédérations des finances parlent de « provocation ».

### Les changements en RDA

Le patron des syndicats officiels démissionne page 16

### Fermeture de l'ACP

Malgré la reprise complète du travail, M. Maxwell a décidé la fermeture de l'Agence centrale de presse, étant donné son « déficit structurel » page 10

### Crédits de l'équipement

M. Delebarre a demandé la réserve sur le budget de son ministère page 6

### Conférence sur le terrorisme

M. Gilles Boulouque demande la constitution d'un « comité de surveillance » page 8

### Le retour de l'abbé Pierre

Un film, un livre, un show télévisé page 9

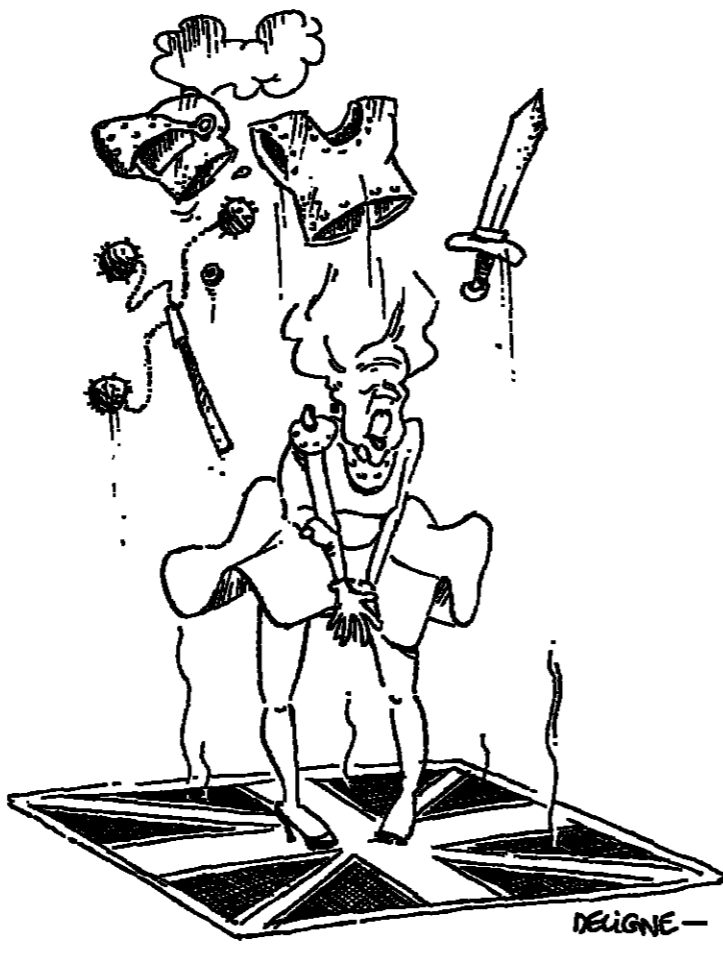
Le budget communautaire à l'épreuve des fraudes Chacun pour soi page 15

### ILE-DE-FRANCE

Les peintres redonnent la parole aux murs de Paris. Versailles, ville fragile. page 13

Le sommaire complet se trouve page 16

## TRAIT LIBRE



## Enjeu d'une bibliothèque

**L**e projet de la Bibliothèque de France fait courir deux dangers : d'encore, et en faire couler pour longtemps encore. Après tout, c'est très bien ainsi : prouve qu'il est essentiel, et qu'il passionne.

L'enjeu est de taille, en effet. D'un côté, le souci d'offrir à l'usage les mêmes services que jusqu'aujourd'hui la Bibliothèque nationale, mais en mieux. De l'autre, bâtir la grande bibliothèque de demain, notamment par l'appel à plusieurs types de documents et de moyens de communication : ce que, après tout, faisait déjà la Bibliothèque nationale, mais avec souvent trop peu de ressources.

D'où des questions multiples : place de l'écrit par rapport aux autres documents, définition du public, relations avec les autres ensembles documentaires de Paris et de France. Et encore : que garder de la Bibliothèque nationale, sous quelle forme, libérer l'accès au document ou privilégier le magasin, communiquer l'original ou le double, tout conserver sur place ou prévoir des silos — les fameux silos — quitte à répondre, à l'usage, par un autre moyen, indispensable : un délai aussi court que possible pour l'arrivée du document demandé.

destinés à être, un jour, prêts à crequer, sans que des solutions rationnelles aient été mises au point pour répondre à cette question à quoi toutes finalement reviennent : comment traiter l'extension permanente des fonds ? C'est, d'abord, pour répondre à cette question posée aujourd'hui par la Bibliothèque nationale, le projet de la Bibliothèque de France a vu le jour. Allons-nous nous contenter de résoudre le problème à l'échelle d'une génération, ou deux ?

Il s'ensuit que la mise sur pied du projet actuel doit se faire dans un très large esprit d'ouverture. Ouvrir des esprits, par une attitude ouverte, à l'égard des idées, mais aussi, dirai-je, des locaux ou du moins d'une partie d'entre eux. Rien ne serait pire qu'une structure figée pour l'éternité, qui ne se prêterait pas, plus tard, à des aménagements susceptibles d'être réalisés par des techniques, des besoins, des attitudes que nous ne pouvons connaître.

3. Enfin — et ce n'est pas le moins important — rien ne sera fait si la création de la Bibliothèque de France n'est pas l'occasion de repenser l'ensemble de la situation des bibliothèques, à dessein que tout lecteur vienne à la Bibliothèque de France — au

Ces questions passionnent. Ou irritent. Il me semble que, puisque la chance immense nous est donnée de réfléchir quelque temps — pas trop tout de même, — les solutions choisies devraient n'oublier aucune des considérations suivantes :

1. Nos successeurs, plus ou moins lointains, seront fondés à nous reprocher de n'avoir pas trouvé la bibliothèque du vingt et unième siècle si nous leur livrons un bâtiment immanquablement

## Tchécoslovaquie

Il y a un an, M. Alexandre Iakovlev, membre du bureau politique du PCUS et l'un des principaux soutiens de M. Gorbatchev, déclarait au *New York Times* : « La démocratisation en Tchécoslovaquie en 1968 ? Je n'en sais rien, car elle n'a jamais existé, toutes ces croix gammées sur les murs ! » Il n'y est alors aucun commentaire, ni non plus lorsque M. Iakovlev répète la même chose à Bonn ce printemps.

En fait, c'est Kirill Mazourov, ancien membre du bureau politique de Brejnev, qui avait été chargé de surveiller sur place l'invasion de la Tchécoslovaquie, a déclaré aux *investia* à Moscou : « Nous avons seulement deviné que nous étions en présence d'une invasion sur la frontière tchécoslovaque ». De nouveau, personne n'a

s'indigna. S'il y a eu une protestation de Bonn, personne n'en a entendu parler.

Et maintenant, c'est M. Chervadine, le ministre soviétique des affaires étrangères, qui déclare à la *Gazeta de Varsovie* : « Nous, en Union soviétique, nous tenons compte du fait que le PC et le gouvernement tchécoslovaques ont donné leur approbation, et nous la respectons ».

Là, c'est le comble. On se souviendra que c'est l'armée soviétique qui a kidnappé la direction du PC et celle du gouvernement tchécoslovaques, qui lui a fait signer à Moscou un protocole humiliant ; et maintenant, on nous dit que nous nous sommes moqués du maréchal Gretchko en personne qu'on a imposé le gouvernement actuel au

Et maintenant, c'est M. Chervadnadze, le ministre soviétique des affaires étrangères, qui déclare à la *Gazeta de Varsovie* : « Nous, en Union soviétique, nous tenons compte du fait que le PC et le gouvernement tchécoslovaques ont donné leur approbation, et nous la respectons. »

là, c'est le comble. On se souviendra que c'est l'armée soviétique qui a kidnappé la direction du PC et celle du gouvernement tchécoslovaques, qui lui a fait signer à Moscou un protocole humiliant ; et, comme cela n'a pas suffi, c'est sous les menaces du maréchal Gretchko en personne qu'on a imposé le gouvernement actuel au

Pourtant, certains le pensent, écrivent aux médias et envoient pétition au premier ministre. Parmi ceux qui sont animés de cette conviction, plusieurs sont membres de l'association des Amis de la forêt de Fontainebleau (en abrégé : «AFF») et même du conseil, que j'ai la charge de présider aujourd'hui après André Billy, Henri Deroy, Magdeleine de Cossé-Brissac. Les AFF pratiquent de longue date la concertation avec les Eaux et Forêts, parfois même la contestation, pour atteindre leur but qui est de préserver cette forêt merveilleuse par la variété de ses reliefs et de ses essences.

cette sylviculture « aberrante » est la conséquence fatale de la création de l'ONF, qui aurait transformé les forêts en producteurs et marchands de bois (recettes d'abord!).

Voilà pourquoi votre fille est muette, voilà pourquoi vous disparaîtrez — par quel fâcheux miracle ? — jusqu'aux chaos rocheux !

Au moment où M. Nallet, ministre de la forêt, donne, dans ses préoccupations, une primauté compréhensible à la forêt méditerranéenne ravagée, par le feu, où en est-on aujourd'hui de cette affaire, rebondissement périodiquement, de la réduction des forêts sylvicu-

Toutes les forêts de la région parisiennne sont plus ou moins atteintes : pour un premier motif, ce sont des forêts suburbaines, que l'on veut « touristiques » et « fréquentées » à l'image des dix millions d'habitants de l'agglomération parisienne. C'est ainsi que notre forêt de Beaulieu reçoit plus de dix millions de visites par an, « visites » plutôt que « visiteurs », car l'amoureux de Fontainebleau fréquente « sa » forêt plusieurs fois dans l'année.

**Alors, qui sont les sacrégozes ?**  
Les visiteurs ne sont nombreux, mais ce sont surtout : cavaliers, chasseurs à courre ou à tir, détachements militaires dont la disparition avait été promise il y a trente ans, motards ou cyclistes tout-terrain, voitures et poids lourds avec leurs gaz étouffants, varapeurs, simples promeneurs même, tous salissent, abiment et laissent annuler des tonnes d'oiseaux et de fleurs. Les touristes ne savent apprendre aux Français d'abord la respect !

Faudrait-il en arriver à regretter que Desencourt, au dix-neuvième siècle, ait tracé des sentiers bien signalés, que les AFF, gratuitement, entretiennent, rendant pénible une forêt qui, sans ces soins minutieux, serait hostile et décourageante ? Non. bien évidemment.

Alors, qui donc « secouragerait », au sens fort du terme ? Ce serait, dans la conviction de certains, tout simplement les Eaux et Forêts, celles-là mêmes qui ont pour mission de soigner et de cultiver le massif forestier ! On songe à Talleyrand : « Tout ce qui est exagéré est insinuant. »

L'accusation est pourtant là habilement formulée : les culpables ne seraient ni les agents de terrain, ni le chef de centre, ni le directeur régional, mais les cinq ans de compétences, de dévouements et d'innovations des forestiers qui, malgré l'insuffisance des moyens, ont atteint un tel résultat. L'ONF, le responsable serait le lointain et composite pouvoir central (finances, agriculture, direction générale de la forêt) et les agents de terrain, les cinq milieux environnants. L'ONF, le responsable serait le règlement d'exploitation de 1972 révisé en 1985, est, prétend-on, le

grand fantif parce qu'il définit la vocation de chaque parcelle, ce qui en définitive conduirait à l'abandon des hêtres, à la réduction des

Après de longues et fructueuses discussions entre Amis de la forêt, la ligne directrice des réformes devrait se dégager rapidement autour des deux idées de souplesse et de finesse. Faut-il que chaque parcelle soit aussi grande — près ou plus de 20 hectares ? Quand on sait que, la décision de planter, par exemple en résineux, étant prise et appliquée, rien n'empêche les feuillus de pousser ; la parcelle n'a finalement sa physionomie durable qu'au bout de vingt ans environ ; ses éléments dominants dépendent en effet des « nettoyages » ordonnés par le chef de centre.

En résumé à l'extrême, la gestion « récréative » d'une forêt comme celle de Fontainebleau coûtera plus cher, requerra plus de liberté pour le chef de centre, et pour un juste équilibre, plus de concertation.

Le problème — central — de la sylviculture est-il le seul ? Non, répondra tout observateur : bien d'autres mesures s'imposent ; insistons sur les trois principales :

— Le plus grand ennemi de la forêt suburbaine, c'est la voiture, et plus encore le poids lourd sur le

## La forêt de Fontainebleau est-elle saccagée ?

réalisa routing de la forêt ou sur l'assiette voisine ou transverse.

La forêt de Fontainebleau offre un exemple extrêmement typique, à la suite d'une série de décisions, chacune rationnelle, des Pons et Chéniesse, on aboutit au résultat suivant, Irrationnel et dangereux : sur près de 10 kilomètres, entre la Table du Roi et le nationale 7, sur la Route royale qui est à une voie dans chaque sens — route « protégée » qu'il n'est pas question d'élargir, — plusieurs milliers de véhicules s'engouffrent certains jours et un « casse d'essais » s'écroule contre un arbre, combien d'hectares brillèrent, les pompiers ne pouvant aller au foyer du feu qu'en arboisant eux-mêmes des arbres ? O Grébouille !

rencontres inopportunes (terme pudique) ; dangers croissants de la forêt subaraine : c'est affaire de police et de justice pour éviter à Beau le sort du bois de Boulogne.

— La dernière mesure, enfin, qu'il faut avoir le courage de prendre, c'est l'épandage raisonné de la forêt communale de Fontainebleau, pour racheter des domaines forestiers atteints, qui représentent encore plus de 4 000 hectares. C'est ce que j'ai pu faire naguère, comme préfet de la région parisienne, pour les 300 hectares du massif des Trois-Pignons.

Ainsi, la querelle actuelle sur le « coupe » de la forêt de Fontainebleau peut avoir finalement des effets bénéfiques, pour cette der-

La construction prévue de la nouvelle autoroute A5 (Paris-Sud) offre une occasion remarquable d'alléger le trafic routier à longue distance en forêt. Malheureusement les liaisons entre autoroute du Sud et autoroute de la Suisse, à la fois dans les tracés et les péages, serait une faute impardonnable au moment où le trafic européen va s'accroître énormément. Il y a là un point stratégique de la révision du schéma directeur d'aménagement de l'île-de-France.

- La deuxième mesure consiste à lutter contre le vandalisme et les

## La religion laïque

**L**e me semble qu'on ne prend pas une exacte mesure du conflit sous-jacent autour de la laïcité et l'on ne se rend pas compte que la laïcité est historiquement en France une religion. On nous dit qu'elle se différencie radicalement au contraire des religions. En réalité, elle traduit une option de même nature, car l'abstention qu'elle préconise sous le nom de neutralité ou de tolérance est une prise de position. Ne pas faire de métaphysique, c'est encore en faire. On n'est pas tolérant quand on supprime ou met entre parenthèses les autres religions.

Il peut y avoir une neutralité prosaïque pour éviter les accrochages, dans les moments de haute tension. Mais il s'agit alors d'un pis-aller qui n'a rien à voir avec l'authenticité isôfète. Ce fut le cas au lendemain de l'affaire Dreyfus. Mais à quel point cette disposition tactique recouvrait une OPA sur l'absolu, l'histoire des manuels scolaires de G. Bruno en fournit une démonstration poussée jusqu'à l'absurde. Pour un régime conflictuel, non seulement on expurge le *Tour de la France* par deux enfants de tous ses saints et de toutes ses cathédrales, mais on remplace la simple mention exclamative « non Dieu ! » par une interjection d'égalé longue...

La vraie laïcité était celle de Jules Ferry, qui déclarait dans les éditions primaires de Louis, saint Vincent de Paul et Notre-Dame de Paris. La religion laïque, prétend bannir de l'école : « et pourquoi pas de l'ensemble de la vie publique, de la vie privée ? » La religion est une affaire privée — toute expression religieuse s'im-

point de vue, les laïques sont exposés au même dérapage de leur zèle que les musulmans, les juifs, les hindous... C'est à titre qu'il faut jeter la « croix » en les appelant à plus de respect pour autrui. Là est la seule discipline indispensable, celle qui assure l'arrondissement de tous.

► Jean Bessière est écrivain.

# Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

**Gérant : André Fontaine, directeur de la publication**  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),  
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

**Rédacteur en chef : Daniel Vernet**  
Corédacteur en chef : Claude Seales  
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-57-27  
Telex MONDPAR 650672 F; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

## Avant la rencontre entre MM. Bush et Gorbatchev en Méditerranée

Le sommet américano-soviétique des 2 et 3 décembre a été annoncé simultanément, mardi 31 octobre, à Moscou et à Washington, lors de conférences de presse données par le président Bush et le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Chevardnadze. Ce sera la première fois que M. George Bush rencontre M. Gorbatchev depuis qu'il est président des États-Unis.

Les entretiens auront lieu « à bord de navires de guerre soviétiques et américains en Méditerranée », a déclaré M. Chevardnadze. Bien qu'aucune précision n'ait été officiellement fournie, on laissait entendre, de source américaine, que l'un de ces navires pourrait être le croiseur *Belknap*, un vaisseau de 167 mètres, lanceur de missiles et navire amiral de la sixième flotte américaine basée en Méditerranée. M. Bush devrait faire du *Belknap* son quartier général et y passer la nuit précédant sa seconde rencontre avec M. Gorbatchev, sur un navire soviétique. Le chef d'état-major de la Maison-Blanche,

M. Sununu, a indiqué que Naples pourrait servir de port d'attache au bâtiment américain.

Ce lieu inédit de rencontre a probablement été choisi en raison de la présence de M. Gorbatchev en Italie pour une visite d'Etat du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre. Le numéro un soviétique doit, lors de ce séjour, vraisemblablement le 1<sup>er</sup> décembre, s'entretenir au Vatican avec le pape Jean-Paul II, rencontre sans précédent dans l'histoire de l'URSS. Dans le message qu'il a adressé, mardi, au président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, le président américain indique qu'il « échangera ses impressions » avec lui aussitôt après le sommet.

Dans sa conférence de presse, M. Bush a insisté sur l'aspect informel de cette rencontre, tandis que M. Chevardnadze soulignait, « au risque de décevoir les journalistes », que « l'idée était d'en limiter strictement l'accès aux médias » ; « le fait que le sommet se déroulera sur deux navires lui donne une sorte d'immunité », a-t-il ajouté.

Un autre sommet américano-soviétique a été annoncé pour la fin du printemps ou le début de l'été 1990 par les chefs des diplomatie américaine et soviétique, lors de leur rencontre dans le Wyoming début septembre. Selon des sources américaines, M. Bush aurait eu l'idée d'une rencontre qui ne soit pas véritablement un sommet mais une entrevue informelle avec son homologue soviétique en juillet dernier, lors de sa visite en Pologne et en Hongrie. Il en aurait fait part quelques jours plus tard à ses collaborateurs à la résidence de l'ambassadeur américain à Paris où il participait au sommet des Sept. Il aurait ensuite proposé une telle rencontre à M. Gorbatchev dans une lettre écrite à bord de l'avion qui le ramenait de Paris aux États-Unis et à laquelle le président soviétique a répondu favorablement début août. L'accord intervenu dans le Wyoming sur une date assez éloignée pour le sommet proprement dit a permis de faire avancer les négociations sur une rencontre préalable, les deux chefs d'Etat souhaitant qu'un certain temps

sépare les deux réunions. La date de la rencontre intermédiaire a été arrêtée début octobre.

Ce projet de rencontre a été salué dès mardi par M. Helmut Kohl. Le chancelier ouest-allemand a estimé qu'elle était « une condition préliminaire importante pour que les diverses négociations sur le désarmement et le contrôle des armements soient couronnées de succès ». Le chancelier, qui a déclaré avoir été informé à l'avance de ce projet par le président américain, a également souligné l'importance des relations américano-soviétiques pour le développement des réformes dans les pays de l'Est. L'Elysée précise pour sa part que M. Mitterrand avait été informé, mardi matin, par un message du président américain. A Bruxelles, M. Manfred Wörner, secrétaire général de l'OTAN, s'est félicité de ce projet, estimant qu'il fournirait « une occasion utile de discuter et d'améliorer les relations Est-Ouest » et qu'il s'inscrivait « dans l'esprit de la déclaration de l'OTAN (du 30 mai dernier) et dans l'intérêt de toute l'alliance ».

## Washington : un nouveau souffle

Suite de la première page

En effet, la démarche intellectuelle et politique suivie par M. Bush n'est pas des plus claires. A en croire les explications données à la Maison-Blanche, l'idée d'une rencontre informelle avec M. Gorbatchev est venue à M. Bush au mois de juillet, à l'issue de son voyage en Europe de l'Est — où plusieurs de ses interlocuteurs, et tout particulièrement M. Walesa, lui auraient suggéré d'appuyer énergiquement les réformes et donc la position de M. Gorbatchev. (M. Walesa avait aussi demandé à M. Bush d'aller beaucoup plus loin et beaucoup plus vite dans le domaine de l'aide à la Pologne, mais ce conseil-là, apparemment, n'a guère été entendu.) Que l'électrification de Gdansk, déjà assurée d'occuper un fort chapitre dans l'histoire du Grand est à peine un motif d'étonnement.

Mais M. Bush lui-même, au cours de sa conférence de presse, n'a pas mentionné cet épisode. Comme on le pressait de questions pour savoir ce qui l'avait conduit à changer d'avis, lui qui avait tant de fois déclaré son manque d'intérêt pour un sommet qui ne serait pas soigneusement préparé, avec un ordre du jour précis, le président a fini par citer quatre raisons : « la consultation avec nos alliés », le fait de suggérer qu'ils ont poussé à la roue ; « la rapidité des changements en Europe de l'Est », ce qui serait un argument plus convaincant si les changements les plus spectaculaires n'étaient en fait intervenus après le voyage à Varsovie et à Budapest, et donc après l'envoi à M. Gorbatchev d'une lettre qui, selon la Maison-Blanche, formulait ce projet de rencontre ; « l'émergence des démocraties sur ce continent » (intéressant, ce qui semble une très étrange justification, sauf à considérer que le président voudrait profiter des circonstances pour obtenir enfin que M. Gorbatchev retire vraiment ses troupes d'Amérique centrale ; enfin, le désir « de ne pas manquer quelque chose d'important, quelque chose que je pourrais obtenir de première main de M. Gorbatchev lui-même ». Cela peut paraître bien vague, mais c'est sans doute cette dernière raison qui en dit le plus long sur l'état d'esprit de M. Bush : le sentiment, très vraisemblablement renforcé par l'avalanche de critiques dénonçant sa passivité et son manque de vision historique, que quelque chose, décidément, est en train de se passer — et de se passer sans lui, — et que le meilleur moyen d'y voir plus clair est d'aller prendre ses informations auprès de M. Gorbatchev.

## La fin de la méfiance

Si telle est bien la disposition d'esprit de M. Bush, on est obligé de constater que l'actuel président accorde désormais à M. Gorbatchev une confiance au moins aussi grande que celle manifestée par le Ronald Reagan de la dernière période... M. Bush a, certes, ajouté un peu plus tard que la « prudence » restait de mise, et que les États-Unis ne pouvaient fonder toute leur politique sur un seul homme (M. Gorbatchev). Mais il n'est décidément plus question de se méfier du numéro un soviétique lui-même, comme on l'interrogeait

sur l'avenir de l'URSS, M. Bush a eu cette étonnante réponse : « Je pourrais mieux répondre à vos questions après notre rencontre, car M. Gorbatchev est un homme très franc ».

Depuis quelques semaines déjà, la amitié officielle washingtonienne s'était faite beaucoup plus douce à l'égard de l'URSS. Oubliant presque les réserves, les doutes qu'il exprimait très régulièrement jusqu'à la, les principaux responsables — et tout particulièrement le secrétaire d'Etat, M. James Baker — se confondaient en paroles aimables à l'égard de M. Gorbatchev, et en propos optimistes sur l'avenir de la perestroïka. Au point que ceux qui persistaient à paraître moins optimistes étaient pris de se taire, en particulier M. Robert Gates, le numéro deux du Conseil national de sécurité, sommé récemment par M. Baker de remettre dans sa poche un discours où il insistait un peu trop sur les obstacles qui attendent l'URSS sur la voie des réformes.

Sans doute s'agissait-il d'éviter toute fausse note, alors que la rencontre de décembre avait déjà été décidée (l'accord sur les dates et les modalités a été réalisé début octobre). Mais, quelles que soient les raisons conjoncturelles, on a un peu l'impression que l'administration cherche désormais à compenser, par un enthousiasme presque béat et une totale confiance, un trop grand scepticisme initial. M. Bush ne risque-t-il pas d'être une fois de plus en retard sur l'événement, s'il se confirme que M. Gorbatchev pèse désormais plus sur le frein que sur l'accélérateur ?

## Un secret bien gardé

A quoi servira ce sommet avec un petit « s », cette rencontre « intermédiaire et informelle », selon l'expression de M. Bush ? Sera-t-il symbolique ou substantiel, destiné à faire connaissance (mais les deux hommes se connaissent déjà, depuis cet autre faux sommet qu'était la rencontre Reagan-Bush-Gorbatchev de décembre dernier, connue par une superbe photo de circonstance sur fond de statue de la Liberté), ou bien à faire avancer l'histoire ?

M. Bush, qui a souvent semblé à la peine au cours de sa conférence de presse, a pris grand soin de minimiser à l'avance l'importance de la rencontre — comme si, malgré tout, il n'était pas tout à fait convaincu de son utilité, et il a même dit ne pas savoir de quoi on parlerait. Au moins sait-on de quoi on ne parlera pas, ou peu : de contrôle des armements — ça, ce sera pour le vrai sommet, celui du printemps 1990...

Cette rencontre d'attente, dotée d'un cachet particulier par le cadre inhabituel : deux bateaux de guerre, n'est-ce pas précisément ce dont M. Bush avait toujours dit ne pas vouloir ? Il l'avait répété à la veille de la venue de M. Chevardnadze à Washington, en septembre dernier, et des entretiens du Wyoming qui avaient suivi.

S'agissait-il seulement d'un vieux mensonge, dans le seul but de mieux préserver un secret, et d'être de bonne foi avec les Soviétiques ? Pour reprendre l'expression de M. Bush lui-même ? Ou bien, si l'idée d'une rencontre à brève échéance avait

germé dès juillet dernier, n'aurait-elle pas été plus ou moins abandonnée, avant d'être remise sur le tapis par les Soviétiques eux-mêmes, qui seraient plus demandeurs qu'ils ne veulent en avoir l'air ?

Au moins M. Bush aura-t-il de nouveau apporté la preuve de ses capacités à garder et surtout à faire garder un secret, art fort difficile à exercer à Washington, ville des « fuites » par excellence. Une poignée d'hommes seulement — quatre ou cinq — avaient été mis dans la confidence (« Je n'aurais pas besoin de conseils à ce propos », a expliqué M. Bush), ce qui ne sera pas forcément apprécié d'autres responsables de l'administration. Mais M. Bush a été à bonne école, lui que M. Richard Nixon avait chargé, en tant que représentant aux Nations unies, de s'en tenir à la position américaine classique (pas de reconnaissance de la Chine populaire) au moment même où, sans qu'on lui en ait rien dit, M. Henry Kissinger négociait en secret avec Pékin.

Par ce coup également bien dissimulé (mais d'importance infinitesimale), l'actuel président aura prouvé qu'il ne convenait pas de le jurer entièrement sur les seules apparences, qui commencent, ces derniers temps, à devenir plutôt défavorables. Un budget impossible à boucler, une inextricable bataille fœtale avec le Congrès à propos de la réduction de l'impôt sur les plus-values du capital, une économie qui commence à susciter quelques inquiétudes, au moins à moyen terme, et ces Japonais qui rachètent, un à un, les fleurons de l'Amérique... Et puis, surtout, en dépit des bonnes intentions affichées en matière de lutte contre la drogue ou d'éducation, cette apparente absence de prise sur l'événement, ces neuf premiers mois de mandat qui ont passé sans que la nouvelle administration ait accompli de quoi que ce soit de notable : l'atmosphère, imperceptiblement, était en train de changer à Washington, comme si l'on approchait du point où tout ce qui semblait aller plutôt bien paraissait désormais aller plutôt mal.

L'annonce du « faux sommet » devrait, dans le pire des cas, permettre de reculer l'échéance de quelques semaines, et, dans le meilleur, donner l'occasion à cette administration de retrouver le second souffle dont elle a déjà besoin. M. Bush revient enfin sur le devant d'une scène internationale où on ne le voyait plus guère. Reste encore à savoir s'il a l'intention d'y faire quelque chose.

JAN KRAUZE

## Moscou : une demande ancienne

Suite de la première page

Par comparaison avec les dernières années de la présidence Reagan, on en revient à un quasi-gel. Cette situation était extrêmement dommageable à M. Gorbatchev, pour qui les accords de réduction des armements, la détente qu'ils impriment aux relations internationales et les possibilités de coopération économique qui s'ensuivent sont indispensables.

Non seulement l'offre de M. Bush a donc été acceptée avec soulagement, mais il est aussi rétrospectivement permis de penser qu'en reconnaissant publiquement, le 23 octobre dernier, que le radar de Krasnodarsk constituait une violation de traité ABM et que l'intervention en Afghanistan avait bafoué les « normes morales de l'humanité », M. Chevardnadze avait eu de baliser la voie de cette « rencontre intermédiaire informelle ».

Fatigué mais plus souriant et charmant que jamais, le ministre soviétique était d'ailleurs d'humeur exquise lorsque, à la demande, a-t-il précisé, de la direction soviétique et de M. Gorbatchev, il a annoncé cet « événement important de la vie de notre planète ». Il s'agira, a-t-il expliqué, d'un « dialogue ouvert, sincère, libre », « sans ordre du jour (mais) portant sur tous les grands problèmes », et qui pourrait conduire les deux présidents à donner « à leurs ministres des affaires étrangères et à d'autres responsables de leurs pays certaines directives pour la préparation des conversations » du sommet « officiel » du printemps prochain aux États-Unis.

Perdus deux jours en mer, loin des journalistes, des oreilles indiscrettes et des obligations protocolaires, les deux hommes auront, de fait, tout le temps nécessaire d'apprendre à « se connaître mieux », mais aussi d'impulser — on le souhaite en tout cas à Moscou — une coopération approfondie, et cela dans tous les domaines.

## Un geste pour Israël

Signe des temps, M. Chevardnadze s'est ainsi montré particulièrement pragmatique dans son approche du dossier proche-oriental, qui sera sans aucun doute abordé, a-t-il dit, par MM. Bush et Gorbatchev. Expliquant que l'URSS était favorable à la prise en compte de tout ce qui est rationnel dans les différents

plans actuellement avancés, le ministre soviétique a en effet cité le « plan en dix points » de M. Mounbarak, le « plan en cinq points » de M. Baker, le secrétaire d'Etat américain, et aussi le « plan Shamir » — celui du premier ministre israélien, que rejette (en principe) l'OLP.

Il ne s'agit pas à proprement parler d'un tournant puisque la diplomatie gorbatchévienne s'est toujours attachée à être un acteur des tentatives de règlement proche-oriental en redonnant un interlocuteur de Jérusalem. Pour cela, il faut accepter le gouvernement israélien en place, notamment son premier ministre, qui est paradoxalement moins ouvertement critiqué à Moscou qu'à Washington.

Il n'en reste pas moins que M. Chevardnadze a fait là un geste supplémentaire en direction d'Israël. On semble aller ainsi vers l'élaboration d'une approche commune soviéto-américaine, essentiellement fondée sur l'idée de M. Mounbarak qu'il faut prendre M. Shamir au mot et faire confiance à la dynamique qu'enclencherait l'organisation d'élections dans les territoires occupés.

## Soulager l'économie soviétique

« Actuellement, le principal est d'agir », a déclaré, dans cet esprit, M. Chevardnadze en se prononçant pour une « solution à variantes multiples » et des consultations entre membres permanents du Conseil de sécurité. Les choses bougent, c'est sûr, et il est probable aussi qu'elles vont continuer de bouger sur l'un au moins des autres dossiers régionaux les plus chauds : le Nicaragua, à propos duquel le ministre soviétique avait relevé dans son discours du 23 octobre une volonté américaine de règlement politique.

Dans ce même discours, M. Chevardnadze avait longuement insisté sur la nécessité d'un compromis politique négocié entre le gouvernement de Kaboul et les mouvements de résistance. Or, si Washington a très longtemps considéré que seul le départ de M. Najibullah permettrait le retour de la paix, cette position paraît s'effriter alors que le gouvernement de Kaboul parvient à se maintenir malgré le départ des troupes soviétiques.

Il n'en faudrait ainsi pas beaucoup pour que le sommet informel puis le sommet officiel aboutissent

à d'importantes percées. Pour M. Gorbatchev, cela constituerait un atout d'une importance capitale car, en devenant un réel « partenaire » des États-Unis (c'est une des idées clés de la perestroïka), il augmenterait ses chances de réussite.

Concrètement, le succès de ces sommets signifierait, en effet, pour lui que les grandes négociations sur la réduction des armements seraient menées à bien dans de brefs délais et qu'il pourrait donc non seulement continuer à réduire ses dépenses militaires pour soulager son économie, mais aussi obtenir bientôt la levée des restrictions aux exportations de technologie occidentale vers l'URSS.

Plus généralement, surtout, c'est l'ambition de M. Gorbatchev de pouvoir intégrer progressivement l'URSS à l'économie mondiale qui s'en trouverait confortée, en particulier son désir de rejoindre les grandes institutions commerciales et financières internationales.

Fort de ces avancées et, éventuellement, de ces résultats, fort aussi d'un nouveau renforcement de son prestige international, le secrétaire général serait alors en bien meilleure position pour faire face à l'agitation rampante de tout le pays, aux dissensions d'une population qui ne voit toujours pas sa situation matérielle s'améliorer et aux poussées irrationnelles aussi.

En d'autres termes, grâce à M. Bush, M. Gorbatchev pourrait marcher avec beaucoup plus de tranquillité vers la campagne pour les élections locales et vers la préparation, surtout, du congrès du parti, en octobre 1990. C'est l'échec principal. C'est là que M. Gorbatchev réussira ou échouera à se débarrasser d'un appareil avec lequel la perestroïka ne peut maintenant plus coexister. Et l'on comprend, dans ces conditions, que, tout en niant catégoriquement que l'objectif de ce sommet soit d'obtenir une « aide » américaine à l'économie soviétique, M. Chevardnadze ait ajouté qu'une « coopération (sur des bases égalitaires) et un environnement international favorable aideront, sans aucun doute, à la réalisation » des objectifs de la perestroïka.

Il est très satisfaisant pour M. Gorbatchev qu'une administration au départ aussi réticente à son égard ne seulement considère aujourd'hui qu'il lui faille l'aider, mais explique aussi que c'est le vœu de l'ensemble des Européens — ceux de l'Ouest comme ceux qui, à l'Est, découvrent la démocratie.

## Un anniversaire « révolutionnaire »

Avant de passer de ses entretiens avec le pape à son « dialogue ouvert » avec M. Bush, le numéro un soviétique aura présidé, le 7 novembre sur la place Rouge, un défilé véritablement révolutionnaire. Pour la première fois, toute référence au marxisme-léninisme a en effet été supprimée des slogans officiels, dont la liste a été publiée, mercredi matin, par la *Pravda*. Lénine lui-même n'est cité qu'une fois : « La perestroïka est le prolongement de la grande œuvre de Lénine, l'œuvre d'octobre. Luttons pour le renouveau de tous les aspects de la société ! ».

La « solidarité » avec les pays socialistes est remplacée par de « chaleureuses salutations » qui s'adressent aussi aux « forces démocratiques », et si l'on est plus que jamais pour la plénitude des pouvoirs aux soviets, c'est qu'ils sont les « organes de la démocratie socialiste ». Quant au parti, il faut qu'il se « renoue », tandis que les peuples de l'URSS sont appelés à « transformer la fédération soviétique en un Etat multinational, amical et prospère ».

Le défilé militaire, lui, sera réduit au minimum.

BERNARD GUETTA

VI<sup>e</sup> flotte et V<sup>e</sup> « eskadra »

En Méditerranée, qui baigne une vingtaine d'États impliqués à la fois dans les rapports Est-Ouest et dans les relations Nord-Sud, la VI<sup>e</sup> flotte américaine a fait son apparition dès 1945, et la V<sup>e</sup> « eskadra » soviétique a suivi son exemple il y a une quinzaine d'années environ.

A la différence de la VI<sup>e</sup> flotte, qui est la force de lance de l'OTAN en Méditerranée, et qui bénéficie d'un réseau de bases, notamment en Italie — le quartier général est à Naples — et en Espagne, la V<sup>e</sup> « eskadra » ne dispose d'aucune base mais seulement de « facilités », notamment en Syrie et en Yougoslavie, ce qui la contraint à devoir mouiller hors des eaux territoriales, par exemple devant les côtes tunisiennes, siciliennes ou grecques.

La composition de ces deux formations navales est très

variable selon les circonstances. Mais grosso modo, la flotte américaine peut déployer jusqu'à 500 000 tonnes au total, quand la flotte soviétique déplace environ 180 000 tonnes.

Fort de plus de 20 000 hommes, la VI<sup>e</sup> flotte est organisée autour d'un groupe aéronaval (avec, au moins, un porte-avions d'attaque) et un groupe amphibie (avec des navires d'assaut et des unités de « marine corps »). Elle est caractérisée par une forte nucléarisation de sa propulsion (la demi-douzaine de sous-marins d'attaque présents sont tous à propulsion nucléaire) et par l'importance de son soutien logistique (pétroliers, ravitailleurs et navires-matériel). Cette VI<sup>e</sup> flotte met en œuvre généralement au moins quatre-vingt-dix avions de combat et

vingt-cinq avions de patrouille maritime et de lutte anti-sous-marin.

Alimentés indifféremment par la flotte de la mer Noire à travers des détroits du Bosphore et par la flotte du Nord venue de l'Atlantique par Gibraltar, l'*eskadra* soviétique est généralement composée de six ou sept bâtiments de combat (croiseurs ou frégates), de six sous-marins d'attaque (dont deux à propulsion nucléaire) et de huit navires collecteurs de renseignements. L'absence de bases permanentes oblige la marine soviétique à entretenir en Méditerranée une forte présence de navires de soutien logistique (une vingtaine, soit la moitié de son *eskadra*), pendant que les avions de patrouille maritime sont déployés à partir de la Syrie.

J. L.

صكرا من الاحل

حکومت اسلامی

# DIPLOMATIE

Avant la rencontre entre MM. Bush et Gorbatchev

## Six sommets soviéto-américains en cinq ans

La rencontre que MM. Bush et Gorbatchev auront les 2 et 3 décembre en Méditerranée sera le premier sommet soviéto-américain de la présidence Bush, mais le sixième depuis l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir suprême, en 1985. En voici la liste :

**1985**  
19-21 novembre. — Première rencontre à Genève entre MM. Gorbatchev et Ronald Reagan (qui n'avait rencontré aucun numéro soviétique pendant son premier mandat, entre 1981 et 1985). Aucun accord n'est conclu.

**1986**  
10-13 octobre. — Sommet de Reykjavik (Islande). Une « percée » est réalisée sur le désarmement nucléaire, mais on frôle l'échec en raison de l'initiative de défense stratégique américaine.

**1987**  
8-10 décembre. — Visite de M. Gorbatchev à Washington. Signature du traité liquidant les missiles nucléaires de portée intermédiaire et moyenne.

**1988**  
Mai. — Première visite de M. Reagan à Moscou.  
6-9 décembre. — Dernière rencontre Reagan-Gorbatchev à New York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

Brejnev avait eu, pour sa part, cinq rencontres avec ses homologues américains, mais en dix-huit ans de règne (en 1972 à Moscou, en 1973 à Washington, puis en 1974 à Moscou avec Nixon, en décembre 1974 à Vladivostok, dans l'Extrême-Orient soviétique, avec Gerald Ford et en 1979 avec Carter à Vienne). Il faut y ajouter un

entretien entre le président Johnson et Alexei Kossyguine, chef du gouvernement soviétique, en 1967, à Glassboro aux États-Unis. Khrouchchev avait eu deux sommets soviéto-américains en onze ans : avec Eisenhower en 1959 aux États-Unis et avec Kennedy à Vienne en 1961. Soit en de moins deux fois Roosevelt (en 1943 à Téhéran et en février 1945 à Yalta) et une fois Truman (à Potsdam en 1945).

Il faudrait ajouter à la liste les sommets multilatéraux tenus en présence des numéros soviétique et américain de Genève en 1955, de Paris en 1960 (cette dernière rencontre avait en fait avorté après qu'un avion-espion américain de type U-2 eût été abattu au-dessus du territoire soviétique), enfin le sommet qui avait clôturé la conférence d'Helsinki en août 1975, en présence de Brejnev et de Gerald Ford.

An cours d'un entretien avec M. Nixon

M. Deng Xiaoping reproche aux États-Unis de s'être « trop impliqués » dans le « printemps de Pékin »

Pékin (AFP). — Le numéro un chinois, M. Deng Xiaoping, a critiqué mardi 31 octobre les États-Unis pour s'être « trop impliqués » dans le mouvement démocratique du printemps de Pékin, à l'occasion de sa rencontre avec l'ancien président américain Richard Nixon.

Cette condamnation, à l'occasion d'une rencontre de plus de trois heures entre les deux hommes, est la plus directe jamais émise sur le soutien moral apporté par les États-Unis au mouvement étudiant réprimé dans le sang par l'armée chinoise le 4 juin.

M. Deng a indiqué à M. Nixon que la Chine n'avait jamais rien fait pour heurter les États-Unis. « Mais, pour parler franchement, les États-Unis ont été trop impliqués dans les troubles et la rébellion contre-révolutionnaire », a-t-il ajouté. La Chine a été la vraie victime, il est injuste de la condamner pour cela.

M. Deng a exprimé son espoir de voir reprendre les relations entre les deux pays, mais « c'est aux États-Unis d'en prendre l'initiative ». M. Nixon, qui est la personnalité américaine la plus importante à venir en Chine depuis juin, a exprimé son optimisme quant à la reprise des relations entre les deux pays. L'ancien président a accueilli pour son dixième voyage en Chine comme « l'ami ayant ouvert la porte des relations sino-américaines » voilà dix-sept ans — a pu mesurer l'ampleur de sa popularité, à l'occasion d'un bain de foule qui a vite dégénéré en joyeux soulèvement, mais dans le quartier pékinois de Xidan.

Des centaines de badauds se sont précipités aux cris de « Nixon, Nixon » dès qu'il a été identifié le personnage perché de près par quelques journalistes soigneusement sélectionnés, et une dizaine de gardes du corps américains et chinois qui ont éparpillé les pires difficultés à contenir l'enthousiasme des passants.

Par ailleurs, l'ambassade des États-Unis à Pékin a protesté auprès des autorités chinoises à propos du comportement de la police qui, en deux occasions récentes, a pointé des armes non chargées sur des enfants de diplomates et appuyé sur la gâchette. L'ambassade s'est également plainte d'actes présumés de vandalisme sur des voitures de la mission et du fait que certains diplomates ont été suivis par des Chinois en civil.

CHINE : nouvelle protestation contre la France. — Le gouvernement chinois a mis en demeure, mardi 31 octobre, la France de mettre un terme aux activités sur son territoire de la Fédération pour la démocratie en Chine (FDC). Cette nouvelle protestation, la quinzième en quatre mois, vise plus particulièrement l'opération « Faxez la liberté » lancée jeudi 26 octobre par la FDC en collaboration avec l'hebdomadaire Actual. — (AFP.)

Séoul et Varsovie établissent des relations diplomatiques. — La Corée du Sud et la Pologne ont établi, mercredi 1<sup>er</sup> novembre, des relations diplomatiques à la suite de la signature, à Séoul, d'un protocole par le ministre sud-coréen des affaires étrangères, M. Choi Hong-jong, et le vice-ministre polonais des affaires étrangères, M. Jan Majewski. La Pologne devient ainsi, après la Hongrie, le second pays d'Europe de l'Est à normaliser complètement ses relations avec Séoul. — (AFP.)

**LIVRES**  
**POLONAIS**  
et livres français  
sur la Pologne  
et  
l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4  
Tél. : 43-28-51-09

# ASIE

INDE : les difficultés préélectorales de M. Gandhi

## Le ministre de la défense dénonce « la résurgence de l'autoritarisme » au sein du parti au pouvoir

NEW-DELHI

M. Rajiv Gandhi n'aura guère eu le temps d'exploiter l'avantage politique obtenu par sa décision d'avancer la date des élections générales (Le Monde du 19 octobre). M. K.C. Pant, ministre de la défense, a annoncé, lundi 30 octobre, qu'il refusait les deux descriptions que lui proposait l'état-major du Parti du Congrès-I dans l'« Uttar Pradesh », préférant rester dans celle dont il est l'hôte depuis quinze ans, à Nainital.

M. Pant en a profité pour dénoncer « la résurgence de l'autoritarisme de la direction du parti et l'intervention injustifiée d'une coterie non politique et inexpérimentée » (l'entourage direct de M. Gandhi) dans la prise des décisions. M. Pant a beau assurer que le Congrès-I peut, malgré tout, compter sur son soutien lors de la campagne électorale, les rumeurs de sa démission du gouvernement sont dans l'air. Or le ministre de la défense est un homme dont l'influence politique n'est pas négligeable, tant au gouvernement que dans l'« Uttar Pradesh », État qui fournit les gros bataillons électoraux du Congrès-I. L'opposition est évidemment ravie de l'annonce. Pour le premier ministre, le départ de M. Pant, à trois semaines du scrutin, constituerait un sérieux revers.

En outre, M. Anand, ministre de l'environnement et des forêts, est sous le coup d'une accusation grave. M<sup>lle</sup> Mukti Bhatta, jeune femme bien de sa personne et militante connue, l'accuse d'avoir tenté de la violer, dans son bureau, le 11 octobre. M. Anand se défend mal et M<sup>lle</sup> Bhatta a le soutien des organisations féminines, qui sont puissantes. Le premier ministre a promis qu'il allait agir, mais le Parti du Congrès-I vient de donner son imprimatur à M. Anand pour les prochaines élections. L'opposition a, bien entendu, enfoncé ce nouveau cheval de bataille avec empressement.

Enfin, le premier ministre est de nouveau l'objet d'accusations dans le « scandale Bofors » qui constitue, dans des débats sur des problèmes plus fondamentaux, la trame de la campagne électorale. On avait pensé, à tort, que la recrudescence, depuis quelques semaines, des affrontements entre hindous et musulmans avait définitivement éclipsé ce « fétide ».

Ce n'est pas le cas. Pour la première fois, des copies de documents publiés par la presse ont mis, mardi 31 octobre, directement en cause le premier ministre, suggérant qu'il a lui-même profité des pots-de-vin versés par Bofors. M. Gandhi a démenti « catégoriquement » mardi les allégations de la presse.

LAURENT ZECCHINI

# A TRAVERS LE MONDE

**ALGÉRIE**  
Mesures de grâce pour 51 islamistes

Des mesures de grâce en faveur de 51 islamistes, condamnés en 1987 par la Cour de sûreté de l'État (dissoute en avril dernier), ont été décidées par le président Chadli Bendjedid. Deux cent deux islamistes impliqués à des degrés divers dans l'affaire de Mustapha Bouyali — « évènements islamiques » — en janvier 1987, par les forces de l'ordre à l'issue d'une chasse à l'homme de deux ans — avaient été jugés en juillet de la même année par la Cour de sûreté de l'État et condamnés à des peines de mort ou à des peines de prison allant de un an à la perpétuité.

A la suite d'un décret du président Chadli Bendjedid, pris à l'occasion du trente-cinquième anniversaire du déclenchement de la Révolution algérienne, quarante-six personnes ont bénéficié d'une remise totale du restant de leurs peines et ont été libérées tandis que cinq autres ont bénéficié d'une remise partielle de quatre ans sur le restant de leur peine. — (AFP.)

**RFA**  
M. Otto Schily quitte les Verts pour le SPD

Le député vert ouest-allemand Otto Schily, ancien avocat de la Fraction armée rouge, a décidé de se démettre de son mandat de député et de rejoindre le SPD, a annoncé la direction des Verts, mardi 31 octobre, à Bonn.

Elu en 1983 au Bundestag comme tête de liste du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, M. Schily était un partisan de la tendance « réaliste » au sein des Verts. Il s'était opposé à la majorité du groupe parlementaire sur plusieurs points importants, dont la mise en œuvre d'une alliance de gouvernement avec le SPD, à laquelle il était favorable. Ses relations avec la direction du parti n'avaient cessé de se dégrader au cours des derniers mois, mais il semblait bien que son passage au SPD ait été en dernier ressort motivé par la récente décision de la fédération régionale des Verts de Rhénanie-Westphalie de limiter à deux le nombre de mandats consécutifs pouvant être exercés par un député vert au Bundestag. M. Schily pourrait alors, sous l'étiquette SPD, retrouver un siège qui lui serait offert par M. Peter Glotz, un de ses amis qui dirige la fédération social-démocrate de Hesse-Nord. — (Corresp.)

**MAURICE**  
Protestation après des exercices militaires américains

Le largage accidentel d'une bombe sur le croiseur américain Reeves par un chasseur bombardier américain, lundi 30 octobre au large de l'île de Diego-Garcia, est un accident d'une extrême gravité qui a soulevé la question de la sécurité de l'ensemble des populations de la région de l'océan Indien, a déclaré le premier ministre mauricien, Sir Anerood Jugnauth. Cinq marins avaient été légèrement blessés par l'explosion de la bombe qui avait endommagé le pont du navire. Sir Jugnauth, une nouvelle fois, a réclamé l'incorporation de l'archipel des Chagos, qui comprend l'île de Diego-Garcia, au territoire mauricien. « La décolonisation de Maurice ne sera complète qu'avec le retour de l'archipel à la souveraineté mauricienne », a-t-il déclaré. — (AFP.)

**TUNISIE**  
Retour de l'ancien ministre de l'intérieur

L'ancien ministre de l'Intérieur et de l'Information, M. Tahar Belkoudja, qui vivait en exil en France depuis plus de quatre ans, est rentré librement en Tunisie, mardi 31 octobre, et a fait aussitôt opposition aux jugements qui l'avaient condamné, en 1987 et 1988, à deux peines de cinq ans d'emprisonnement pour « mauvaise gestion et détournement de deniers publics ». Statuant sur-le-champ, la cour d'appel de Tunis a ramené chacune des peines à deux ans de prison avec sursis et a infligé à M. Belkoudja une amende globale de 43 000 dinars (28 000 F).

M. Belkoudja a toujours rejeté les accusations retenues contre lui, dont la justice avait été saisie sous le précédent pouvoir, estimant qu'il était victime de règlements de comptes politiques. Son retour, croit-on, aurait été encouragé et facilité par le président Ben Ali, qui s'apprête à célébrer dans quelques jours le deuxième anniversaire de son accession au pouvoir. M. Mohamed Mzali, ancien premier ministre, demeure la seule personnalité tunisienne à vivre encore en exil. En dépit des invitations des autorités, il s'est refusé jusqu'ici à regagner la Tunisie pour faire opposition à la condamnation de quinze ans de travaux forcés pour détournement de deniers publics qui lui ont été infligés en 1987. — (Corresp.)

Les tentatives de règlement des conflits régionaux

## Quand les alliés de l'Angola et de l'Éthiopie soufflent le chaud et le froid

Le colonel Mengistu Haile Mariam, le chef de l'État éthiopien, a sonné l'alarme, mardi 31 octobre, devant le Parlement réuni en session extraordinaire, invitant les rebelles du Front populaire de libération du Tigré (FPLT) à se retirer immédiatement des provinces du Gondar et du Wollo, où, selon lui, « ils font régner la terreur ». Il a, d'autre part, demandé aux députés de réviser le budget, affirmant que les priorités du développement sont maintenant dépassées par celles de la défense nationale.

Traillés par les conseils intéressés de leurs alliés idéologiques, qui soufflent à la fois le chaud (l'Union soviétique) et le froid (l'Allemagne de l'Est), les États africains qui, comme l'Éthiopie, ont choisi naguère de se placer sous la bannière du marxisme-léninisme ne savent plus très bien, aujourd'hui, où donner de la tête. Cela explique la démarche hésitante et parfois surprenante de leurs responsables lorsqu'il s'agit pour eux de choisir la bonne méthode pour ramener la paix dans leurs pays déchirés par des guerres intestines.

La convergence de vues en ce domaine entre Washington et Moscou est, en effet, contrariée par les très discrètes et ambiguës des pays de la grande famille socialiste. L'Allemagne de l'Est, qui jouait les trouble-fête, ne pourra pas indéfiniment continuer à pousser ses protégés africains à jouer les va-t-en-guerre. D'abord parce que, seule, elle n'en aurait guère les moyens. Ensuite parce qu'elle est désormais suffisamment occupée par ses problèmes intérieurs. Ses protégés n'auront pas donc d'autre choix que de céder, tôt ou tard, aux pressions conjuguées des deux superpuissances, sauf à lancer des barouds d'honneur.

Pour l'heure, les dirigeants anglois et éthiopiens, les plus fermes défenseurs du marxisme-léninisme en Afrique, tendent à conclure par la négociation les luttes fratricides qui, depuis des années, mettent leur pays à feu et à sang, comme les y incitent pourtant les États-Unis et l'Union soviétique, impatientes de voir se régler à l'amiable ces conflits régionaux. A Luanda comme à Addis-Abeba, on met également en avant la « complexité » du dialogue pour en justifier ou du moins en expliquer les lenteurs.

D'une capitale à l'autre, le clan des « durs » tente en effet désespérément de retarder, par des manœuvres d'arrière-garde, des échéances inévitables, en clair de tergiverser les négociations en cours. Il y était aidé, sinon poussé, par l'Allemagne de l'Est, qui, dans ces pays, conserve la haute main sur les services de renseignement et de sécurité et cherchait peut-être sous Honecker à contraindre plus facilement sur le continent noir qu'en Europe les desseins « capitalistes » de l'Union soviétique.

Cuba, l'un des pays du camp socialiste les moins ouverts à la perestroïka, qui avait envoyé des « combattants internationaux » aussi bien en Angola qu'en Éthiopie, n'est pas partie prenante à ce petit jeu diplomatique-militaire, à cette stratégie de la tension. Bien au contraire, les « barbus » sont en train de se retirer de ces boudoirs africains sans traîner les pieds.

Délesté des soldats cubains en cours de rapatriement, l'Angola hésite sur la marche à suivre. Certes, M. Pedro Van Dunem, le ministre des affaires étrangères, vient d'affirmer, à l'occasion d'une visite à Lisbonne, qu'un plan de paix pourrait être conclu « très bientôt ». Mais il ne s'en est pas moins inquiété des « attentions exagérées de pays amis de Luanda » dont à son avis, ferait l'objet M. Jonas Savimbi, le chef de l'UNITA.

Plus significative encore est la fin de non-recevoir récemment

opposée par M. Eduardo Dos Santos, le chef de l'État angolais, qui passe pourtant pour une « colonne », à des négociations directes avec M. Savimbi, « mais gré les pressions diplomatiques américaines ». « A-t-il précisé à des journalistes japonais. Il semblerait même que celui-ci ait été mis en difficulté par le clan des « faucons » au sein des instances du MPLA, le parti unique à Luanda, ce qui expliquerait ce changement de ton.

**Mobilisation**

De son côté, le colonel Mengistu Haile Mariam, le chef de l'État éthiopien, vient de se déclarer en faveur d'une solution militaire pour venir à bout de la rébellion tigréenne, lors d'une réunion extraordinaire du conseil central du parti unique au pouvoir à Addis-Abeba. Annonce une victoire « à court terme », il en a appelé à une mobilisation « très, très rapide » de la population pour contraindre les maquisards du FPLT, qui ne cessent de marquer des points sur le terrain.

Sous la pression de l'Union soviétique, favorable à des « solutions politiques », le « Négus rouge », qui, en mai, a sauvé de justesse son trône grâce aux renseignements fournis à temps par les commandos du FPLT, a certes accepté de négocier, officiellement cette fois, avec les rebelles érythréens, mais sans lâcher de lest sur le fond du problème, à savoir la sauvegarde de l'intégrité territoriale du pays. Entamées début septembre, les négociations de l'Est, à l'instar de celles de l'Ouest, ont été suivies par des Chinois en civil.

JACQUES DE BARRIN

A une semaine de l'élection d'une Assemblée constituante en Namibie

## Les Nations unies rappellent ses obligations à l'Afrique du Sud

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

A une semaine des élections en Namibie et après plusieurs jours de débats difficiles, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté à l'unanimité, le 31 octobre, une résolution soutenant le processus d'indépendance.

Dans cette résolution, acceptée grâce aux efforts des pays non alignés et à la demande expresse des pays de la ligne de front, le Conseil de sécurité rappelle à l'Afrique du Sud ses obligations en Namibie, depuis la dispersion des unités de commando et de police jusqu'au rejet de toute loi discriminatoire qui pourrait gêner les élections. Une déclaration de l'administrateur général sud-africain en Namibie confirmant que toutes les forces de sécurité sud-africaines avaient été rappelées dans leurs bases est parvenue mardi au quartier général de l'ONU.

A l'approche de l'échéance électorale, certains diplomates se disent inquiets de possibles violences

durant et après les élections. « Réduire le nombre des policiers peut accroître le risque de violence », explique un diplomate en charge du dossier : « d'un autre côté, nous ne pouvons charger la police sud-africaine de la responsabilité de la loi et de l'ordre ».

**Actions « subversives »**

Les États de la ligne de front ont aussi exprimé leur préoccupation. D'après ces pays, l'ONU n'a pas les moyens suffisants d'empêcher des actions « subversives ». Pourtant, depuis le 1<sup>er</sup> avril, quatre mille six cents personnes de l'ONU sont sur place.

Toutefois, la Grande-Bretagne et les États-Unis se sont déclarés satisfaits des assurances données par les Nations unies, selon lesquelles les conditions sont réunies pour des élections « libres et régulières ». Dans son dernier rapport sur la Namibie, M. Perez de Cuellar avait aussi confirmé qu'il n'y avait pas de raisons de reporter les élections. En

revanche, parlant au nom des pays non alignés, la Colombie ne partage pas cet optimisme ambiant, son ambassadeur, M. Enrique Penabaz, soulignant : « Nous ne sommes pas optimistes, car nous constatons que des dispositions électorales et post-électorales ne sont pas claires ».

Les pays non alignés ont déjà commencé à mettre en doute la validité de ces élections, craignant, comme un grand nombre d'observateurs africains et occidentaux, que la principale organisation nationaliste, la SWAPO, n'obtienne pas les deux tiers des voix nécessaires pour atteindre la majorité qualifiée à la future assemblée constituante. Si la SWAPO n'obtient pas cette majorité, elle devra former une coalition gouvernementale avec son principal rival, la Democratic Turnhalle Alliance (DTA). En outre, les soixante-douze membres de l'Assemblée devront rédiger une Constitution avant avril 1990, date de l'indépendance officielle de la Namibie.

AFSANÉ BASSIR POUR

# PROCHE-ORIENT

LIBAN : malgré les pressions dont il fait l'objet

## Le général Aoun confirme sa menace de dissoudre le Parlement

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, URSS, Chine, Grande-Bretagne, France) ont, dans une déclaration publiée mardi 31 octobre, affirmé « se réjouir de l'accord sur un processus de paix et de réconciliation nationale réalisés à Taïf » et se sont dits « résolus à soutenir la restauration de la pleine souveraineté du Liban sur l'ensemble de son territoire ».

BEYROUTH

de notre correspondant

Tandis qu'à l'ONU les cinq grandes puissances mettaient une nouvelle fois leur poids dans la balance — à l'initiative de la France, relèvent-on à Beyrouth — en faveur d'un règlement de la crise du Liban, le général Aoun, premier ministre en exercice, confirmait en la précisant sa menace de dissoudre la Chambre.

Epreuve de force

« Je le répète, il n'y aura pas de séance parlementaire avant le retour des députés (sous-entendus : à Beyrouth-Est, en secteur chrétien) », et si elle est convoquée, je dissoudrai la Chambre, et tout ce qu'ils (les députés) entreprendront sera nul et non avenue légalement et constitutionnellement », a dit le général. Mais il a également dit — et il a été à ce propos plus clair qu'il ne l'a jamais été : « J'invite les députés à retourner et je garantis leur sécurité et leur liberté d'expression (...) ». S'us-

veulent repartir ou voyager de nouveau, ils le pourront : je n'empêcherai personne ».

Deux lectures peuvent être faites de cette déclaration : l'une, la plus évidente, sur la détermination du général Aoun à engager l'épreuve de force en procédant à la dissolution de la Chambre ; l'autre, moins évidente, sur le fait que le général Aoun, au contraire, son engagement à laisser les députés repartir, et donc, dans ce cas, demeurer libres d'agir comme bon leur semble, y compris en procédant à l'élection présidentielle hors de Beyrouth, au siège d'été du parti maronite, à Dimane, dans le Nord ou ailleurs.

En attendant, M. Ibrahim, l'émisaire arabe, poursuit activement la préparation de l'élection

présidentielle, qui, selon les vœux du triumvirat arabe, devrait avoir lieu d'ici au 7 novembre. Il est maintenant question que l'on précipite les choses et que le Parlement soit convoqué dès le samedi 4 novembre.

En marge de la « bataille de l'élection », une note et une contre-note ont été envoyées au Conseil de sécurité de la part des deux gouvernements libanais rivaux. Le général Michel Aoun avait, dans une plainte au secrétaire général de l'ONU, rappelé les résolutions du Conseil de sécurité et les demandes formelles du gouvernement libanais de 1982, 1983 et 1989 de retrait du Liban des troupes étrangères. Les services de son rival, M. Selim Hoss, se sont, en réponse, adressés à M. de Cueliar pour dénier au général Aoun tout droit de parler au nom du Liban.

LUCIEN GEORGE

## Les seigneurs de la guerre candidats à la députation

BEYROUTH

de notre correspondant

A côté de la liste des présidentiables, circule également à Beyrouth une liste de candidats à la députation, c'est-à-dire des Libanais susceptibles d'être cooptés au sein du Parlement. Telle que prévue dans l'accord de Taïf, cette cooptation se fera sur la base de noms fournis par le futur (et hypothétique) gouvernement d'union nationale, entre lesquels les soixante-trois députés survivants, actuellement en fonction, choisiront par vote.

Trente-cinq sièges sont à pourvoir : vingt-cinq vacants par suite du décès de leur titulaire, celui abandonné par M. Amine Gemayel lors de son élection à la présidence de la République, en 1982, et neuf

sièges supplémentaires pour établir une parité — cinquante-quatre de part et d'autre — entre chrétiens et musulmans. Le hasard a voulu que sur les vingt-six sièges vacants, treize appartenaient aux chrétiens et treize aux musulmans.

La liste des candidats à la députation comporte une impressionnante quantité de « fils de... », de « frères de... », de « neveux de... », etc. S'y ajoutent les principaux seigneurs de la guerre — qui sont souvent eux aussi, « fils de... », tel MM. Walid Jumblatt ou Soleiman Frangie le jeune. Il en est ainsi également de M. Samir Geagea, chef des Forces libanaises (milice chrétienne) et M. Nabih Berri, responsable d'Amal (chite).

L. G.

CISJORDANIE

## L'armée israélienne lève le blocus de Beit-Sahour

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Plus embarrassé que réaliste, le gouvernement israélien a levé, mardi 31 octobre, le blocus imposé à Beit-Sahour, cette petite ville de Cisjordanie où, durant six semaines, l'armée a procédé à des saisies massives pour briser la grève des impôts observée par la population (le Monde daté 1<sup>er</sup> 2 octobre).

Le ministre — travailliste — de la défense, M. Itzhak Rabin, avait déclaré qu'il voulait « donner une leçon aux résidents de Beit-Sahour ». Il s'agissait de les punir pour avoir montré l'exemple d'un mouvement de désobéissance civile visant à ébranler l'emprise de l'administration israélienne sur la population des territoires occupés. C'est un des mots d'ordre politiques du soulèvement palestinien, et l'un de ceux que redoutent le plus Les Israéliens.

Lourdes amendes

Durant quarante jours, l'armée s'est donc installée à Beit-Sahour, en interdisant l'accès à toute personne extérieure — sauf rares exceptions, — coupant les liaisons téléphoniques et décrétant des couvre-feux intermittents sur la localité. Les soldats ont confisqué des tonnes de matériel, aussi bien chez les particuliers que chez les commerçants ou les industriels de Beit-Sahour. Les résidents ont fait état d'humiliations, d'injures et de brutalités répétées lors des perquisitions. Un Israélien, membre d'un

groupe de contacts israélo-palestiniens, M. Hillel Bordin, a affirmé qu'un de ses amis de Beit-Sahour avait été battu par les soldats au point de perdre momentanément l'usage de ses jambes. Une trentaine de commerçants ont été arrêtés et sont menacés de peines de prison ou de lourdes amendes.

L'administration israélienne assure avoir réalisé ses objectifs et avoir obligé nombre de résidents à payer leurs impôts ; les biens confisqués par l'armée — au titre d'amendes ou pour être vendus aux enchères — représenteraient une valeur de 1,5 million de dollars. Les résidents de Beit-Sahour affir-

ment, de leur côté, qu'ils n'ont aucunement cédé et que leur exemple sera suivi dans toute la Cisjordanie. Cela reste à vérifier, même si les Palestiniens ont déjà remporté une victoire politique. Au fil des jours, le mouvement de Beit-Sahour a suscité — outre une ample couverture médiatique, notamment aux Etats-Unis — un nombre croissant de manifestations de solidarité, locales et internationales. La collecte de l'impôt n'a pu se faire qu'au prix d'une nouvelle dégradation de l'image d'Israël, comme l'ont relevé nombre de responsables politiques du pays.

ALAIN FRACHON

## Un Palestinien détenu en Suède aurait joué un rôle-clé dans l'attentat de Lockerbie

Un Palestinien, Mohammed Abou Talb, actuellement détenu en Suède pour activités terroristes, a joué un rôle-clé dans l'attentat qui a détruit, le 21 décembre dernier, un Boeing 747 de la PanAm au-dessus de l'Ecosse, selon des responsables américains, citant les enquêtes.

M. Talb a déclaré à ces enquêteurs avoir donné à une personne non identifiée, entre octobre et décembre 1988, une bombe qui avait été cachée en RFA dans un bâtiment utilisé par le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG), dirigé par Ahmed Jibril. Il s'agit, toujours selon M. Talb, dont les propos sont rapportés par le New-York Times, d'une bombe semblable à celle qui a détruit le jumbo-jet et peut-être de la même

bombe. Cet engin n'avait pas été découvert par les policiers allemands quand ceux-ci avaient arrêté, dans ce même bâtiment, le 26 octobre 1988, quatorze membres du FPLP-CG.

D'autre part, l'analyse de vétérans provenant du sac qui avait contenu la bombe dans l'avion a permis d'établir que ceux-ci provenaient de Malte. Or M. Talb se trouvait dans cette île au début du mois d'octobre 1988, en compagnie de Hafez Dalkimoni, chef pour la RFA du FPLP-CG. Les enquêteurs considèrent que cette bombe venait, à l'origine, de l'aéroport de Malte et qu'elle a ensuite été transférée sur le vol de la PanAm à Francfort. Cette « filière maltaise » a également été évoquée par des enquêteurs britanniques. Selon la presse britannique, des agents du FBI (sûreté fédérale américaine) se trouvent actuellement à Malte. M. Talb a été arrêté en Suède en mai dernier. Les accusations dont il fait l'objet ne sont pas liées à l'affaire de Lockerbie. — (AFP.)

# EUROPE

HONGRIE

## Référendum le 26 novembre sur l'élection du président

Les Hongrois décideront le 26 novembre, par voie de référendum, s'ils veulent ou non élire leur président de la République avant les premières élections législatives libres, prévues dans le courant du premier semestre 1990. S'ils répondent par oui, l'élection présidentielle aura lieu au suffrage universel le 7 janvier, avec un éventuel second tour le 14. S'ils répondent par non, le chef de l'Etat sera élu après les législatives ; il ne sera plus élu au suffrage universel mais par le Parlement.

Ainsi en ont finalement décidé, à une très forte majorité, les députés hongrois mardi 31 octobre. Ce vote, qui retarde d'au moins un mois le processus institutionnel de transition démocratique, est en fait une victoire pour l'opposition radicale ; car celle-ci voyait dans le mécanisme prévu à l'origine — élection du président de la République le 26 novembre au suffrage universel, puis élections législatives libres en 1990 — le moyen pour les communistes de pérenniser leur pouvoir, puisque les mouvements d'opposition n'auraient pas eu le temps de s'organiser pour présenter un candidat d'envergure face au « poids lourd » du parti, M. Imre Pozsgay.

Certains groupes d'opposition s'inquiètent en outre de la concentration des pouvoirs dans les mains d'un président élu par le peuple et préféreraient une démocratie de type parlementaire, à la britannique par exemple, avec un chef de l'Etat aux fonctions honorifiques, élu par les députés.

Pour empêcher cette précipitation, les deux principaux mouvements de l'opposition radicale, l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) et la Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ) avaient lancé une pétition sur la question, qui recueillit en deux semaines près de 200 000 signatures, c'est-à-dire plus que ne le requiert la loi. En acceptant la tenue d'un référendum, l'actuel Parlement, issu du régime commu-

niste, a donc accédé à une importante revendication de l'opposition. M. Pozsgay, actuellement en visite au Canada, a bien accueilli la nouvelle : « Le temps travaille pour moi, a-t-il dit. J'ai un avantage, les gens me connaissent depuis vingt ans ».

Les nouvelles armoiries

Les députés hongrois ont décidé mardi que les électeurs pourraient également se prononcer par référendum sur un autre sujet brûlant, celui du choix des nouvelles armoiries nationales. La date de ce référendum a été fixée au 7 janvier, c'est-à-dire le même jour que le premier tour de l'élection présidentielle — si le résultat du référendum du 26 novembre est positif. D'aucuns voient là une petite

manœuvre destinée à attirer aux urnes présidentielles les électeurs hongrois, bien plus intéressés par les symboles historiques que par la politique politicienne. Ils auront le choix entre deux types d'armoiries, avec ou sans couronne : le troisième modèle, avec l'étoile rouge, a été définitivement écarté.

Par ailleurs, le Parlement a décidé, toujours à une très forte majorité, l'abandon définitif des travaux de construction du barrage de Nagymaros, sur le Danube. La suspension des travaux, exigée par les écologistes, est la source d'un grave différend entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie, partenaires avec l'Australie dans la construction de cet ouvrage. Une nouvelle rencontre des premiers ministres des deux pays, la semaine dernière à Bratislava, n'a pas permis de dégager une solution.

S. K.

URSS

## Les députés ont refusé plusieurs hausses de prix

Moscou (AFP). — Les députés soviétiques ont adopté, mardi soir 31 octobre, les projets de budget et de plan pour 1990, mais ils ont repoussé des hausses de prix qui leur avaient été proposées la veille. Ces propositions de hausses, qui ont provoqué des discussions animées, portaient principalement sur des produits haut de gamme — pratiquement introuvables dans les magasins soviétiques, tels le caviar ou le crabe — mais aussi sur le tabac et la bière. Cités par l'agence Tass, des députés ont estimé que ces hausses de prix risqueraient d'« influencer négativement sur le niveau de vie de larges couches de la population ».

Tel qu'il a été adopté, le budget pour 1990 prévoit des recettes de 429,9 milliards de roubles et des dépenses de 489,9 milliards. Le déficit prévu s'établirait dans ces

conditions à 60 milliards de roubles, contre — officiellement — 100 milliards environ en 1989. Pour le combler, les parlementaires ont préconisé le lancement d'emprunts d'Etat. Ils ont également demandé au gouvernement de dégager une somme de 2,6 milliards de roubles représentant les économies de 10 %, qu'ils venaient de refuser, sur les subventions destinées aux agences de presse Tass et Novosti.

Tirant la conclusion des travaux du Soviet suprême, M. Gorbatchev a estimé que les députés avaient « affecté un grand pas vers l'assainissement de l'économie » et qu'il s'agissait désormais pour les Soviétiques de « travailler comme pendant la [deuxième] guerre et les années qui l'ont suivie ».

TURQUIE : nouveau président de la République

## L'élection de M. Turgut Ozal devrait renforcer le caractère présidentiel du régime

M. Turgut Ozal, premier ministre, a été élu, mardi 31 octobre, par le Parlement, président de la République turque à la majorité absolue, malgré le boycottage du scrutin par l'opposition. Celle-ci, considérant l'Assemblée comme « non représentative » de l'électorat, s'interroge maintenant sur les intentions du nouveau président et craint qu'il ne fasse évoluer le régime parlementaire vers un système plus présidentiel. « Le poste de président qu'occupe M. Ozal à partir du 9 novembre, au lieu d'être protocolaire et d'arbitrage, comme le prévoit l'interprétation actuelle de la Constitution, sera la continuation de sa fonction de premier ministre », a ainsi déclaré l'un des dirigeants de l'opposition social-démocrate.

Agé de soixante-deux ans, le nouveau président — qui succède au général Kenan Evren — sera le

deuxième président civil de la République, après Celal Bayar (1950-1960). Il sera aussi le premier *hadji* (fidèle musulman qui a fait le pèlerinage à La Mecque) à accéder à la magistrature suprême de cette république laïque fondée par Atatürk en 1923.

Diplômé de chimie à l'université d'Istanbul, M. Ozal, après avoir été conseiller à la Banque mondiale, était devenu ministre de la planification en 1973 dans le cabinet de M. Suleyman Demirel, devenu son adversaire politique le plus acharné. Nommé vice-premier ministre après le coup d'Etat de 1980, il démissionna en juillet 1982 pour fonder le Parti de la mère patrie (PMP) (droite libérale), qui l'emporta aux élections de novembre 1983. Nommé premier ministre, les élections de 1987, qui donnèrent à son parti une confortable

majorité au Parlement, le confortèrent à ce poste. Il refuse toutefois de provoquer de nouvelles élections législatives à l'issue des élections municipales de mars 1989, où son parti réalise un très faible score.

Partisan affiché du libéralisme économique, le nouveau président s'est engagé à démocratiser la vie politique en abolissant certains articles du code pénal réprimant les délits d'opinion, en améliorant le régime des prisons et en contrôlant l'arbitraire des forces de l'ordre pour éliminer la torture.

M. Ozal devrait poursuivre ses efforts pour ouvrir l'économie turque vers l'extérieur et polir l'image de son pays, candidat à la Communauté européenne. Il lui restera à tenter de remédier aux effets d'une politique économique qui a suscité de nombreux mécontentements dans la population s'il veut remporter les élections prévues pour 1992.

## Réunion franco-palestinienne à Paris

Une nouvelle réunion franco-palestinienne — la troisième — a eu lieu, mardi 31 octobre, à Paris, dans le cadre du dialogue décidé à l'occasion de la visite de M. Yasser Arafat en France en mai dernier. Cette réunion — un déjeuner de travail à l'Elysée entre, notamment, les conseillers diplomatiques du président Mitterrand et du chef de l'OLP — a eu lieu dans une atmosphère « ouverte et constructive », a-t-on déclaré au Quai d'Orsay.

Cette consultation a, toutefois, eu lieu en l'absence d'un représentant de l'Egypte dont la présence était prévue depuis plus d'un mois, mais qui n'a pu être présent en raison de problèmes de « calendrier ». L'élargissement des consultations franco-palestiniennes à l'Egypte avait été demandé par M. Arafat lui-même, dit-on à Paris. Une participation égyptienne souhaitée par les trois parties, a, de son côté, souligné M. Ibrahim Souss, représentant de l'OLP en France.

Y. H.

**L'ANGLAIS POUR TOUS**  
Pour moins de 250 F  
vous pourrez apprendre l'anglais du vous perfectionner avec  
**LES COURS DE LA BBC**  
Deux cassettes et un livre avec explications en français  
Documentation gratuite :  
EDITIONS BBC OMNIVOX (M)  
8, rue de Berni, 75008 Paris  
Tél. (1) 43-59-80-05

سكز من الاجل

حکذا من الاصل

# POLITIQUE

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

## M. Delebarre est contraint de demander la réserve sur ses crédits

Les députés ont achevé, mardi 31 octobre, l'examen en première lecture des crédits du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, présentés par M. Michel Delebarre. L'opposition qui s'était manifestée, tant à droite que sur les bancs communistes, sur le budget du logement avait conduit le ministre à demander la réserve du vote jusqu'à la fin de la discussion de l'ensemble des crédits de son ministère (le Monde du 31 octobre). Mais en dépit de l'accueil moins hostile qu'ils avaient réservé aux autres budgets, jugés moins sensibles politiquement que celui du logement, les députés RPR, UDF et UDC ainsi que le groupe communiste avaient maintenu leur décision de voter contre l'ensemble des crédits. Cette

décision ne permettant pas au ministre de faire adopter son budget, il s'est donc résigné mardi à ne pas le soumettre au vote et à demander la réserve jusqu'à la fin de la discussion budgétaire.

Après celui des anciens combattants, de la communication, de la fonction publique, le budget de l'équipement est donc le quatrième budget réservé depuis le début de cette session, alors que le débat sur la seconde partie (dépendances) du projet de loi de finances n'a commencé que depuis une semaine. L'année dernière, le gouvernement avait bouclé ce débat en ayant demandé, au total, la réserve sur quatre budgets (Justice, anciens combattants, PTT, aménagement du territoire).

A moins que les oppositions ne se calment subitement, ce chiffre risque donc d'être dépassé. Quant à la première partie de la loi de finances (recettes), l'abstention conjuguée des communistes et des centristes, à l'automne 1988, avait dispensé le gouvernement d'avoir recours à l'article 49-3 pour son adoption. Ce qui n'a pas été le cas cette année.

Bref, le premier ministre éprouve, pour son deuxième automne de gouvernement en situation de « majorité relative » à l'Assemblée, plus de difficultés dans son numéro permanent d'équilibriste parlementaire. Le paradoxe est que le gouvernement est convaincu d'avoir fait des efforts budgétaires réels

(par exemple 19 % d'augmentation pour le logement social). Des efforts d'autant plus réels que, en privé, on reconnaît, du côté des commissaires socialistes aux finances, qu'au prix d'opérations de débudgétisation plus ou moins artificielles le taux effectif de progression des dépenses de l'Etat dépasse le taux officiel de 5,5 %. En somme, soupire un membre socialiste important de la commission des finances, « il y a de l'argent, mais les types râlent ».

Cette dégradation de l'ambiance, ressentie au Parlement, du côté du pouvoir tient probablement à plusieurs causes : en dépit des avatars de l'intergroupe de droite, cette opposition-là continue ses efforts pour s'unir et, au moins, pour

exister. Le gouvernement fait, logiquement, les frais de ces tentatives. De même, sur sa gauche, M. Rocard est attaqué de plus en plus sévèrement par un PCF qui, en dépit ou à cause de ses problèmes internes, se sent visiblement dopé par la grogne à l'interieur du PS et, depuis dimanche, par la progression, aux élections législatives en Espagne, des communistes d'Espagne (UJ), au détriment du PSOE. Un PSOE dont M. Rocard, jusqu'à ces derniers jours, pensait précisément qu'il était un « modèle » pour les socialistes français, car assez hégémonique pour ne pas être confronté au problème des alliances parlementaires...

J.-L.A.

## Routes et chemins de fer : le tour de France du ministre

Les crédits des transports terrestres s'établissent pour l'année 1990 à 39,7 milliards de francs, soit une hausse de 0,7 % par rapport à 1989, et représentent 3,26 % du budget général de l'Etat. Ceux des routes s'élèvent à 770 millions de francs (plus 29,2 % par rapport à 1989, 0,06 % du budget de l'Etat), ceux de la sécurité routière, 5,6 milliards de francs (plus 13,5 % par rapport à 1989, 0,46 % du budget de l'Etat).

Comme il est d'usage lors de l'examen des crédits des transports

terrestres, M. Michel Delebarre a consenti à faire en quelques heures le tour de France des chemins vicinaux ou des voies ferrées secondaires. Toujours très nombreux en séance pour ce budget, les représentants de la nation n'oublient jamais à cette occasion qu'ils sont aussi et avant tout les élus d'une circonscription.

On s'est ainsi enquis avec passion de l'avenir du projet de liaison ferroviaire La Verrière-Saint-Quentin-en-Yvelines, de la traversée de Lambert, Verlinghem et Saint-André par le TGV-Nord, de la portion de nationale entre Rouzières-Saint-Mamet et Pont-du-Laurent-Aurillac et de l'aménagement de la côte des Estresses ou de la déviation de Thiezac... Mais, en

dépit de ses efforts et de sa formation de géographe, M. Delebarre n'a tout de même pas égalé en ce domaine le talent et la façon de son prédécesseur, M. Maurice Faure. Question de génération, sans doute...

Nettement plus à l'aise dans l'exposé des grandes orientations de sa politique, M. Delebarre a déclaré que son budget se caractérisait par « le strict respect » des engagements de l'Etat vis-à-vis de ses partenaires, collectivités locales et entreprises publiques. On ne change pas, on poursuit.

Poursuite, donc, des contrats Etat-région prévus par le X<sup>e</sup> Plan, et dotés de 4,7 milliards de francs pour 1990 (leur montant total sur cinq ans s'élevait à 23 milliards). « C'est la première fois », a souligné le ministre, qu'un engagement pluriannuel de l'Etat vis-à-vis de régions est strictement respecté dès le début de sa mise en œuvre.

Poursuite, encore, des contrats de plan conclus avec la RATP et la SNCF. Pour la société des transports parisiens, la dotation globale de l'Etat connaît toutefois en 1990, une baisse de 0,27 % en francs courants (4,7 milliards, contre 4,9 milliards en 1989), qui sera compensée par une augmentation de la participation demandée aux employés et aux usagers. Les crédits consacrés aux transports collectifs de province s'élèvent, quant à eux, modestement à 340 millions d'autorisations de programme et, 340 millions de crédits de paiement.

Poursuite, toujours, en matière d'aide à la SNCF pour 1990, ont été fixés à titre prévisionnel 32,8 milliards de concours à l'exploitation (dont 1,2 milliard ouvert au collectif budgétaire), soit un maintien en francs courants, dans l'attente de la définition d'un nouveau contrat de plan entre l'Etat et la SNCF. Ce nouveau contrat devra s'attacher, selon M. Delebarre, à « mieux maîtriser les charges » et à résoudre le problème de l'endettement de l'entreprise, et devra comporter un « volet social », prenant notamment en compte les réflexions sur l'évolution des métiers, des formations et des qualifications.

Poursuite, aussi, du programme de construction autoroutière, avec l'achèvement en 1990 du financement du programme Tarentaise pour les Jeux olympiques de 1992 et le lancement de 300 kilomètres d'autoroutes nouvelles. Quant à l'effort en faveur de la sécurité rou-

tière, qui voit ses crédits considérablement augmentés (plus 30 % de hausse globale), il portera essentiellement, en 1990, sur les plans départementaux d'amélioration de la sécurité et sur la réorption des « points noirs ». M. Delebarre a, en outre, confirmé que le permis à points serait mis en œuvre avant le 1<sup>er</sup> janvier 1992 et que le contrôle technique des véhicules serait instauré en 1990.

Poursuite, enfin, du programme TGV : dans le cadre du futur réseau européen, la France doit étendre ses lignes nouvelles en direction de l'Allemagne du Sud et de la Suisse (le TGV-Est) et en direction de l'Espagne et de l'Italie (TGV-Sud-européen). « La réalisation de ce réseau européen définit l'Europe du quotidien », a observé M. Delebarre. Une carte de l'Europe où l'échelle ne serait plus celle des distances séparant les pays et leurs villes, mais celle des temps de transport nécessaires pour les relier serait plus petite que la carte de la France de 1990.

Mais c'est justement ce développement du TGV qui fait naître certaines critiques parmi les députés, de droite comme de gauche. « On a l'impression que le tout-TGV est devenu la bible, déclarait ainsi M. Charles Fèvre (UDF, Haute-Marne). On reste, certes, à la pointe du progrès mais n'est-ce pas au détriment du reste du réseau ? » Même inquiétude chez M. Louis Pierrat (PC, Seine-Saint-Denis), qui a fait observer que la réussite du TGV ne devait pas servir à détourner de réalités préoccupantes : 19 000 kilomètres seulement sur 34 000 kilomètres de voies ferrées sont entretenus et 13 000 kilomètres ne le sont qu'imparfaitement. Pour le député communiste, comme d'ailleurs pour M. Jacques Fleury (PS, Somme), rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, la SNCF tend ainsi à « privilégier les créneaux rentables en délaissant sa véritable vocation de service public ».

Ce budget, inscrit dans la continuité, traduit aux yeux de M. Jean-Luc Reitzler (RPR, Haut-Rhin) « l'attentisme du gouvernement » et « le désengagement de l'Etat ». Tandis que le rapporteur de la commission des finances, M. Claude Geronzi (PS, Essonne) préférerait pour sa part constater qu'il n'offrait pas « de véritable aspérité ». Exquise politesse.

## Aviation civile, météorologie, navigation aérienne : des machines et des hommes

Les crédits de l'aviation civile s'élèvent à 5,6 milliards de francs pour 1990, soit une hausse de 13,5 % par rapport à 1989 (0,46 % du budget général de l'Etat) ; ceux de la météorologie s'établissent à 804 millions (plus 2,6 % par rapport à 1989, 0,08 % du budget de l'Etat) ; ceux de la navigation aérienne (budget annexe) représentent 3,3 milliards de francs, soit une hausse de 15,8 % par rapport à 1989.

Des machines et des hommes : les catastrophes aériennes de l'année 1989 et la longue grève des contrôleurs aériens et des pilotes avaient, par avance, imposé les deux priorités du budget de l'aviation civile et de la navigation aérienne.

Pour les hommes, conformément au protocole d'accord signé le 4 octobre 1988 avec les corps techniques de la navigation aérienne, M. Michel Delebarre a souligné que le budget prévoit la création de plus de cent cinquante emplois dans les corps d'ingénieurs d'études et d'exploitation, de contrôleurs et de techniciens de l'aviation civile et assurera les réajustements indiciaires et les mesures indemnitaires qui comportent cet accord. Un effort particulier a été prévu pour la modernisation des services de la navigation aérienne, qui représentera en 1990 300 millions de francs supplémentaires pour les dépenses de fonctionnement et 240 millions pour les investissements. D'autre part, des crédits sont prévus dans le budget 1990 pour poursuivre l'effort de formation des pilotes. Pour M. Gilbert Gaudier (UDF, Paris), si ces mesures en faveur du personnel sont positives, elles devraient toutefois être accompagnées « d'une plus grande exigence de productivité et de travail effectif ».

Pour les machines, le budget poursuit le soutien, par des avances remboursables, aux grands programmes aéronautiques civils : Airbus A 330 et A 340, en particulier, dotés de 1,3 milliard en autorisations de programme (plus 44 %). Les crédits de la construction aéronautique progressent ainsi de 15 % et s'élèvent à 2,6 milliards de francs en crédits de paiement et à 2,8 milliards en autorisation de programme. Nombreux sont les députés qui ont souligné le succès rencontré par la construction aéronautique civile, tant pour les avions que pour les hélicoptères.

M. Claude Labbé (RPR, Paris) s'est d'ailleurs félicité de la « fidélité de la France à sa vocation aérienne ».

En revanche, des inquiétudes ont été exprimées, notamment par M. Michel Fuchampé (RPR, Pyrénées-Atlantiques), rapporteur de la commission des finances, sur la demande, par le gouvernement ouest-allemand, du transfert en RFA d'une chaîne d'assemblage de l'Airbus. Pour M. Delebarre, cette question « est et doit rester une question industrielle, à traiter entre tous les partenaires du consortium Airbus Industrie et non sur le plan politique ». Le ministre a toutefois précisé que, au vu des éléments qu'il possède, « rien, sur le plan industriel, ne peut justifier un tel transfert alors que ce programme est en pleine phase de croissance ».

Enfin pour la sécurité des hommes et des machines, le budget prévoit une dotation de 135 millions de francs pour l'acquisition de matériel de détection d'explosifs et pour des travaux d'amélioration du contrôle dans les aéroports. La « taxe de sécurité » perçue par l'Etat sur les compagnies aériennes sera en outre doublée, passant à 6 francs pour les vols domestiques et à 10 francs pour les vols internationaux.

PASCAL ROBERT-DIARD

## Accord PS-gouvernement

A propos de la discussion budgétaire, M. Mermaz a rappelé, mardi 31 octobre, que le groupe socialiste et le gouvernement se sont mis d'accord sur une enveloppe de 600 millions de francs à répartir sur un certain nombre de budgets, ayant besoin d'un coup de pouce, comme, par exemple, l'aménagement du territoire (augmentation des primes d'aménagement du territoire, aide à l'aménagement rural, etc.), les anciens combattants (augmentation des pensions des veuves de guerre), environnement (aide à la prévention des incendies, protection du littoral et des parcs naturels), la formation professionnelle (accréditation de la loi contre l'illettrisme), la santé et la solidarité (rattrapage du retard en matière de médecine scolaire et campagne d'information sur les droits de l'enfant), la communication (renforcement, notamment, des moyens de Radio-France), la justice (formation, moyens modernes, accord mis sur la prévention et la réinsertion).

## PROPOS ET DÉBATS

M. LINDEPERG (PS)

« Un socle de confiance »

M. Gérard Lindeperg, chef de file du courant rocardien au secrétariat national du PS, estime que les socialistes doivent « s'accorder sur un véritable socle de confiance » vis-à-vis de l'action du gouvernement, s'ils veulent débattre « sereinement et sereinement » pendant la phase préparatoire du congrès du PS. Dans un entretien que publie cette semaine l'hebdomadaire Politis, M. Lindeperg déclare d'autre part que « le parti connaît un véritable problème structurel ». Le bureau exécutif qui se réunit chaque mercredi soir

« préfère commenter le conseil des ministres du matin », dit-il. Il « ne parle jamais de stratégie de transformation sociale ».

M. MÉHAIGNERIE :

« Une rupture affective »

Le président du groupe UDC à l'Assemblée nationale, M. Pierre Méhaignerie, a déclaré, mardi 31 octobre, que l'intervention de M. Raymond Barre, à l'émission « 7 sur 7 » dimanche soir, sur TF1, montre « une rupture affective avec une partie de l'opposition ». Il a expliqué qu'il avait eu « le sentiment d'un déséquilibre dans le jugement porté sur les autres ».

## Création d'une association des maires de la région parisienne

## L'opposition se mobilise contre le plan Rocard pour l'Ile-de-France

Les maires RPR, UDF, CNI et non-inscrits de la région parisienne ont créé, mardi 31 octobre, une association pour les maires de l'Ile-de-France (AMIF). L'AMIF, ouverte aux représentants des quatre départements de la grande couronne parisienne, est la formule élargie d'une association déjà existante, l'union des maires de l'agglomération parisienne (UMAP), qui regroupe exclusivement des maires de l'opposition depuis le départ, il y a un mois, des responsables communistes et socialistes.

Les deux associations sont présidées par M. Roland Nungesser, député et maire (RPR) de Nogent-sur-Marne (Val-de-

Marne), qui a annoncé que l'AMIF « va regrouper mille maires sur les mille deux cent quatre-vingt communes franciliennes » et que la Ville de Paris allait rejoindre prochainement l'association.

Le bureau de l'AMIF, composé d'élus RPR, UDF et non-inscrits, a constaté au cours de sa première réunion que « l'ensemble des réformes projetées par le gouvernement pour l'Ile-de-France ne lui apporte rien de nouveau, ni rien de plus ». « Elles semblent au contraire n'avoir pour but que de camoufler le désengagement financier de l'Etat qui ne cesse de réduire les crédits (...) affectés à

l'Ile-de-France », ont conclu les membres du bureau. D'autre part, les onze sénateurs RPR et UDF de Paris ont déposé le 25 octobre une proposition de loi attribuant au maire de Paris une compétence de droit commun en matière de police municipale, notamment pour les problèmes de circulation et d'hygiène, à l'instar des autres maires de France.

Dans le texte de la proposition, les sénateurs font remarquer que à Paris, « c'est le projet de police qui détient la plupart des pouvoirs de police municipale et que cette situation, héritée de l'histoire, est inadéquante aux nécessités actuelles ». Enfin, le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, s'est

rendu mardi 31 octobre en Essonne pour une visite de travail. M. Joxe a été accueilli à Evry par une manifestation de membres du personnel de la préfecture demandant une réévaluation salariale ainsi que la modernisation des méthodes de travail.

La Réunion : procès pour fraude électorale. — Le maire et conseiller général de Sainte-Marie, M. Axel Kichenin (div. g.), a comparu, le mardi 31 octobre, aux côtés de cinq autres prévenus, devant le tribunal correctionnel de Saint-Denis-de-la-Réunion. Il est inculpé d'avoir fait voter trois cent cinquante-deux de ses partisans avec de fausses cartes d'identité, au cours des cantonales de 1985.

## ENQUÊTE :

# LES VRAIS REVENUS DES ENSEIGNANTS

Il n'y a pas que le salaire qui compte. En plus de leur traitement mensuel, bien des profs tirent des revenus annexes, parfois très importants, des heures supplémentaires, des « colles », des cours particuliers, ainsi que d'autres interventions, notamment dans la formation continue. En tête du palmarès des « heureux », les enseignants de gestion, de technologie, de maths, d'éducation physique, d'anglais. L'enseignement paie-t-il moins bien que l'entreprise ? A bien y regarder, pas si sûr !

## ■ LES INGÉNIEURS D'UNIVERSITÉ

Les universités forment de plus en plus d'ingénieurs. Les atouts de ces filières pour les jeunes diplômés : une formation de haut niveau et une bonne cote auprès des entreprises. *Le Monde de l'éducation* indique la marche à suivre et les adresses utiles pour s'inscrire.

## ■ L'INITIATION AUX LANGUES ÉTRANGÈRES DÈS LE PRIMAIRE

L'initiation aux langues étrangères dans les écoles primaires, lancée par Lionel Jospin, a trouvé un actif soutien de la part des municipalités. Une expérience à découvrir dans *le Monde de l'éducation*.

## ■ L'UNIVERS CULTUREL DES TOUT-PETITS

Quand ils ne regardent pas la télé, les 3-6 ans débordent d'activités culturelles (lecture, musique, jeux, cinéma...) pas toujours du goût des parents et des enseignants.



NUMÉRO  
DE NOVEMBRE  
**17 F**  
En vente chez  
votre marchand  
de journaux

سكن من الاجل

حکومتی الاموال

## SOCIÉTÉ

Un colloque international à Paris

### M. Gilles Boulouque appelle à la constitution d'un « comité de surveillance » du terrorisme

Au terme d'un colloque de deux jours sur le terrorisme, réuni les 30 et 31 octobre à Paris, à l'initiative de l'Institut français de politologie et de la revue *Sentinelles*, M. Gilles Boulouque, juge d'instruction en charge de nombreux dossiers terroristes, a lancé un appel à la constitution d'un comité de surveillance du terrorisme, composé d'élus, de juristes, de chercheurs, de professionnels de la sécurité, de journalistes et de représentants des victimes, étudiera de manière permanente l'évolution de la violence politique. Ce comité se mettra au service des pouvoirs publics comme de tout groupe de la société civile qui fera appel à ses compétences. Le colloque était suivi par plusieurs dizaines de personnes venues d'une quinzaine de pays.

Domaine ou l'idéologie pèse de tout son poids, le discours « scientifique » sur le terrorisme charrie, le plus souvent, le moins bon que le meilleur. Apparemment les initiateurs du colloque organisé conjointement par l'Institut français de politologie et la revue *Sentinelles* (1) en avaient pris leur parti en laissant s'exprimer, comme ils le souhaitent, tous ceux qui — chercheurs, policiers, juristes, militaires, journalistes, responsables de la sécurité de grandes sociétés ou diplomates — avaient été invités.

Pour les chercheurs, les professionnels ou les simples curieux, on aura donc, au cours de ces deux jours, parlé de tout : du fonctionnement des services de police et de gendarmerie comme de la description d'un système informatisé d'aide à la décision en matière de gestion des risques ; des réflexions théoriques sur l'appareil judiciaire ; du bilan ambigu de la politique italienne des repentis comme du terrorisme de demain ; du rôle de l'informatique comme des menaces technologiques futures. Malgré le thème proclamé : « Les citoyens face aux attentats », chacun aura pu se consacrer à ses intérêts spécifiques.

On aura aussi entendu l'un des plus significatifs représentants du terrorisme américain, le professeur Yonah Alexander, de l'université de New-York, ériger en vérité scientifique quelques solides truismes (« le terrorisme est une maladie sans aucune protection qui attaque tout le monde »). On a bien entendu le responsable d'une agence de sécurité, M. Bernard de Vantrey, mettre en garde ses auditeurs contre le « terrorisme intellectuel » et affirmer très sérieusement que le débat sur le tchador était un message lancé à la France par le Hezbollah, qui entendait ainsi souligner ses capacités à déstabiliser une démocratie par la parole aussi bien que par les bombes.

Cela, heureusement, ne constituait qu'une partie des débats. Bien que désormais détaché au Sénat, M. Alain Marsaud, ancien chef de la quatrième section du parquet de Paris, spécialiste dans la lutte antiterroriste, garde les intérêts de ses anciennes fonctions. Aussi n'est-ce pas sans une certaine amertume qu'il est venu commenter un récent sondage selon lequel trois Français sur quatre sont favorables à l'emploi de moyens militaires pour obtenir la libération d'éventuels otages français (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> novembre). « Ce sondage veut dire que nous avons

échoué », a affirmé M. Marsaud. *Les citoyens sont absents du débat, ils ne se reconnaissent pas dans les solutions que nous, magistrats, avons préconisées. Ils préfèrent les aventures.*

#### « Rambomanie » et légalité

Marsaud a donc proposé la création d'une commission parlementaire permanente qui, porte parole des citoyens, pourrait interroger l'État sur quel service qui se préoccupe de terrorisme, rendre compte des réponses obtenues et, en retour, responsabiliser le citoyen qui demeure, quand même, la principale cible des activités terroristes.

L'inquiétude devant ce que le commissaire Ange Mancini, chef du RAID, unité d'intervention de la police nationale, a appelé la « rambomanie antiterroriste », faisait écho aux précédentes discussions sur la légitimité de mesures antiterroristes sortant délibérément de la légalité. Aucun des participants n'a voulu le souligner, mais l'existence même de services spéciaux et de leurs appendices « action » suppose l'emploi de telles mesures.

Pourtant, pour nombre d'orateurs, dont le préfet Prouteau,

ancien chef de la cellule Syeefisme, aujourd'hui investi dans la sécurité des prochains Jeux olympiques d'hiver, la lutte antiterroriste ne peut se mener que sur le seul terrain de la légalité. M. Louis Jean Ducloux, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI), n'a pas hésité, en revanche, à exprimer un avis contraire en définissant les conditions qui légitiment « certaines actions policières induites par la nécessité ».

Visiblement meurtri des mises en cause personnelles qu'ont parfois suscitées ses initiatives professionnelles, M. Gilles Boulouque, juge d'instruction en charge de plusieurs dossiers de terrorisme, a estimé pour sa part qu'en la matière « la justice est tantôt portée aux nues, tantôt vouée aux gémonies ». Il s'est pourtant félicité qu'en France l'institution judiciaire centralise, désormais, toute la lutte antiterroriste, suggérant seulement que le système qui lie membres du parquet, juges d'instruction, juges de fond et policiers spécialistes du renseignement soit encore plus intégré qu'il ne l'est. Affirmant avec force que le juge chargé de l'instruction judiciaire d'une affaire terroriste ne peut avoir aucun pouvoir de négociation quant à l'avenir de « ses » inculpés, M. Boulouque suggère, également, de créer des commissions presse-police-justice afin d'assurer une « information plus équilibrée » sur les dossiers de terrorisme.

C'était là reprendre certaines des catégories décrites par M. Didier Bigo, dirigeant de l'Institut de politologie, qui estime que « la lutte ne peut s'arrêter aux organisations clandestines » et regrette l'absence d'une politique cohérente en direction des trois autres acteurs de la scène terroriste : le citoyen, le journaliste et la victime. Cette dernière, dont

M<sup>me</sup> Françoise Rudetzki, présidente de SOS-Attentats, s'est faite le porte-parole, privilégie, est la plus mal lotie, isolée et écartée du débat, placée en situation de quelconque importun. De nombreux participants ont ainsi souhaité, outre la mise en place d'efficaces mesures d'indemnisation et d'aide, que la victime puisse jouer son rôle dans le débat sur le terrorisme.

Le colloque a enfin lancé un appel à la création d'un comité de surveillance du terrorisme et de la violence politique, dont M. Gilles Boulouque assumerait la première présidence. Considéré comme une « nécessité absolue associée aux missions de prévention et de répression qui relèvent de la compétence des États », la nouvelle organisation constituée « de magistrats, d'élus, de magistrats, d'avocats, de législateurs, de journalistes, de chercheurs, de ministères, de sociologues, de spécialistes de médecine de catastrophe, de responsables de sécurité intérieure et extérieure et de représentants des victimes », aura pour mission de « surveiller l'évolution des objectifs, des méthodes et du discours des organisations clandestines ». Il se fixe pour premières tâches d'étudier « les risques que pose l'évolution technique des méthodes d'action des organisations clandestines, notamment par l'utilisation des moyens informatiques », de définir les conditions d'une « mémoire judiciaire d'un dossier d'instruction » et de contribuer à « l'élaboration d'un droit des victimes ».

GEORGES MARION

(1) Institut français de politologie, Hôtel des Invalides, 75007 Paris ; tél. : 45-51-04-21, *Sentinelles*, 55, bis rue de Lyon, 75012 Paris ; tél. : 45-07-35-35.

Le sort de la garnison de Barcelonnette

### Des « excuses de la République » mal accueillies

Toutes familles politiques confondues, la commission de la défense de l'Assemblée nationale a tenu à faire savoir que ses membres, les plus influents, au premier rang desquels son président, M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ile-de-France), n'avaient pas apprécié que le premier ministre, M. Michel Rocard, ait présenté « les excuses de la République » aux élus locaux des Alpes-de-Haute-Provence qui entendaient protester contre la fermeture prochaine de la garnison de Barcelonnette.

Dans le cadre de son plan « Armées 2000 » de réorganisation du dispositif militaire français, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a, sur la proposition de l'état-major de l'armée de terre, choisi de dissoudre notamment le cinquième bataillon de chasseurs alpins installé, depuis des décennies, à Barcelonnette et à Jausiers (Alpes-de-Haute-Provence). Aussitôt, les élus locaux et, en particulier, le maire (PS) de Jausiers, M. Jean-Pierre Aubert, dont le père était un familier de M. François Mitterrand, ont protesté contre cette initiative qui leur paraît compromettre l'économie de la vallée de l'Ubaye si rien ne compense le départ de la garnison.

Le 7 septembre dernier, une délégation de la sous-préfecture des Alpes-de-Haute-Provence était repue par le premier ministre, qui lui présentait « les excuses de la République » pour l'absence de concertation préalable avec les élus. A l'époque, cette for-

mule avait défilé à l'entourage du ministre de la défense, qui n'en avait cependant rien laissé paraître en public. Le plan « Armées 2000 » supprime ou allège d'ici à 1991 une vingtaine d'états-majors et une quinzaine de formations militaires. Au moment où ce plan a été approuvé par le conseil des ministres du 26 juillet, M. Jean-Pierre Chevènement avait officiellement annoncé qu'il était prêt à s'adresser aux collectivités locales qui en exprimeraient le besoin.

Devant la commission de la défense, M. François Filon (RPR, Sarthe) a regretté que « le gouvernement ait cru devoir présenter « les excuses de la République » à la commune de Barcelonnette » et il a souligné que « les élus adoptant une attitude responsable, privilégiant l'intérêt national sur les intérêts locaux » à propos des conséquences du plan « Armées 2000 » dont il approuve les grandes orientations. Le président de la commission, M. Boucheron, qui est proche de M. Chevènement, a alors tenu à indiquer qu'il partageait les observations de M. Filon à propos de l'affaire de Barcelonnette. Mention de ces deux interventions a été faite dans un communiqué.

Au-delà de son occurrence, cette double prise de position de parlementaires témoigne de la constante difficulté à imaginer une réorganisation opérationnelle des armées hors de son contexte territorial.

JACQUES ISNARD

## JUSTICE

Trois détenus de Clairvaux en correctionnelle

### Une audience bien pudique pour une mutinerie

Trois détenus condamnés à de lourdes peines de prison ont comparu, mardi 31 octobre, devant le tribunal correctionnel de Troyes (Aube) pour une tentative de mutinerie à la prison de Clairvaux, le 12 juin dernier. Quatre-vingt-dix prisonniers de cette centrale, qui accueillait deux cent cinquante-trois détenus, dont de très nombreux condamnés à perpétuité, avaient adressé une pétition au tribunal en signe de solidarité.

TROYES

de notre envoyée spéciale

Les gendarmes étaient à l'écart, mardi 31 octobre, dans le box des accusés du tribunal correctionnel de Troyes. Il faut dire qu'ils étaient douze et qu'il y avait aussi trois accusés, Alain Trouvé, Yves Gourdon et Jacques Satory, poursuivis pour une tentative de mutinerie à la prison de Clairvaux, le 12 juin dernier. Entre les kakis et les pulls de sé bleu marine, on parvenait à percevoir le profil rigide de Trouvé et les mèches blondes de Satory, mais moins souvent les lunettes de Gourdon, plus petit, auteur présumé du « coup de lame » qui s'est arrêté, ce lundi-là, sur une cote du surveillant-chef Daniel Decaux, juste avant le cœur.

Le public n'était pas moins à l'écart dans la salle. Trois associations d'aide aux détenus étaient représentées et la Commission prisonnière répression avait effrité un car. Les sympathisants — dont Helyette Basse, ex-accusée dans un procès d'Action directe, et de l'ancien détenu Charly Bauer — ont manifesté avant et après l'audience autour du palais de justice, dans la cour de la prison. Pendant les débats, ils ont été surveillés de près par des policiers en tenue et en civil, mais cela ne les a pas empêchés de rester assis à l'entrée du tribunal et de ne se lever que pour la comparution des accusés. Ceux-ci avaient annoncé un « procès politique » au nom d'une « coordination de prisonniers antiterroristes ».

De la personnalité des trois détenus, il a peu été question, comme s'il était déjà trop tard. Le président Daniel Delpeuch a bien tenu quelques explications du côté de l'enfance à l'Assistance publique de Gourdon, de l'apprentissage comme pâtissier de Trouvé et des premières condamnations, pour vol de voiture, de Satory. « Comment avez-vous fait connaissance avec le tribunal pour enfants ? » Mais les « rebelles », selon l'expression d'Alain Trouvé, ne démentaient pas la compassion. « Nous faisons partie d'une classe », le prôlait.

Trouvé, trente ans, dont neuf déjà en prison, purge une peine de vingt ans pour assassinat, vol et port d'arme, et préfère ne pas compter le temps qui reste. Jacques Satory, vingt-huit

ans, une peine de quatorze ans pour attaque à main armée, sortie prévue en 1996. « C'est encore une perspective humaine », s'est rassuré le président. Yves Gourdon, trente-six ans, a été condamné à perpétuité, en 1986, pour meurtre et vol avec arme, ce qui a mis un terme à son projet de devenir dessinateur de mode. Tous trois sont détenus à l'isolement, respectivement à Châlons-sur-Marne, Besançon et Auxerre.

#### Barre de fer et coup de lame

Le tribunal ne s'est guère apaisé sur le passé. On n'a rien su non plus de leur vie d'isolement sinon qu'ils en demandent l'abolition et que Satory était souvent absent. Des faits, peu d'éléments ont été véritablement éclaircis. Les trois détenus revendiquent la tentative de mutinerie, décidée après l'envoi au « mitard » d'un détenu pour transport illégal de barre dans une boutique d'habillement. Trouvé s'est emparé d'une barre de fer dans la salle de musculature ; il était chargé de voler les clés du surveillant-chef Decaux, mais il a échoué. S'il a frappé le gardien, dit-il, c'est uniquement lorsqu'il s'est trouvé sur la défensive : « Je suis rentré dans la dialectique du mouvement ».

La lame qui a blessé Decaux n'évoque, de même, aucun souvenir chez Gourdon, qui a sa logique : « Si j'ai frappé avec une lame, il ne s'agit pas là aujourd'hui ». La lame, d'ailleurs, n'a pas été retrouvée, mais on ne fera pas croire au président que le surveillant a pu se blesser sur un morceau du grillage de la cour : « Il n'a pas été vacciné contre le tétanos ». Aidé par un collègue en tenue noire de judo — blessé également, mais qui n'a pas porté plainte et n'est pas non plus venu témoigner —, Decaux, âgé de sept ans d'administration pénitentiaire, est resté maître tout sur les lieux jusqu'à la fin des incidents.

Sur les « débordements » qui ont suivi la tentative de mutinerie, selon le terme admis à l'époque par l'administration, l'audience est restée pudique. Aux accusations de « massacre », de « torture » lancées par les détenus, ont répondu les proclamations angéliques de Gourdon. Le sous-directeur de la prison, M. Claude Tancrey, a indiqué qu'aucun coup n'avait jamais été porté en sa présence, mais il a volontiers admis que les prisonniers avaient été déshabillés pour une fouille et qu'on « ne s'est pas posé la question de savoir si on allait les rhabiller » avant de les renvoyer en cellule. Interrogé sur des bastonnades, avec sa participation, le surveillant Decaux a été choqué : « Oh ! non ! ».

Le procureur de la République, M. Jacques Louvel, qui se trouvait sur les lieux le 12 juin, a pour sa part eu l'honnêteté de raconter, dans son réquisitoire, ce qu'il avait vu lorsqu'il est allé rendre visite aux sept détenus — les

« mineurs » — transférés en quartier disciplinaire après les incidents : « J'ai constaté que certains d'entre eux présentaient des lésions plus ou moins graves. Mais je ne sais pas dans quelles conditions cela s'est passé. Je ne peux pas prendre parti ». Le procureur n'a pas ouvert d'information pour tenter d'en savoir plus : « Ce n'était ni des massacres ni des tortures mais des lésions qui ont été traitées par le médecin de l'établissement et qui n'ont eu aucune conséquence pour qui que ce soit ».

L'administration, qui avait ouvert une enquête, ne semble pas, elle-même, avoir réussi à trouver les coupables de la « haine d'honneur » organisée pour les mutins. Le rapport de la mission d'inspection ne figure pas au dossier du procès. « Il devrait y avoir aussi trente surveillants dans ce box », a lancé l'avocat de la défense, M. Bernard Ripert.

La vraie débauche a finalement eu lieu lorsque M. Louvel s'est fait un devoir de montrer que l'ancienne abbaye de Clairvaux n'était pas une boutique d'habillement. Trouvé s'est emparé de la barre de fer dans la salle de musculature ; il était chargé de voler les clés du surveillant-chef Decaux, mais il a échoué. S'il a frappé le gardien, dit-il, c'est uniquement lorsqu'il s'est trouvé sur la défensive : « Je suis rentré dans la dialectique du mouvement ».

La magistrat a continué à énumérer les statistiques. Le 15 juin 1989, deux cent cinquante détenus travaillaient en prison. « Des esclaves ! », a hurlé un adolescent en ramenant le calot de bagnard que le police lui avait fait retirer à l'entrée. « Les sauteurs ? J'y vais », a répliqué le procureur, qui, emporté par les « activités socio-culturelles », n'y est plus jamais revenu. Les détenus peuvent suivre des cours de guitare, deux après-midi par semaine. Et des cours de secourisme. « Pour se protéger après les tabassages », a parlé l'auditoire. Certains fabriquent des cartes postales sous l'égide de l'association. L'administration s'est encore abonnée à Canal Plus l'an dernier et un projet d'atelier de peinture sur bois est en cours. Bref, elle est méritante. Elle a écrit : « Elle connaît l'eau chaude dans les mitards, là où M<sup>me</sup> Rocard, des ténoriers, je n'en vois pas beaucoup », a conclu le procureur, en requérant de deux à quatre ans de prison.

Jugement le 21 novembre.

CORINNE LESNIES

## L'affaire Canson

### Le juge d'instruction demande à entendre M. Jack Lang

M. Benjamin Rajbant, doyen des juges d'instruction de l'ordonnance de l'ordonnance, qui, depuis la mutation à Lille de son prédécesseur, le juge Jean-Pierre Bernard, a la responsabilité du dossier Canson, vient de demander au ministre de la justice que M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, puisse être entendu comme témoin. Le témoignage d'un ministre dans une affaire judiciaire ne peut être recueilli sans l'autorisation préalable du conseil des ministres.

Le magistrat souhaite procéder à l'audition de M. Lang pour éclaircir les conditions dans lesquelles les Musées de France, en novembre 1985, ont acheté à M<sup>me</sup> Joëlle Pénel, un tableau de Murrillo, le *Gentilhomme sévillan*, qui appartenait en réalité à M<sup>me</sup> Suzanne de Canson, décédée en 1986 après des mois de mauvais traitements.

M<sup>me</sup> Pénel est aujourd'hui détenue, inculpée de séquestration, vol, escroquerie et faux au détriment des héritiers légitimes de M<sup>me</sup> de Canson dont elle était la dame de compagnie. Plusieurs autres personnes sont aussi poursuivies dans ce dossier, dont M. Pierre Rosenberg, inspecteur général des Musées de France, inculpé de recel, et M<sup>me</sup> Paul Lombard, ancien avocat de M<sup>me</sup> Pénel, inculpé de complicité de recel.

Le 24 juillet 1985, lors des transactions qui ont précédé l'achat du tableau, M. Lang, déjà ministre de la culture, dont le cabinet suivait de près les négociations, avait fait parvenir à M<sup>me</sup> Pénel une lettre signée de sa main pour lui annoncer que l'Etat français était disposé à acquiescer au tableau contesté. A l'époque, M<sup>me</sup> Pénel ne disposait d'aucun titre de propriété crédible, ce que, d'ailleurs, personne ne lui demanda. M<sup>me</sup> de la lettre ministérielle remise en main propre au cabinet du ministre de la culture, M<sup>me</sup> Pénel, qui avait de gros décaissements bancaires, réussit à calmer l'inquiétude de ses banquiers.

M. Lang a déclaré, mercredi matin 1<sup>er</sup> novembre, qu'il n'aurait pas envoyé de lettre à M<sup>me</sup> Pénel s'il avait su que « elle n'était pas propriétaire » du tableau.

Recours en justice et fécondation « in vitro »

## Des divorcés australiens se disputent leurs embryons congelés

Après les États-Unis il y a quelques semaines, c'est l'Australie qui voit à son tour un homme et une femme divorcer demander à la justice de décider du sort de leurs embryons fécondés in vitro et conservés par congélation. Ces deux affaires illustrent les nouvelles difficultés engendrées par le développement souvent anarchique des techniques de procréation médicalement assistée. Elles soulignent aussi à leur manière l'urgence qu'il y a à adopter un cadre législatif dans le domaine de la bioéthique.

L'affaire ressemble point par point à celle qui a été jugée devant le tribunal de Maryville, Tennessee (le Monde des 15 août et 23 septembre). Au départ, un couple qui ne peut avoir d'enfants à cause de la stérilité de la femme, prend contact avec une équipe médicale spécialisée. En Australie, ce fut l'équipe de l'hôpital royal pour femmes de Melbourne qui proposa un traitement de plus en plus fréquemment mis en œuvre à travers le monde par fécondation in vitro.

On préleva alors plusieurs ovules chez la femme, que l'on fit ensuite féconder par le sperme du mari. Les médecins australiens tentèrent dans un premier temps sans succès une implantation avec les embryons ainsi obtenus. Ils décidèrent, parallèlement, de conserver un certain nombre de ces embryons — sept au total — pour augmenter les chances ultérieures de procréation du couple stérile. Mais, en mars dernier, ce dernier décida de divorcer, et ce sont ces sept embryons qui sont aujourd'hui l'objet du litige. La femme, vingt-quatre ans, chassière dans un supermarché de Victoria, souhaite qu'on lui plante ces embryons, alors que son ex-époux a fait valoir par

l'intermédiaire de ses avocats, qu'il porterait plainte contre l'hôpital si les médecins procédaient à une telle implantation. Pour sa part, la direction de l'hôpital a décidé de s'en remettre à la justice, soit, en l'occurrence, à un tribunal pour enfants de Melbourne.

Reproduisant les arguments avancés devant le tribunal de Maryville, l'avocat de la jeune femme fait valoir qu'il s'agit là d'une situation d'urgence, une conservation prolongée par congélation pouvant, selon lui, nuire aux embryons, alors que la partie adverse soutient que la femme ne peut décider seule du devenir d'embryons conçus à partir des spermatozoïdes de son ex-mari.

## Nécessité d'une législation

L'affaire a été mise en délibéré le 31 octobre à Melbourne. Elle ne surprend, à vrai dire, aucun des spécialistes de la fécondation in vitro, qui, en privé, s'accrochent le plus souvent que de tels conflits ne soient pas plus fréquents, compte tenu du nombre sans cesse croissant d'embryons obtenus par fécondation in vitro et conservés par congélation et compte tenu aussi des traumatismes psychologiques vécus par les couples qui s'engagent dans un programme très éprouvant pour vaincre leur stérilité. Les situations ainsi créées sont d'autant plus complexes qu'aucune jurisprudence n'existe en la matière.

Après les récents scandales liés à la commercialisation d'organes humains dans plusieurs pays européens, cette affaire démontre l'urgence qu'il y a à adopter un cadre législatif dans le domaine plus général de la bioéthique. L'avant-projet de loi britannique prévu pour sa part en France et de nombreux plus judiciaires, un chapitre de la procréation médicalement assistée, que les embryons

conservés par congélation doivent être détruits au terme d'une période de cinq ans. Une telle destruction devrait, selon le texte, être également mise en œuvre en cas de décès de l'un des deux parents potentiels, de divorce ou de séparation. Ce texte prévoit en outre la possibilité pour les géniteurs, de donner leurs embryons à d'autres couples qui désiraient avoir un enfant, ce qui doit être effectué au cours du délai de cinq ans.

En dépit du large consensus obtenu au terme d'un long travail de réflexion pluridisciplinaire, le texte de cet avant-projet de loi semble aujourd'hui remis en question après les déclarations de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, à l'occasion du récent colloque « Patrimoine génétique et droits de l'humanité » (le Monde du 26-27 octobre). C'est dire l'importance qu'il faudra dorénavant accorder à la décision gouvernementale à venir dans ce domaine. M. Michel Rocard n'ayant, pour sa part, jamais caché sa volonté d'avancer rapidement dans une entreprise qui ferait de la France le pays-pion sur la réflexion sur les nouveaux rapports que doivent entretenir la médecine, la biologie et l'éthique.

JEAN-YVES NAU

■ Attentat contre la voiture du directeur du Centre national de transfusion sanguine. — L'automobile de M. Michel Garretta, directeur général du Centre national de transfusion sanguine, a été incendiée, avenue Reille, à Paris (14<sup>e</sup>), dans la nuit du mardi 31 octobre au mercredi 1<sup>er</sup> novembre. L'incendie a été revendiqué par le groupe Honneur de la France, inconnu des services de police. Selon la préfecture de police, M. Garretta, que de nombreux témoins rendent responsable de leur contamination par le virus du sida, avait reçu plusieurs menaces.

La colère des sinistrés du tremblement de terre en Algérie

## « Chez nous, c'est l'improvisation en tout »

Le tremblement de terre qui a secoué la région d'Alger, dimanche 29 octobre, a fait officiellement vingt-quatre morts dont dix-neuf dans la seule wilaya (département) de Tipaza. C'est ce qui ressort du bilan rendu public au terme de la réunion d'un comité interministériel présidé par le chef du gouvernement, M. Mouloud Hamrouche.

## ALGER de notre correspondant

Le croissant rouge algérien a lancé, mardi, un appel à l'aide internationale, estimant les besoins à deux mille tentes, vingt mille couvertures. Il demande également des vêtements pour huit mille enfants ainsi que des colis familiaux d'alimentation.

En dépit du plan Orsec déclenché dès dimanche soir, les insuffisances des dispositifs de secours mis en place sont apparues rapidement. Le manque d'ambulances a été cruellement ressenti, aussi bien dans l'agglomération algéroise que dans la région du mont Chenoua, au cœur de la zone sinistrée. « Les hôpitaux et notamment les centres d'urgence doivent être dotés d'ambulances équipées, en nombre suffisant », écrit le quotidien *El Moudjahid* considérant qu'il ne s'agit pas là d'une « luxue dans notre pays qui connaît d'autres catastrophes puisqu'il se trouve dans une zone d'activité sismique active

## Soyez humains

Quarante-huit heures après le séisme, qui a atteint 6 degrés sur l'échelle de Richter, alors que la terre tremblait encore de temps à autre, dans de courtes répliques, les langues commencent à se délier. « Les sauveteurs de la protection civile n'avaient même pas de torches électriques pour pénétrer dans les maisons et dégager les blessés des décombres », déplore un jeune de Sidi-Moussa, une localité proche de Nadour. Alors que les recherches continuent pour découvrir d'éventuelles victimes encore enfouies sous les maisons

effondrées, les sinistrés ont commencé à manifester leur mécontentement.

Dès lundi après-midi, les habitants de Nadour ont bloqué la circulation sur la route qui mène à Cherchell, exigeant une aide réellement efficace. « Soyez humains, on demande du secours, des tentes, du pain et de l'eau », avaient écrit les manifestants sur une pancarte sommaire. Les gendarmes les ont finalement dispersés avant de rétablir la circulation. Mais, mardi matin, de nouveaux barrages étaient érigés sur les routes menant aux villages de Sidi-Moussa et Sidi-Amar. La population des douars environnants protestait ainsi contre la lenteur avec laquelle les secours ont été acheminés sur place. Le président de l'Assemblée populaire communale (mairie) de Cherchell a été « kidnappé » dans la matinée par des habitants du village agricole de Bakora, partiellement détruit, où quatre personnes ont été tuées, qui l'ont emmené constater sur place l'étendue des dégâts. Le maire a été reconduit à Cherchell en début d'après-midi.

L'Algérie est située dans « une zone à forte sismicité, nous devons donc apprendre à vivre avec ce risque », a déclaré à *El Moudjahid* le directeur du Centre national de recherches appliquées en génie parasismique (CGPS), M. Belouadi. « Les fortes secousses ressenties dans la nuit de dimanche nous incitent sérieusement à la nécessité de la prévention qui demeure une donnée indiscutable », a-t-il indiqué après avoir expliqué que la vétusté du parc immobilier d'Alger aggravait les conséquences d'un séisme.

Le Parti d'avant-garde socialiste (PAGS), d'obédience communiste, dans un communiqué, a stig-

maté les défaillances des services publics. « La radio et la télévision, faute d'instructions pratiques et précises n'ont pu conseiller la population en désarroi », écrit le PAGS qui épingle aussi les services de santé qui « faute de préparation et de moyens adéquats n'ont pu convenablement s'acquitter de leur mission ». Or à son avis, « les risques sont connus et le pays a capitalisé une expérience certaine. Des plans précis de prévention et de secours d'urgence ont été élaborés après le séisme d'El-Asnam », affirme le PAGS qui considère que c'est là que « la véritable catastrophe réside, précisément dans le décalage entre ces potentialités réelles et l'incapacité à les mettre en œuvre ».

Les journalistes du quotidien du soir *Horizons* ironisaient sur ce thème, mardi, dans un long article sur la grogne des sinistrés. « Les Algériens ne ressemblent pas aux Japonais qui, eux, enseignent dès le plus jeune âge à leurs enfants la manière de se protéger et de secourir », écrit le quotidien avant d'ajouter : « Chez nous c'est l'improvisation en tout. Et c'est bien dommage ».

FREDERIC FRITSCHER

■ Nouveau tremblement de terre en Arménie, pas de victime. — Un nouveau tremblement de terre a été ressenti, mardi 31 octobre, en Arménie, mais la secousse, d'une magnitude de 5,5 sur l'échelle soviétique, graduée jusqu'à 12, n'a fait ni victime ni dégâts, a rapporté l'agence Tass. L'épicentre du séisme se situait près de la ville de Goukasan, dans la région qui avait été durement touchée lors du tremblement de terre de décembre 1988. — (Reuter.)

## L'affaire des foulards islamiques divise la gauche

En France, l'affaire des foulards islamiques continue d'alimenter la polémique. Malgré l'interdiction de la préfecture de police, une dizaine de femmes se sont réunies, mardi 31 octobre, devant l'Opéra-Bastille de Paris pour défendre la laïcité et les libertés individuelles, à l'appel de l'association Expression maghrébines au féminin.

De leur côté, les jeunes de Socialisme et République, proches de M. Jean-Pierre Chevènement, ont constamment défilé aux autorités de revenir sur l'interdiction, en dernier recours, du port du foulard en classe. M. Roland Carras, député socialiste de Côte-d'Or et proche de M. Chevènement a exprimé, lors de la réunion du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, son désaccord avec la position de M. Lionel Jospin.

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste, a de son côté déclaré que les principes de la laïcité devaient être clairement et nettement affirmés. Le ministre de l'Éducation nationale devrait débattre de ce problème avec le groupe le mardi 7 novembre.

Le Parti républicain (PR) a demandé lundi 30 octobre, la création d'un secrétariat d'État à l'intégration, rattaché au premier ministre.

Enfin, une lettre ouverte à M. Jospin publiée dans le *Nouvel Observateur* du 2 novembre, critique le manque de fermeté du ministre de l'Éducation nationale. Par cet appel, Elisabeth Badinter, Régis Debray, Alain Finkielkraut, Elisabeth de Fontenay et Catherine Kintzler se demandent notamment si l'année du Bicentenaire verra « le Munich de l'école républicaine ». Les signataires affirment qu'il ne faut pas confondre discipline et discrimination et regrettent que « le respect de l'égalité des sexes et du libre arbitre » ne fassent plus loi en France. « Neutralité n'est pas passivité, ni liberté simple tolérance. La laïcité a toujours été un rapport de force », affirment les auteurs qui appellent les enseignants à manifester leur accord avec ce texte.

D'autre part, M. Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale a demandé qu'un débat soit organisé sur l'immigration des étrangers en France.

## Le retour de l'abbé Pierre

Un film, illustrant sa croisade pour les sans-abri de l'hiver 54, un livre frisant l'hagiographie, un show télévisé. En l'espace de quelques jours, l'abbé Pierre se retrouve, une nouvelle fois, promu au rang de star.

Une fois passé le pont de Saint-Cloud, plus de risque de se fourvoyer. Le chemin de la retraite béatissime de l'abbé Pierre est une autoroute à piétons. Alors, il a abaissé son béret sur ses yeux et s'est blotti dans sa pèlerine noire pour s'offrir un petit somme. Les héros ont bien le droit d'avoir un coup de fatigue. Surtout lorsqu'ils viennent d'enchaîner, en vingt-quatre heures, un cocktail au Fouquet's, où deux ministres s'exprimèrent à l'occasion du centenaire de la messe mondaine, une projection privée suivie d'une conférence de presse et une demi-douzaine d'interviews.

STI a peut-être déjà gagné son billet pour le paradis, depuis quelques semaines l'abbé Pierre vit de nouveau à un train d'enfer. Son secrétaire particulier a beau essayer d'écarter son agenda : à soixante-dix-sept ans, l'impressionniste communicateur se laisse emporter par le tourbillon médiatique. Entre une réception à l'Élysée, un super-projection à Marignol, un séminaire au Vatican et un *Champs-Élysées* spécial chez Drucker (le Monde radio-télévision du 29-30 octobre), l'abbé devait aller présider, quatre jours durant, les 3<sup>e</sup> rencontres humanitaires internationales à Grenoble. Un bref ressuscitant chez les béatitudes de Saint-Wandille (Seine-Maritime) s'imposait.

## Un ordre rigoureux

Entre Rouen et Yvetot, l'abbaye fondée en 649 a plus que de beaux restes. Du cloître du 14<sup>e</sup> siècle réfectoire du 12<sup>e</sup> siècle, jusqu'à l'église aménagée dans une ancienne grange, tout n'y est qu'ordre et beauté. Un ordre assurément sévère qui, des faibles aux complais, chantés en latin, règle une vie dont la rigueur traditionnelle séduit paradoxalement l'indiscipliné porte-parole des gneux. « J'aime ce silence, cette simplicité, je chante faux, mais je suis toujours transporté par le chant des psaumes, même si les textes sont souvent d'une violence à faire frémir... Par son austérité, à faire frémir... Par son austérité, à faire frémir... Par son austérité, à faire frémir... »

minant vers la crypte « magique » où il aime s'abîmer, des heures durant, dans la prière.

« Merit de nous avoir choisis », a simplement murmuré le père abbé lorsque, voilà cinq ans, l'ex-provo en soutane lui demanda l'hospitalité. « J'avais d'abord songé au monastère d'Aligues ou à la trappe de Tamié, raconte l'abbé Pierre, mais c'était trop loin de Paris pour mes visiteurs qui viennent parfois du bout du monde ». A moins que ce ne soit d'un autre monde, récemment élu représentant du comité central du Parti communiste vint-elle le visiter afin de lui faire signer un texte revendiquant le prix Nobel pour... Nelson Mandela.

Si ces petites incongruités troublent les béatitudes, ils n'en laissent rien paraître et gratifient toujours d'un sourire d'indulgence ou d'admiration ? « Le petit homme au béret. Après les repas, durant lesquels le minutisme est la règle — une espèce de psalmodie de textes profanes troublant, seule, l'impressionnant silence, l'abbé a pris l'habitude d'aller essayer la vasselle avec les mains de service. « C'est une façon de ne pas être trop sollicité par la curiosité des novices », affirme l'abbé. « Un rituel que je ne refuse jamais au moment où les administrateurs anonymes l'assaillent à chaque coin de rue ».

Même s'il l'appelle « ma cellule », la minuscule pièce que les moines ont mise à la disposition de l'abbé fait songer à une chambre d'étudiant. Un caparotisme, où l'on ne peut faire plus de trois pas et où les étagères, coulant sous les livres, les dossiers, les cassettes audio et vidéo, lui laissent à peine la place de se glisser dans un lit aux altures de niche. Un atelier à l'occasion : grâce à un étau et à un râtelier de petits outils, son bureau est converti en établi. Révélé chez les scouts — où il avait pour tuteur le frère méditatif, son goût pour la bricolage est intact. Il constitue l'une des clefs de sa vie fondée sur l'ingéniosité, la pragmatisme. Le don de donner est venu en lui. A cette maison près-fondement de la philosophie humaniste des Compagnons d'Emmaüs qu'il s'agissait de donner « une raison de vivre » et pas simplement « de quoi vivre ».

Par l'abondance des archives qu'elle renferme — plaquettes de poèmes, revues de lettres, photos etc. — cette chambre, comme d'ailleurs la modeste HLM où il réside depuis trente ans à Charenton (Val-de-Marne), a aussi quelque chose d'un musée. A croire que l'abbé gère sa propre légende. Ne succombe-t-il pas déjà au « pêché d'orgueil » en racontant qu'un jeune touriste lui a lancé un jour : « Vous avez vu, vous, là, cela me suffit comme preuve de l'existence de Dieu » ? Il ne se défend pas, en tout cas, d'avoir un certain penchant pour la provocation, le théâtre (il est l'auteur de deux « drames liturgiques », voire la représentation. Ce fameux « exhibitionnisme », que lui reprochent quelques bonnes âmes, bien frileuses, et qui constitue peut-être le passage obligé d'un « serviteur de Dieu », simplement cohérent en voulant « être la voix des sans-voix », mais aussi « servir les premiers les plus souffrants ». Pures paroles d'évangile qui absolvent quelques dérapages.

Lorsqu'après avoir perdu mon identité de parlementaire, je suis allé mendier dans les rues de Paris pour faire vivre ma petite colonie de Neuilly-Palais, il m'est arrivé de pleurer. Mais à travers ces larmes j'éprouvais une sorte de jubilation », confesse-t-il.

## Une adolescence préservée

« C'est au cours de ma dernière retraite de 1984, alors que je venais d'observer une grève de la faim de huit jours dans la cathédrale de Turin, afin d'obtenir le jugement de Giovanni Malinvi, arbitrairement déchu pour avoir été dans la mouvance des Brigades rouges, que j'ai décidé de prendre une semi-retraite consacrée à la méditation et au recueilliement », explique l'abbé. Dès l'âge de dix-neuf ans, après une enfance et une adolescence préservées, au sein d'une famille lyonnaise de huit enfants, bourgeois mais charitable, Henri Grouès avait choisi cette voie de l'adoration contemplative. Cinq ans plus tôt, la grâce esthético-mystique l'avait saisi, un

clair matin de Pâques, au cours d'un pèlerinage collégien à Assises.

Malgré les réticences de ses proches, qui l'auraient mieux vu en jésuite, Henri avait rejoint les capucins. « Le dénuement intellectuel y était tel que ces sept années de claustration m'apparaissent aujourd'hui comme un désert de vie. Mais je crois que Dieu m'a imposé cette épreuve pour me forger l'âme. Je lui dois une disposition continue à l'adoration ». En 1939, la maladie, sa compagne de toujours, l'avait rendu au siècle en pleine tourmente. Nommé vicaire à la cathédrale de Grenoble, c'est là qu'il devint « passeur d'hommes », recruteur et agent de liaison pour les maquis, étrange « confesseur » de droles de paroissiens. En lui imposant un non de guerre — l'abbé Pierre —, prémonitoire pour un futur bâtisseur, la clandestinité façonna peut-être un nouvel homme. « L'insurrection de la bonté » qu'il alluma plus tard était, autant qu'une croisade altruiste, un mouvement de révolte.

## La grande aventure

Parce qu'il a une mémoire prodigieuse, le sens des images et celui de l'humour — comme une « politesse de l'esprit » — on ne se lasse pas d'écouter ce singulier frère prêcheur. Il raconte : ses « gros pépins de santé », pleurésie, dyptérie, syndrome de Parkinson, — qui l'obligent aujourd'hui à se gaver de pilules multicolores, sa passion amoureuse pour un camarade de collège, son premier vertige métaphysique et sa rencontre avec Jésus, son dernier bal avant le noviciat, ses équipes de petit soldat de l'armée des ombres, sa frustrante expérience politique, comme député MRP, au lendemain de la Libération ; et l'on attend la suite...

La voilà : sa rencontre avec l'ex-bagnard suicidaire dont il fit, en 1949, son premier compagnon-épître pour entreprendre la grande aventure des « chiffronniers d'Emmaüs », ce bataillon de misérables, façon Hugo, recouvrant la dignité en faisant la « bière » pour secourir plus malheu-

reux qu'eux, et puis, bien sûr, l'hiver 1954, morceau de bravoure du film qui vient de sortir, qu'il juge « juste et beau ». Vingt degrés au-dessous de zéro, les sans-abri battant le pavé, mourant parfois, sa lettre ouverte en forme de « l'accuse » au ministre du logement, ses gesticulations d'agitateur des rues, son appel historique sur Radio-Luxembourg pour mobiliser l'opinion... « Mes amis, au secours !... » — avec, au bout, l'incroyable réponse des Parisiens que des Français, submergés par l'QG de couvertures, de vêtements chauds, de colts, de chèques et de billets... De quoi endiguer la marée blanche du malheur, puis construire des cités d'urgence, des HLM, constituer des communautés de chiffonniers — bâtisseurs, essaimer Emmaüs à travers la France et le monde.

Malgré l'heure qui avance, on voudrait en savoir plus sur le reste de cette vie en forme de BD. Sur ce naufrage dans le Rio de la Plata, dont il réchappa, en 1963, après être resté accroché cinq heures durant à un bout d'épave, sur sa rencontre avec Coluche qui lui « refila presque en douce » 1,5 million de francs pour sa banque alimentaire, sur son « comeback » des années 80 aux côtés de ceux qu'on appelle les « nouveaux pauvres », sur ses relations avec le pouvoir « toujours trop loin de là où l'on pleure »...

Mais il est tard. Le soir descend sur le petit cimetière du village d'Esteville — siège d'une communauté qui héberge les plus anciens des compagnons, — où l'abbé fait visiter... sa tombe. Un grand christ de bronze, récupéré dans quelque débris, est allongé sur un lopin de prairie. « Voilà, je serai là, sous le bras droit du Christ. Sous la gauche, repose Lucie Coustau, cofondatrice d'Emmaüs et qui fut ma plus précieuse collaboratrice durant trente-neuf ans. » L'abbé recueille son béret, empoigne sa canne — Avec ce vent, en mer ce doit être la tempête. Le gros temps, il connaît.

ROBERT BELLERET

\* L'abbé Pierre, l'insurgé de Dieu, par Pierre Lunel. Édition n° 1.

سكز من الوصل

## CULTURE

## Iles de danse en Ile-de-France

Seize chorégraphes s'installent dans quarante villes

L'an dernier, quarante mille personnes, des lycéens-danseurs entraînés par Carolyn Carlson aux simples curieux, ont suivi avec enthousiasme, dans toute la région, les itinéraires chorégraphiques qui leur étaient proposés par les premières « Iles de danse ». Légitime fierté de ce résultat, le conseil régional d'Ile-de-France récidive, en frappant plus fort : un plus grand nombre de chorégraphes — ils sont seize, de A comme Appaix à W comme Wollaston — investissent un plus grand nombre de villes — quarante.

La carte des Iles de danse 1989 dessine autour de Paris une harmonieuse couronne qui pousse des pointes au sud jusqu'à Sannois-sur-Seine, à l'ouest jusqu'à Saint-Quentin-en-Yvelines, au nord jusqu'à Magny-en-Vexin et à l'est jusqu'à Meaux.

C'est l'originalité des Iles de danse, entreprise sans doute unique en Europe, que de combiner l'enseignement et le spectacle : les compagnies invitées s'installent dans une ville — on dit aujourd'hui « en résidence » — et prennent en charge un programme de sensibilisation.

Ateliers, cours, répétitions publiques, conférences, lectures-démonstrations concerneront cette année, jusqu'au 9 décembre, plusieurs centaines d'établissements, des écoles primaires aux universités en passant par les conservatoires.

Ainsi peut-on voir et entendre Trisha Brown, princesse du post-modernisme américain, à Paris-VIII-Saint-Denis : lundi, elle évoque ses expériences verticales des années 60 et 70, en projetant des films de *Man Walking on the Side of the Building* et de *Walking on the Wall*; mardi, elle présente ses fameuses « accumulations », avec des extraits de diverses pièces dansées par la compagnie, des vidéos et diapositives. Le 3 novembre, elle parlera du « mouvement et de la forme », et le lendemain de ses collaborations avec les plasticiens, notamment Donald Judd et Robert Rauschenberg.

Dominique Bagouet animera des ateliers avec trois groupes de vingt lycéens dans les trois académies de la région : le 25 novembre, les trois groupes seront réunis pour une présentation à l'Ecole de danse de l'Opéra de Paris à Nanterre. Francine Lancelot initiera à la danse et

à l'esprit baroque le conservatoire de Saint-Germain-en-Laye; Stéphanie Aubin, en utilisant le cadre de la radio scolaire R2E implantée dans le LEP d'Evry, veut transformer les lycéens en réalisateurs-radio. Peco Docini étudiera les rapports de la chorégraphie et de la peinture à partir d'un tableau de Largillière; Andy Degroot achèvera sa résidence par un stage de patinage artistique; Pierre Doussaint et Isabelle Duboulet mettront l'accent sur les rapports de la danse et des arts martiaux, tandis qu'Angelina Preljocaj s'attachera aux relations entre langage musical et langage chorégraphique.

## La diffusion des répertoires

Une autre originalité des Iles de danse consiste à ne pas se montrer obsédé de créations comme tant de festivals. Sur la cinquantaine de spectacles présentés, deux « premières » seulement : *Parcours*, de Dominique Bagouet (qui sera en fait un montage d'extraits de quelques-unes de ses pièces) et *les Plaisirs du Roy* de la compagnie Ris et Dancoer.

Notons quelques point forts : *Astral Convertible*, Opal Loop, et *Set and Reson*, de Trisha Brown (Espace Jacques-Prévert d'Aulnay-sous-Bois le 6 novembre, théâtre des arts de Cergy-Pontoise le 8, Agorà d'Evry le 10, Centre d'action culturelle de Combs-la-Ville le 11); *le Saut de l'ange*, de Dominique Bagouet (Espace Gérard-Philippe de Saint-Cyr-l'Ecole le 8 décembre); *Noces* et *Traité d'union* d'Angelina Preljocaj (CEC de Yerres, le 2 décembre); *Hébreux*, les vents qui fuient vers les jardins, de Doussaint/Duboulet (COSEC Pablo Neruda des Mureaux le 18 novembre); *la Maison des plumes vertes* de Jean-François Duroure (Théâtre Romain-Rolland de Villejuif le 18 novembre, Théâtre des Louvrais de Cergy-Pontoise le 2 décembre); et *Cosmos Nox* du même Duroure (Forum des Cholettes de Sarcelles le 5 décembre, CAC Le Pollen de Saint-Quentin-en-Yvelines le 8 décembre).

► Renseignements sur l'ensemble des Iles de danse : 42-65-08-58.

## MUSIQUES

## Les Pogues, dur comme le rock irlandais

Il ne faut pas grand-chose à Shane MacGowan pour être une bête de scène : il lui suffit de tenir debout, de se souvenir des paroles des chansons et d'avoir encore assez de voix pour les écrier. Ceux qui s'intéressent un tant soit peu aux Pogues savent que MacGowan passe d'un soir à l'autre du rôle du chanteur qui boit à celui de l'ivrogne qui chante. Mardi soir, au Zénith, il est resté du bon côté. Ainsi, après quelques concerts d'être vrombissant et tout à fait déraisonnable, il a tout d'un coup, en première partie de Bob Dylan, pendant laquelle ils ont carrément dû se passer des services de leur vocaliste, les Pogues ont pu rappeler qu'ils étaient d'abord un groupe brutal, fin et dansant. Ensuite qu'ils étaient les artisans de la fusion entre la tristesse exaspérée et suicidaire de leur Irlande natale (voir Dylan Thibaut) et l'anticonstruction rock'n'rollienne (voir Jimi Hendrix, Sid Vicious et al.).

Cette quête du Graal au fond d'un verre de vodka-orange ne serait que dérisoire si chez MacGowan n'apparaissait comme habité, une espèce de mort-vivant dont la voix n'est plus qu'un rûle et qui arrive quand même à évoquer les gens dont il parle : les cloches de New-York ou les six de Birmingham que le groupe chante depuis longtemps et qui viennent d'être incantés par la justice britannique : les autoroutes américaines, où tant de groupes venus d'outre-Atlantique ont laissé leur santé, ou les ponts de Londres.

En première partie, les organisateurs avaient annoncé les Negresses Vertes. On entendit les Sons of the Desert, groupe cette fois-ci juvénile et bruyant. A la caisse, une feuille soulevée sur la vitre indiquait : « Negresses vertes annulées pour problèmes techniques ». D'après El Dorado Productions, organisateur du concert, il avait été impossible d'obtenir une sonorisation correcte pour le groupe français. Cet aveu d'impuissance de la part d'un organisateur dont la tâche est justement d'assurer le bon déroulement des concerts n'est qu'une nouvelle preuve du mépris dans lequel sont tenus à la fois les artistes qui assurent les premières parties et le public.

THOMAS SOTINEL

► Les Pogues, avec, en première partie, Sons of the Desert, au Zénith, porte de Pantin, Paris 19<sup>e</sup>, mercredi 1<sup>er</sup> novembre, à 20 h 30.

Battu en cinq manches par l'Autrichien Thomas Muster lors du tournoi de Key-Biscane (Floride) en mars dernier, le Français Yannick Noah a pris sa revanche (7-5, 3-6, 6-4) le 31 octobre lors du premier tour du tournoi de Paris-Bercy. Son prochain adversaire devait être l'Américain Brad Gilbert, finaliste au POB en 1987 et 1988.

Quelle est la définition de la malchance ? L'Autrichien Thomas Muster n'a pas une réponse, il a un exemple personnel. Cela se passait le 1<sup>er</sup> avril dernier, mais ce n'était pas une farce. Il venait de réussir ce qu'il pensait être le plus beau coup de sa carrière de tennismen : il s'était qualifié pour la finale du tournoi de Key-Biscane, cette épreuve organisée depuis six ans par l'Association des joueurs (ATP) sur le format « des tournois du grand chelem, c'est-à-dire tableau de cent vingt-huit joueurs s'affrontant pendant deux semaines. Et le match avait été superbe. Mené deux sets à rien par le Français Yannick Noah, il avait réussi à faire ouvrir son adversaire au point de l'extremier et de gagner. Dans deux jours, il

allait avoir la première grande occasion de sa vie. En face de lui, il aurait le Tchèque Ivan Lendl, qui lui avait été à deux doigts de battre au mois de janvier précédent, en demi-finale des Internationaux d'Australie à Melbourne.

En rangeant son sac dans le coffre de sa voiture avant de regagner son hôtel, Thomas Muster, ce gaucher des Alpes qui n'était pas encore répertorié dans les dix meilleurs joueurs mondiaux, pensa à ce qui pourrait lui arriver en cas de victoire sur le numéro un mondial ? En tout cas, il ne vit pas la curieuse manœuvre qu'étaient en train de faire un automobiliste un peu éméché. Quand celui-ci emboutit la calandre de sa voiture, il fut donc totalement pris de cours. Le choc n'était pas terrible mais suffisant pour que le véhicule finisse en carène. Le garde-boue percute son genou gauche.

Thomas Muster n'a pas disputé la finale du tournoi de Key-Biscane. Quand Ivan Lendl recevait la coupe et le chèque du vainqueur, il était dans un avion à destination de l'Autriche. Les médecins avaient diagnostiqué un arrachement des tendons de l'articulation. Il a été opéré dix jours après l'accident. Personne

## EN BREF

► BASKET-BALL : Coupe des vainqueurs de coupe. — Mulhouse s'est qualifié, mardi 31 octobre, pour les poules de quarts de finale de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe en battant le Bayer Leverkusen (96-77). Les Allemands de l'Ouest avaient gagné le match aller (97-88).

► FOOTBALL : Coupe de l'UEFA. — Auxerre a obtenu, mardi 31 octobre, sa qualification pour les seizièmes de finale de la Coupe de l'UEFA en battant les Finlandais de Rovaniemi Pallo-seura (3-0). Au match aller, les

Bourguignons s'étaient déjà imposés en déplacement (5-0).

► Cantona reprend l'entraînement à Montpellier. — A la suite d'une rencontre avec Louis Nicollin, président de Montpellier Hérault Sport Club, le footballeur Eric Cantona a été réintégré dans l'effectif et devait reprendre l'entraînement mercredi 1<sup>er</sup> novembre. Il avait fait l'objet d'une « mise à pied conservatoire » pour s'être battu dans les vestiaires avec son coéquipier Jean-Claude Lemoult à l'issue d'un match à Lille (le Monde des 27 et 28 octobre).

## COMMUNICATION

Malgré la reprise du travail

## M. Maxwell décide la fermeture de l'Agence centrale de presse

Malgré la reprise complète du travail par le personnel, M. Maxwell a décidé de fermer définitivement l'Agence centrale de presse (ACP), dont son groupe est l'actionnaire majoritaire. Raison invoquée : « le déficit structurel » de l'entreprise et l'« intransigeance » des salariés de l'agence, lesquels refusent d'arrêter le travail.

Ennuyé, incrédule, indigné... Les cent vingt salariés de l'Agence centrale de presse (dont quatre-vingt-dix journalistes) ont vécu un mardi 31 octobre mouvementé. En milieu de journée, une assemblée générale avait décidé de reconduire le blocage de certaines « dépêches (synthèses et papiers programmes) », entamé lundi pour protester contre le refus de la direction de communiquer au personnel un « plan de relance » préparé par le nouveau président, M. Alain Couture (le Monde des 27 et 31 octobre). En même temps, la direction réagissait par un communiqué évoquant l'éventualité d'une fermeture de la seconde agence de presse française (après l'AFP) si le personnel ne renonçait pas « immédiatement et publiquement » à cette « pression illégale et inadmissible ».

Peu de temps après, alors que le personnel se préparait à lever ce mouvement de grève perilleux, pour ne pas donner prise à la menace de lock-out, la nouvelle tombait, brutale, sous forme d'un communiqué. La direction, lisait-on, « n'a pas d'autre alternative que de fermer l'agence. Son actionnaire Maxwell Media S.A. à Paris, après tous les efforts consentis, ne peut pas dans ces circonstances continuer à financer les pertes structurelles de l'agence ». L'assemblée générale du personnel suspendait aussitôt le mouvement, et saisissait la direction pour qu'elle « accepte, dans le souci de renouer les fils du dialogue social, de présenter au comité d'entreprise du 2 novembre le plan de restructuration ». L'assemblée générale se prononçait aussi sur le principe d'un arrêt de travail à la même date, en cas de refus, et la saisie de la commission paritaire nationale de concertation prévue par la convention nationale des journalistes.

« L'ACP sera fermée par la faute de l'intransigeance de son

personnel », déclarait dans la soirée au Monde M. Robert Maxwell, affirmant sa décision irrévocable. « Cette affaire perd de l'argent depuis des années. Chaque franc de recette s'accompagne de 2,50 francs de dépense ». Pour le magnat britannique de la presse — dont le groupe détient 66,8 % de l'ACP — l'histoire de l'agence sous sa forme actuelle est donc « un chapitre clos », et son conseil d'administration devra en entériner dans les plus brefs délais la fermeture. Toutefois, « si quelque chose peut être fait après le naufrage de l'ACP », M. Maxwell n'exclut pas totalement d'étudier la recréation d'une agence, mais « dans de nouvelles circonstances ». « Cela supposerait toutefois que nos clients aient besoin des services de l'agence, et qu'ils soient prêts à lui payer un juste prix ; cela supposerait aussi que le personnel consente les efforts nécessaires ».

M. Maxwell désigne ainsi comme responsables, au moins

autant que le personnel, les clients de l'ACP — quotidiens de province, radios et télévisions — qui ont participé à la construction de l'agence depuis sa fondation il y a trente-huit ans. Et il n'est sans doute pas mécontent de saisir l'occasion d'une action du personnel — paradoxalement plus timide, et peut-être plus maladroite, qu'une vraie grève — pour stopper par surprise l'émoussage financier que les portes de l'agence causent à son groupe — presque 100 millions de francs en trois ans, selon lui.

## Une « décision précipitée »

Ticket d'entrée de M. Maxwell sur la scène française des médias, en 1986, promise dans les discours merveilleux d'Alain de Grandisimes développements, l'ACP prend maintenant des allures de ticket obité, M. Maxwell, ayant entre-temps réussi son entrée dans TF1 et une percée dans l'édition

aux Etats-Unis, ne veut plus en porter le poids.

Syndicats et personnels de l'agence dénoncent une « décision précipitée » qui « porte atteinte à la pluralité des sources d'information, en France » et en appellent aux pouvoirs publics et à la profession. Même si M. Maxwell observe que « dans tous les autres pays il n'existe qu'une seule agence » et que la disparition de l'ACP « n'est pas dangereuse pour le pluralisme », la question se pose effectivement que les pouvoirs publics ne pourront ignorer. Le personnel, lui, se refuse à admettre le diktat de sa direction, et assurait dès mardi soir la production habituelle complète de l'agence. « L'ACP continue, elle fonctionne, son personnel est sur le lieu de travail et assure le service normal, déclarait un délégué syndical. Il en sera de même dans les jours qui viennent, à moins que M. Maxwell ne ferme les portes ».

MICHEL COLONNA D'ISTRUA

## Une histoire mouvementée

L'Agence centrale de presse est née en mars 1981 de la volonté conjointe de plusieurs quotidiens de province de « développer l'information en direction et en provenance des régions » à partir d'un bureau parisien. Georges Lustac, du *Provençal* de Marseille, avait eu l'idée de réunir les bureaux parisiens de ce quotidien et ceux du journal illois *Nord-Matin*, bientôt rejoint par le *Bourgeois républicain* de Dijon (devenue les *Dépêches*) et la *Montagne de Clermont-Ferrand*.

L'ACP devient peu à peu une agence de presse d'informations générales, notamment à l'occasion de la guerre d'Algérie, et ouvre des bureaux en Afrique du Nord. Elle se définit pourtant, durant ses vingt premières années, comme « une agence de complément » (son rapport à l'AFP), offrant essentiellement vers ses clients des papiers personnalisés à la demande.

Son réseau est complété à

partir de 1972 par des accords de coopération avec l'agence britannique Reuters, qui lui a fourni jusqu'à tout récemment ses nouvelles internationales en échange de son fil français. L'agence, dont la clientèle se limite alors à une dizaine de quotidiens, voit ainsi doubler en quelques mois le nombre de ses abonnés.

En 1983, RTL et RMC deviennent actionnaires. Parallèlement, l'ACP enregistre au cours de l'année un déficit de 3,85 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 5,2 millions de francs, notamment en raison du désabonnement de quatre grands quotidiens régionaux. L'agence cherche donc de nouveaux partenaires. En décembre 1986, dans une situation critique, l'ACP est reprise par le groupe Maxwell, qui en devient propriétaire à 66,8 %. L'agence amorçait alors un nouveau développement sous la houlette de M. Ian Maxwell, fils du patron britannique, président du conseil d'administration, et de M. Michel

## SPORTS

TENNIS : Open de Paris-Bercy

## Noah reprend du service

n'osait se prononcer sur sa capacité ultérieure à rejouer un match de tennis, alors que l'ordinateur de l'ATP, ne prenant en compte que sa performance, le propulsait au sixième rang mondial. Muster devait occuper cette place enviable jusqu'en courant mai, le calculateur restant insensible au fait qu'il ne se déplaçait plus désormais qu'avec des béquilles.

Curieusement, ce fut d'ailleurs au moment où il reprenait la compétition, cinq mois seulement après l'accident grâce à une volonté et une capacité de récupération exceptionnelles, qu'il a commencé à s'enfoncer dans le classement. Il se trouvait au début de l'Open de Paris-Bercy en vingt-deuxième position mondiale. Reprendra-t-il place parmi les meilleurs ? Restera-t-il marqué à jamais par ce méchant coup du sort ?

Mardi soir le public du palais des sports n'a guère été compétent sur ce point. Il a même été accueilli par des huées, odieuses comme celles qu'avait dû supporter le Français Henri Leconte l'an dernier. Toute la sollicitude des spectateurs allait à son adversaire, un autre convalescent, Yannick Noah. Le Français, qui décline depuis dix ans tous les modes de malchance, reprendrait, lui, la compétition officielle après s'être brulé les

moelles en affrontant un barbu dans sa maison de campagne des environs de Paris. Et il a vraiment eu besoin d'encouragement en la circonstance.

Thomas Muster n'a pas été loquace en Floride en mars dernier, de retourner la situation en sa faveur après un départ un peu laborieux. L'Autrichien est en effet resté un expert dans l'art de faire « cavalier » ses rivaux. Sa balle, lourde, profonde, passe sans arrêt d'un coin à l'autre du court. Et il faut un brin de témérité ou d'audace pour tenter d'aborder l'échange au filet tant son passing shot, en particulier de revers, est précis. Contre un tel joueur Noah n'a actuellement qu'un argument à faire valoir : son service. Il fut excellent (16 aces, dont le point de la victoire), mais il faiblit en début de deuxième manche alors même qu'il venait de remporter ses trois précédents engagements blancs. Cela suffit à Muster pour égaliser une manche partant.

Noah commença alors à montrer des signes de fatigue. Il prenait de plus en plus de temps pour récupérer,

tandis que l'Autrichien faisait tout pour maintenir le rythme, servant même sans attendre le retour du silence dans la salle. Mais, au moment où Muster semblait tenir la victoire en main, la partie bascula une fois encore. Alors que ses revers avaient jusqu'alors été les coups les plus redoutables pour Noah, l'Autrichien en expédia quatre de rang dans le filet qui lui firent perdre son premier engagement de la troisième manche.

C'était une bonhe de sauvetage pour Noah. Et c'était un signal d'alarme pour Muster. Car ces fautes-là, il les a commises pour la même raison qu'un débutant : il n'a pas pu les gérer. Toute la question était de savoir pourquoi ? Parce qu'il était simplement fatigué ou bien parce qu'il avait mal aux tendons croisés ? La véritable malchance de Muster — qui a confirmé mardi soir posséder une palette assez riche pour réussir au meilleur niveau en dépit de sa déficience — serait maintenant de créer un traumatisme irréversible à ses tendons en ayant repris trop tôt et trop fort la compétition.

ALAIN GRAUDO

## Malaise chez les joueurs

Les joueurs engagés dans le Tournoi de Paris-Bercy avaient prévu de passer la soirée de mercredi 1<sup>er</sup> novembre en participant à une réception. Mais les sept des dix meilleurs joueurs mondiaux qui sont présents dans la capitale n'ont pas trop la tête aux mondainetés. Les perspectives du tennis en 1990 les inquiètent, notamment depuis que la Fédération internationale a annoncé l'organisation d'une coupe du grand chelem dotée au-delà de l'imaginable (6 millions de dollars dont 2 au vainqueur). Au lieu d'aller dîner, ils vont donc se réunir pour discuter.

Au centre de leurs préoccupations : le calendrier du Tour ATP qui n'est pas allégré, rapport à celui du Grand Prix et les désignations des dix meilleurs dans les tournois les plus importants. Après avoir provoqué l'écroulement du système, les joueurs se rendent-ils compte de l'indécision qui représenterait une gestion du jeu par toutes les parties concernées ? Yannick Noah est de ceux qui se demandent s'ils ont eu raison de faire entièrement confiance à l'ATP pour réorganiser le tennis sur le modèle du golf.

## Résultats du mardi 31 octobre

## Premier tour

B. Gilbert (E-U, n° 7) b. P. Korda (TCH, n° 58) 6-4, 7-5, 6-3 ; R. Agnér (SWE, n° 38) b. P. Casar (ITA, n° 27) 7-5, 7-6 ; B. Becker (RFA, n° 2) b. M. Snijder (TCH, n° 122) 6-3, 6-3 ; J. Hlasek (SUL, n° 14) b. T. Mayotte (E-U, n° 12) 2-6, 6-3, 6-3 ; M. Meier (TCH, n° 24) b. E. Sanchez (ESP, n° 20) 6-2, 6-2 ; Y. Noah (FRA, n° 16) b. T. Muster (AUT, n° 22) 7-6, 3-6, 6-4 ; W. Mesner (AUS, n° 66) b. K. Carren (E-U, n° 18) 7-5, 6-4.

(Entre parenthèses la nationalité et le classement ATP des joueurs.)

# COMMUNICATION

La France et l'Allemagne adoptent une déclaration commune sur la future chaîne culturelle

## L'épineux problème de la diffusion de la SEPT

La longue gestation de la chaîne culturelle franco-allemande a franchi une étape importante, mardi 31 octobre, avec l'adoption à Paris d'une « déclaration commune » aux deux Etats. La future chaîne — dans laquelle doit se fonder l'actuelle SEPT — devrait voir le jour « au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 1991 ».

Complexe, l'édifice juridique dévolé mardi, repose sur un triptyque. A Paris, la SEPT redonne la société d'édition de programmes de télévision qu'elle était à sa création. Outre-Rhin, une structure identique sera mise en place par les deux chaînes publiques, l'ARD et la ZDF. Et à Strasbourg sera installé le siège de la future chaîne, sous la forme d'un groupement d'intérêt économique, ou d'une société anonyme.

Ce montage sera parachevé par la signature, au printemps prochain, d'un traité franco-allemand garantissant l'« indépendance » de la nouvelle entité. Une indépendance voulue avec beaucoup d'opiniâtreté par les négociateurs allemands, soucieux de soustraire la nouvelle télévision aux écueils de la politique audiovisuelle française et de ne pas être accusés de ne pas être indépendants. Les chaînes publiques allemandes financeraient par l'emprunt en attendant de pouvoir bénéficier en 1993, d'une augmentation de la redevance.

### Cinq millions de foyers

Ainsi constituée et dotée, la chaîne franco-allemande sera prête pour devenir le « noyau » d'une télévision culturelle européenne. « Nous sommes favorables à l'entrée de nouveaux partenaires », a affirmé, au cours d'un entretien avec la presse, M. Lothar Späth, ministre-président de Bade-Wurtemberg et chef de la délégation germanique (l'audiovisuel est en Allemagne de la compétence des Länder). Les Belges, les Suisses et les Espagnols frappent, d'ailleurs, déjà à sa porte.

Mais, en attendant, les Allemands exigent des Français — initiateurs du projet — une participation totale et, particulièrement, dans le domaine de la réception. Pourquoi la France diffuserait-elle ses émissions sur le territoire allemand, interrogent-ils les professionnels d'outre-Rhin, si l'Allemagne fédérale ne peut en faire autant, faute

de récepteurs dans l'Hexagone ? Déjà diffusée par le satellite TDF 1 et, bientôt, par le satellite allemand Kopernicus, la chaîne culturelle peut être rapidement reçue par 5 millions de foyers câblés allemands. Alors que les lecteurs du câble français ajoutés aux décodeurs de TDF 1 limitent à 200 000 ou 250 000 le nombre de foyers français susceptibles de capter la chaîne aujourd'hui. Les responsables de l'ARD et de la ZDF se sont faits l'écho à plusieurs reprises de ce déséquilibre. Tout comme M. Späth, qui s'est récemment ouvert par lettre à M. Jack Lang. Ces plaintes et revendications rencontrent celles du directeur de la SEPT, qui milite pour l'octroi à sa société de fréquences hertziennes (Le Monde du 7 juillet).

De ces inquiétudes, la déclaration commune, rendue publique mardi, ne se fait pas l'écho, mais M. Jack Lang a qualifié d'« engagement formel et de volonté politique » la résolution de la France à améliorer les conditions de réception. Ces propos ont toutefois été immédiatement tempérés par M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre délégué à la communication, qui s'est contentée de parler du récent « décollage » du câble, de l'enjeu industriel du satellite TDF 1 ainsi que des accords en cours de négociations — entre la SEPT et l'ARD.

La différence de tonalité entre les deux discours s'a, semble-t-il, pas échappé à la délégation allemande. La déclaration commune franco-allemande va-t-elle donc relancer la bataille autour du système récepteur ?

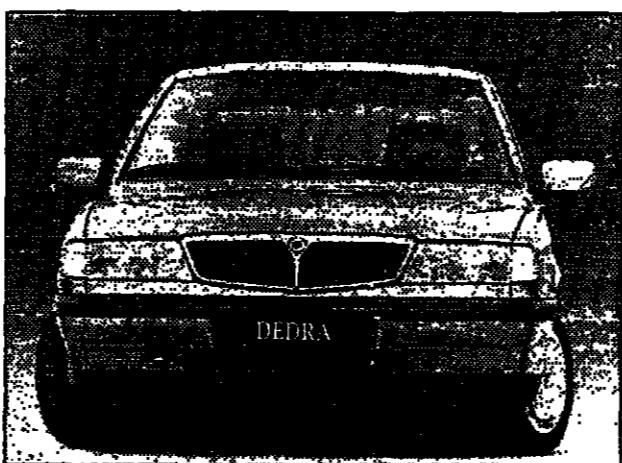
PIERRE-ANGEL GAY

Le CSA autorise NRJ à reprendre le réseau de Pacific FM. — NRJ a gagné la compétition qui l'opposait à Kiss FM pour la reprise du réseau Pacific (trente-quatre stations), actuellement géré par un administrateur provisoire. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a cependant subordonné son autorisation en « maintien d'un programme propre identifié sur toutes les fréquences directement attribuées à Pacific FM » (quatre stations). A défaut d'acceptation de cette condition, a indiqué, mardi soir 31 octobre, le CSA, « la préférence trait au réseau Kiss ». Le programme du réseau Pacific FM (dépendant de NRJ) sera donc fourni aux stations Pacific de province, évitant ainsi toute interruption d'antenne, un nouveau format sous une appellation différente devant être proposé pour la station parisienne de Pacific.

# AGENDA

## AUTOMOBILE

### LANCIA DEDRA : des regrets et des satisfactions



D'ici une quinzaine de jours seront distribués en France les Dedra de Lancia, des berlines à trois volumes qui percutent la place des Prius qui, à vrai dire, leur ressemblent beaucoup. Lancia, qui a su fabriquer voici quelques années, dans la tradition de la marque, des modèles sportifs particulièrement attachants, semble avec la Dedra succomber aux conceptions gestionnaires de notre époque, que l'on pourrait définir ainsi : beau flicon pour peu d'ivresse.

Sans doute aux préoccupations financières et au rôle que doivent jouer les marques à l'intérieur d'un même groupe fait-il ajouter au cahier des charges attaché à une voiture l'évolution de la conduite que l'on nous impose aujourd'hui sur les routes en Europe. Ceci explique peut-être cela, on regrettera tout de même les plaques qu'autrefois on pouvait connaître au volant d'une Lancia. Elles ne semblent pas aujourd'hui au rendez-vous.

Pourtant, tous les ingrédients sont, sur, présente dans la nouvelle voiture, bâtie a priori pour les performances : CX (coefficient de pénétration dans l'air) spectaculaire, finis à 0,29, gestion électronique des trois moteurs à essence sans plomb et à injection (1581 centimètres cubes, 8 CV fiscaux — pour 90 chevaux à 5 800 t/m ; 1756 centimètres cubes, 10 CV pour 110 chevaux à 6 000 t/m ; 1995 centimètres cubes, 11 CV pour 120 chevaux à 5 750 t/m).

Aussi, c'est à la 2 litres diesel suralimentée, dont la modeste classification fiscale se situe à 5 CV pour 92 chevaux moteur,

qu'il a notre préférence. Curieux choix pour un amateur de Lancia, dieu-s'en, tourné plus vers le « pointu » des merveilleuses machines d'autrefois que vers les berlines au fuel.

Il reste que cette version, de consommation plus que raisonnable — dans les 5 litres de gazole au 100 kilomètres parcourus — apparaît à la route parfaitement adaptée. Les 2 litres du moteur turbocompressé prennent leur couple maximum (19 mkg) dès les 2 400 t/m, les suspensions à roues avant et arrière indépendantes (sur toutes les versions, avec possibilité d'un système à commande sur le moteur 2 litres à essence), son freinage efficace et surtout son confort de conduite assurent les longues routes sans histoires.

La version diesel bénéficie en outre d'un aménagement intérieur comparable à celui qui a été retenu pour les modèles à essence. Si la garniture du tableau de bord en bois de rose fera grincer des dents les incrédules de la ronce de noyer, il reste que les sièges et l'habillage — tissu ou alcantara — réchauffent l'atmosphère. Reste à savoir si cette nouvelle Dedra à trois volumes, très proche en gabarit des Thema, ne va pas quelque peu chatoier le succès du modèle haut de gamme de la marque.

C. L.

★ Prix Dedra Modèles essence 1,6 litre : 95 500 francs. 1,8 litre : 107 000 francs ; 2 litres : 129 000 francs ; Turbo diesel 2 litres : 115 000 francs (tarifs approximatifs). En option, sur le 2 litres essence (série), ABS : 7 900 francs.

## CARNET DU MONDE

### Décès

— Charles et Edouard Knoll, Yvette, Evelyn, Isabelle et Laurence Knoll. Les familles Knoll, Goldberg, Fleischman et Trum, ont la douleur de faire part du décès de

Sessel-Sophie KNOLL, née Goldberg,

survenue le 31 octobre 1989, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 2 novembre 1989, à 16 h 15, au cimetière Montparnasse (porte principale), 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14<sup>e</sup>.

— M. Boris V. Volkoff et son épouse, M<sup>me</sup> Marie Lépine-Volkoff, à Montréal, à Tokyo, et ses enfants, M<sup>me</sup> Schoumloff-Mouravieff, à San-Francisco, et ses enfants, M<sup>me</sup> Irindia Barry, à Istanbul. Les familles parentes, alliées et amies, à Joliette, Montréal, Québec, Genève, Paris, Moscou et Rostov-sur-le-Don, ont la profonde douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Larissa MOURAVIEFF, née Bassoff,

leur bien-aimée mère, belle-mère, tante, grand-tante et parente,

enlevée à leur affection, le 24 septembre 1989, à Montréal, des suites d'une douloureuse maladie.

Les funérailles religieuses ont eu lieu dans l'intimité au cimetière orthodoxe russe de Rawdon.

La cérémonie de quarantaine jour aura lieu en la cathédrale orthodoxe Saint-Pierre-et-Paul de Montréal, le vendredi 3 novembre.

Une affectueuse pensée et une prière sont adressées à ceux et à celles qui ont aimé M<sup>me</sup> Larissa Mouravieff, comme et apprécié le rôle important qu'elle a joué à Genève en sa qualité de directrice fondatrice de l'École de danse classique L. Mouravieff et d'auteur d'un *Traité de danse classique*, qui fait autorité en la matière depuis plus de quarante ans dans la monde.

M<sup>me</sup> Mouravieff était la veuve du professeur Boris Mouravieff, privat-docent de l'université de Genève, homme de lettres et philosophe, auteur de *Genèse* et autres ouvrages éssotériques et historiques.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Domicile : 1115, boulevard O'Brien, Ville Saint-Laurent, Montréal, Canada H4L 3V8.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier cette qualité.

— M<sup>me</sup> Georges Liados, son épouse, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Antoine Telles-Arcenas, ses enfants, Guillaume et Agnès, Les familles Morand et Soris, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges LIADOS,

survenu à Paris, le 23 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 26 octobre.

118, avenue Jean-Jaurès, 92120 Montrouge.

— M<sup>me</sup> André Malet,

son épouse, M<sup>me</sup> Paul Malet,

sa fille, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André MALET,

professeur à l'université de Dijon, docteur ès lettres, docteur ès théologie.

Ses obsèques seront célébrées le vendredi 3 novembre 1989, à 10 h 45, au temple protestant de Dijon.

2, rue Claude-Bernard, 21000 Dijon.

### Remerciements

— M. Guy Roger et sa fille, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Alain, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Roger, très sensibles aux nombreux témoignages de sympathie et d'amitié reçus lors du décès de

Claude ROGER,

remercient très sincèrement tous ceux qui se sont associés à leur peine.

### Anniversaires

— Pour l'anniversaire de la mort de

M<sup>me</sup> veuve René BÉROARD,

née Jeanne de Thomassin de Monthel,

une pensée ou une prière est demandée par

Sa fille, M<sup>me</sup> Galliot,

née Hélène Béroard.

— Benoît CAMAU

aurait aujourd'hui vingt ans.

Il est né le 2 novembre 1969.

Il nous a quittés le 24 juillet 1982.

— (B.H.).

En souvenir de l'affection, de l'amitié et de la fidélité de

Engèle Yonda MOATTI (z.l.),

ingénieur des Mines,

décédé il y a douze ans.

Tous ceux qui l'ont connu et aimé s'unissent par la pensée à M<sup>me</sup> Y. Tobji et G. Azoulay, et à ses frères et sœurs de Paris, Toulouse et Jérusalem, qui associent au souvenir de leur frère Jean et de leurs parents David et Rose Moatti (z.l.) de Milana.

## PARIS EN VISITES

### JEUDI 2 NOVEMBRE

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 18 heures, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Lamoignon).

« Le Louvre, de la crypte archéologique à la Pyramide », 11 heures et 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat (M. Polony).

« L'Hôtel des abbés de Cluny », 12 h 30, 8, place Paul-Painlevé (Musée de Cluny).

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de la Belle-Chapelle, sous le rhinocéros (Arts et costumes).

« Le nouvel Opéra, sa salle de spectacles, son quartier », 14 h 15, place de la Bastille, devant le Tour d'Argent (M.-C. Lottier).

« Le Marais, de Sully au palais Soubise », 14 h 30, 82, rue Saint-Antoine (Sauvegarde du Patrimoine).

« La Conclavie restaurée », 14 h 30, 1, rue de l'Horloge (E. Roman).

« Des Bains-Chaumont au bassin de La Villette », 14 h 30, métro Sain-Paul (Réouverture du Parc).

« La Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles, boulevard du Palais (C. Marle).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Sain-Paul (Réouverture du Parc).

« L'Hôtel de Launay », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).

« Toute l'île Saint-Louis », 14 h 45, métro Pont-Marie (M. Basseoff).

« Traité d'influence, maudits de laque et goût extrême-oriental, d'après-midi et d'histoire », 15 heures, entrée de l'exposition, 58, rue de Richelieu (L'Art pour tous).

« Exposition : bijoux Cartier », 15 heures, hall du Petit Palais (M. Heger).

« George Sand, Chopin et leurs amis dans la Nouvelle Athènes », 15 heures, 16, rue Chaplat (D. Bouchard).

« La Sorbonne, Histoire de l'Université et du Quartier latin », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

## MONUMENTS HISTORIQUES

« Le siège du Parti Communiste, chef-d'œuvre d'O. Niemeyer », 14 h 30, métro Colonne-Robert.

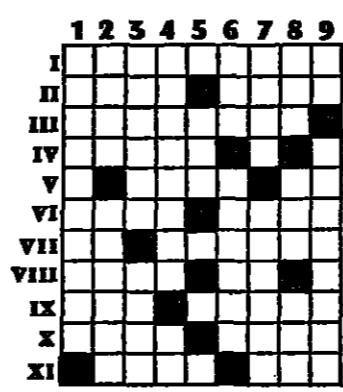
« La Sainte-Chapelle du roi Saint-Louis, trésor de l'art gothique », 14 h 30, à l'entrée, par le Palais de justice (pour les jeunes).

## CONFÉRENCES

Auditorium du Musée du Louvre, 18 h 30 : « L'Europe maniriste, voyages, échanges, circulation des gravures », par J. Thion (Manière et manirisme).

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 5122



vent remplir des poches. L'Alsace et la Lorraine.

### VERTICALEMENT

1. Grande, c'était tout le milieu. — 2. Passé à l'huile. Se déplace plus facilement que le phoque. — 3. Qui ont donc un emploi. S'occupe des affaires des autres. — 4. Des bruits qui courent. Berceau pour des princesses. — 5. Fétide, chez le pharmacien. — 6. Comme un frère qui assure le service. Emplacement pour le bide. — 7. Etre à l'ouvrage. Produit de fermentation. — 8. Pas innocent. Soustrait. Ila. — 9. Apparu. Travail à la corde.

Solution du problème n° 5121

### Horizontalement

I. Pressing. — II. Haleine. — III. Osa. Geôle. — IV. Tennis. An. — V. Ou. Us. Am. — VI. Gré. Bombe. — VII. Emoi. — VIII. Arôme. Une. — IX. Pelé. Prêt. — X. Hie. io. Ré. — XI. Ensiliera.

### Verticalement

1. Photographe. — 2. Raseur. Rein. — 3. Elan. Ecoles. — 4. Se. Nu. Ma. — 5. Sigisbée. II. — 6. Inès. Om. Poe. — 7. Néo. Amour. — 8. Lambinera. — 9. Génie. Etés.

GUY BROUTY

## Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile « Les Rédacteurs de Monde »
- Société anonyme des Indes du Monde, Le Monde-Entreprises.
- MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beauvillier, fondateur.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les interruptions et la date du Monde au (1) 45-55-91-82.

**Le Monde**

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

**Le Monde**

PUBLICITÉ

3, rue de Montmorency, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Tél. MONDUPUB 286 136 F

**ABONNEMENTS**

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

**ABONNEMENTS**

RP 587 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-96-72

Tarif	FRANCE	ÉTRANGER	SUÈDE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	384 F	780 F
6 mois	720 F	762 F	727 F	1 480 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 380 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements, tél : 03-04-05-21 (numéro vert)

Changement d'adresse : nous devons être avisés à l'avance par lettre recommandée, avec le numéro de votre règlement, pour éviter tout retard de livraison.

PORT PAYÉ : PARIS RP

5021111111



## ILE-DE-FRANCE

Une nouvelle façon de voir la rue

# Les peintres redonnent la parole aux murs de la capitale

Un faucon rue Quincampoix, une gondole près du canal Saint-Martin, une mer lunaire boulevard de Ménilmontant... Les peintres sont de plus en plus souvent invités à redonner couleur et vie aux murs aveugles de la capitale. Ils invitent le passant à voir sa ville avec un autre œil.

Avant tout, le mur peint est le résultat d'une nouvelle perception, plus riche, de la ville. Avant d'être le règne exclusif des monuments, dignes et historiques, pris en charge par une administration, et de la voirie, également avec son administration. Progressivement, on prend conscience que c'est entre ces deux espaces que vivent les Parisiens. Là où les immeubles sont banals, les espaces vides pas très verts, les vides abandonnés aux détritus et où les murs pignons rappellent qu'il fut une époque où l'on avait oublié les vertus de l'alignement.

C'est alors que, durant les années 70, apparaît la notion d'espace public, espace pris en charge à Paris par la direction de l'aménagement urbain. Dans cet espace public, les murs pignons qui sont de véritables plaques dans le tissu urbain lorsque sont mis à nu des bâtiments qui n'auraient jamais dû être visibles.

### Art politique

En 1971 apparaît l'un des premiers murs peints, en plein cœur de Paris, à l'angle des rues Quincampoix et Anbray-le-Boucher. Car pour une fois l'art a précédé le public : depuis 1943 et une loi limitant la surface publicitaire peinte, c'est la fin des célèbres Dubo, Dubon, Dubonet et l'avène-

plan programme pour l'Est parisien en 1983) et font partie du patrimoine de la ville. Le choix de l'emplacement est assez subjectif. « Je fais une tournée des murs que j'ai repérés ou qu'on m'a signalés », raconte Sylvie Pissant, ingénieur chargé des murs peints à la direction de l'aménagement urbain (DAU). Le nombre de personnes qui le verront n'est pas un critère. Un mur peint est fait pour ceux qui passent tous les jours. Il ne s'agit pas de travailler dans la ville en général, mais à l'échelle d'un quartier, d'un îlot. « Et c'est ainsi qu'un mur peint extrêmement raffiné de Philippe Rebuffet est situé dans une ruelle enclavée, rue Nicolas-Apert.

« Quant au choix des artistes, il est fait par concours. Chaque année, la mairie organise une consultation pour quatre ou cinq murs entre trois ou quatre peintres peu connus. Chaque projet est payé. Pour les artistes connus, la commande leur est passée directement, sans concours.

Et c'est ainsi que, par une volonté politique, un art politique, au sens d'art de la ville, refait son apparition après une longue éclipse. Car, comme Ernest Pignon-Ernest a pu le dire, « l'art mural n'est pas un genre mineur. Le marché de l'art le considère sans doute comme tel, mais si la peinture sur chevalet a pris, depuis un siècle, cette ampleur hégémonique, ce n'est, après tout, qu'un petit moment de l'histoire ». La vie d'une peinture murale est indissociable de celle de son support. Que peut faire un marchand de cela ? Plusieurs ont déjà disparu, on ont été remplacés. Le pignon des Halles a été recouvert par un autre bâtiment ; un mur de Yehiel Rabbinowitz, rue Amelot, a été blanchi ; l'escalier de Fabio Rieti, rue de Turbigo, au pied duquel jouait Yehudi Menuhin, est en cours de remplacement.

Mais c'est justement ce que ne veulent pas la plupart des artistes. La rue n'est pas un substitut du musée, et il n'est pas question de faire descendre l'art dans la rue, avec ce que cela comporte de paternalisme et de volonté pédagogique. Le public de la rue est aussi adulte que celui des musées. Et ce n'est pas pour augmenter le nombre de visiteurs dans les musées que la mairie de Paris finance les murs peints.

### Une échelle plus vraie que nature

S'agit-il alors d'une nouvelle culture urbaine ? Peut-être. Dans les peintures les plus réussies existe un évident souci de rappeler, détourner ou magnifier l'esprit de

ble. Je veux qu'on la regarde pendant un certain temps. » Rue Saint-Fargeau, cet objectif est pleinement atteint. Sur un mur de caserne de pompiers, Philippe Rebuffet a créé un trompe-l'œil très sophistiqué au nouvel angle aigu du bâtiment et une nouvelle rue. « J'ai voulu magnifier la caserne en créant une fausse ficelle, tout en illustrant sa fonction », explique-t-il. Si bien qu'à l'aide de documents d'époque il a fait venir dans sa rue des pompiers et une grande échelle contemporains de la caserne. Et tout en haut du mur est perché un malheureux chat, que les pompiers vont chercher... « J'ai joué avec les dimensions. Le trompe-l'œil pour le bâtiment, deux dimensions pour les pompiers, trois pour le chat. Je veux créer la surprise, l'émerveillement, pas l'agression. »



PHILIPPE REBUFFET

Tout comme la pornographie, la violence est proscrite sur les murs de la capitale, ainsi le vent la mairie, mais aussi le respect que l'on doit aux passants. Un mur peint n'est pas une affiche de cinéma. De même, les messages sont rares, ou discrets. Rue des Malmaisons, dans le treizième arrondissement, la peinture rappelle le caractère multiracial du quartier. Rue de Belleville, Ben a installé à demeure des ouvriers, qui eux-mêmes installent un grand panneau, support du message. Aujourd'hui, on y lit : « Il n'y a pas d'art sans liberté. » Hier, c'était : « Tout le monde peut avoir des idées. » Demain, on pourra en lire un autre.

### Un platane, c'est beau

Le mur est souvent un prétexte au rêve, à l'utopie. Les limites de la ville sont oubliées. Boulevard de Ménilmontant, Irène Dedicova a imaginé un paysage lunaire, légèrement inquiétant. Rue Daubigny, Berlin et Sanabria ont rappelé, avec leur ville imaginaire aux couleurs un peu criardes, six projets non réalisés d'architecture moderne. Rue Jenner, un papillon révé par Aillaud invite à prendre une route pastel.

A l'autre bout, la source d'inspiration peut être tout à fait banale. Un arbre par exemple. Mais les résultats sont totalement dissemblables. L'arbre de Gorse, rue de Bretagne, fait triste figure. Ses formes massives soulignées par des couleurs sans nuances ont rongées par la lierre. Il est voué à disparaître. Par contre l'ombre de l'arbre de Zank, boulevard de Strasbourg, monochrome et discret, rappelle qu'un platane à Paris, c'est beau.

MARTINE KIS

\* Une liste des murs peints de Paris est disponible à la direction de l'aménagement urbain, 17, boulevard Mortand, 75004 Paris. Tél. : 43-76-30-19.



IRÈNE DEDICOVA

ment de l'affiche. Et c'est seulement avec l'épanouissement du mur peint dans la ville que les règlements changent et que les publicitaires s'intéressent à ce support.

En 1979, le pignon des Halles de Fabio Rieti intrigue, amuse et, surtout, popularise ce genre d'intervention. Mais c'est seulement à partir de 1986 que le mur peint peut vraiment s'épanouir, avec un crédit propre de 5 millions de francs. De plus, depuis deux ans, les sociétés d'économie mixte chargées de l'aménagement des ZAC sont tenues au moins de nettoyer les murs pignons qui apparaissent au cours des travaux, au mieux de financer une peinture murale. Tout comme on débaise les gravats après un chantier, on ne laisse plus de mur sale derrière soi !

Il y a le long des rues de Paris 1 600 murs pignons et aveugles. Les murs peints financés par la ville sont essentiellement situés à l'est (depuis l'établissement du

Malgré le caractère éphémère de ces créations, de nombreux artistes sont attirés par cette forme d'art. « Je trouve très gratifiant d'exister dans la ville, que mes œuvres soient appropriées par les gens, qu'elles fassent partie du décor », confie Philippe Rebuffet. Peut-on pour autant parler d'une « école », d'un « style » ? mur peint ? Heureusement non. Chacun y vient avec ses tendances propres.

Certains viennent de la peinture sur chevalet et ne peuvent pas la dépasser. Villegé, spécialiste des affiches lacérées, profite d'un mur rue Baudricourt pour agrandir ses dimensions habituelles, sans trop se préoccuper du contexte. Ko-Lin s'affranchit totalement du support puisque sa peinture, totalement abstraite, figure sur une toile tendue par un cadre en métal. Il ne reste plus qu'à s'asseoir dans le petit espace aménagé plus bas, rue de Richemont, et à la regarder comme dans un musée de plein air.

Philippe Rebuffet, qui ne veut travailler que dans la ville, cherche à surprendre : « Je travaille pour faire l'image la plus riche possi-

Béton contre vieilles pierres

## Versailles, ville fragile

M. André Damien, le maire de Versailles, part en guerre contre les projets immobiliers qui insidieusement défigurent la cité royale. A la guerre comme à la guerre, en marge des armes juridiques qui sont à sa disposition, il use parfois de « moyens illégaux », selon ses propres termes, pour convaincre les propriétaires d'immeubles de préserver le charme de leur ville.

Le cadre juridique de cette lutte entre béton et vieilles pierres est la mise en révision du plan d'occupation des sols (POS). Le document actuellement en vigueur, qui date de 1981, complète le plan de sauvegarde, beaucoup plus contraignant, qui met hors d'atteinte des démolisseurs le cœur historique de la ville, les quartiers Saint-Louis et Notre-Dame.

### Un « pavillon » de quarante-quatre pièces

Lors de son adoption, le POS pouvait sembler suffisant pour préserver l'identité des vieux quartiers éloignés du château. Mais l'état de délabrement et d'inconfort des vieux immeubles a souvent justifié, de la part des promoteurs, un contournement habile des règles du plan. Examinés un par un, les projets sont séduisants, mais, mis bout à bout, ils ont déjà dénaturé certaines avenues et placettes caractéristiques de la cosse mais sobre architecture versaillaise. Le boulevard du Roi s'est banalisé, la Petite Place a perdu son âme, et les demandes de permis de démolir s'accumulent à la mairie. La montée en flèche des prix au mètre carré construit, conjuguée à l'interdiction des immeubles collectifs, a, par exemple, abouti à un projet de « pavillon individuel » de quarante-quatre pièces, posé sur une bande de terrain étroite en façade, mais très profonde... Il s'agissait en réalité d'un immeuble collectif horizontal déguisé, qui aurait épuisé jusqu'au dernier centimètre carré les possibilités que donnait le coefficient d'occupation des sols.

Cet exemple en dit long sur la précarité des petits hôtels particuliers et des jardins intérieurs de la ville. « Je ne me fais plus avoir par les promoteurs, leurs poutres apparentes et leurs pastiches pré-

tentieux », dit en souriant M. André Damien, auteur de nombreux ouvrages sur l'architecture de Versailles et membre de la Commission nationale des secteurs sauvegardés.

Sans attendre la révision du POS, destinée à freiner la voracité des promoteurs en rendant les démolitions moins rentables que les réhabilitations, M. André Damien a déjà sauvé plusieurs vieilles maisons de la disparition. « Dernière le juridique, il existe une appréciation esthétique », explique-t-il. C'est là que l'usage de son baratin et de sa connaissance de l'architecture, au risque de tomber dans l'arbitraire, je le reconnais.

Déçu par le projet de restauration de l'auberge de la Boule d'or, M. André Damien a fait comprendre au nouveau propriétaire que la mairie ne délivrerait les permis requis qu'en échange d'un « sauvetage intelligent ». Et il a obtenu gain de cause en évitant un conflit juridique dans lequel, en tant que conseiller d'Etat, il aurait été à son aise.

### Saccage rampant

Sans ambages, M. André Damien annonce qu'il jouera de tous ses atouts pour arrêter le « saccage architectural rampant » dans l'attente de l'adoption du nouveau POS, qui sera effectif dans deux ans, et qui sera, sans nul doute, « attaqué par ceux qui avaient calculé leur profit sur les anciens textes. »

Par avance, le maire leur répond que Versailles n'est pas Pompéi, mais qu'elle ne sera pas non plus une ville de banlieue défigurée par le béton. « Message semble-t-il reçu, car depuis quelques mois les promoteurs se sont faits beaucoup plus discrets. »

PASCALE SAUVAGE

A Bonneuil-sur-Marne

## Le premier hypermarché pour bricoleurs de quatre-roues

Ça devait arriver. Après les bricoleurs, les automobilistes ont aujourd'hui leur hypermarché. Le premier en France, du nom d'Eldorado, spécialisé dans la vente de pièces de rechange et d'accessoires, a ouvert ses portes à Bonneuil-sur-Marne, dans le Val-de-Marne.

Uniquement consacré aux quatre-roues, il propose sur 3 000 mètres carrés vingt mille produits référencés en libre service (98 % du matériel utilisé en France, dit-on) dans quatre-vingt-six rayons. Le bricoleur du dimanche comme le fana des belles caisses va devoir ici changer ses habitudes d'achat, ne pas hésiter à venir chercher des amortisseurs ou même un moteur, puisque les plus courants sont disponibles, avec un caduc.

Tous les articles en vente peuvent être posés par un centre de montage et d'intervention attenant, disposant d'une dizaine de postes sur plus de 1 000 mètres carrés. Mais il ne s'agit pas d'un garage, pas question de venir là pour un drôle de bruit dans le moteur ou du mou dans l'embrayage.

Une boutique de 300 mètres carrés consacrée aux livres, aux modèles réduits, aux accessoires de collection, etc., une Cadillac suspendue au plafond, une vieille pompe à essence Texaco, sont là pour rappeler que la bagnole n'est pas encore une marchandise tout à fait comme les autres.

FRANCIS GOUGE



## ÉCONOMIE

## Le marché des chrysanthèmes : 1,3 milliard de francs de dépenses en une journée

Comme il y a le temps du muguet ou celui des cerises, voici revenu le temps des chrysanthèmes. A grosses têtes ou petites fleurs, alvéolés ou « pompon », *Matriarca japonica maxima* ou marguerite des prés, ils reviennent, comme chaque année, fleurir les tombes des disparus.

Pour les marchands de la fleur d'or (le chrysanthème tire son nom du grec *kyros*, or et *anthemon*, fleur), le marché des cimetières procure traditionnellement une forte activité. Les Français dépensent en cette période quelque 1,3 milliard de francs, déposent environ 34 millions de pots, dont 21 millions pour les seuls chrysanthèmes.

La fête des morts représente ainsi à elle seule le quart des ventes annuelles, de l'ordre de 4 milliards de francs. Au total, ce sont 11,3 millions de ménages, soit 54 % des foyers qui sacrifient régulièrement à ce rite. Il s'agit, à 70 %, de personnes âgées de plus de quarante-cinq ans, et, pour l'essentiel, des retraités, des agriculteurs et des ouvriers. Certaines régions, comme le Nord-Pas-de-Calais, sont très attachées à cet hommage, pendant que d'autres — l'agglomération parisienne en particulier — sont plus versatiles.

Si les jeunes déposent des bouquets sur les tombes, ils manifestent une préférence pour les bruyères, à connotation moins mortuaire, à la rigueur pour le chrysanthème à petites fleurs, perçu comme une plante d'automne. Non sans humour, la profession, regroupée au sein de la FNHP (Fédération nationale des producteurs de l'horticulture et des pépinières), tente de donner une image moins sombre à la fleur « aux mille visages ». « Magnifique parure d'arrière-saison, les nombreuses espèces et variétés répondent à notre souci, que les jours se font plus courts et que les plantes estivales fatiguées sollicitent un repos mérité », lit-on dans un document de la société horticole d'Orléans et du Loiret, pour qui le chrysanthème est une plante « à acheter... pour soi, et même à offrir ».

Le destin de cette fleur rapportée du Japon par un capitaine français, négociant marseillais, Pierre-Louis Blancart, en 1789, est sans conteste singulier. Avant d'éclorre dans les cimetières, le chrysanthème a figuré au douzième siècle sur les armoiries du Japon, l'ordre du Chrysanthème étant réservé au seul empereur. Les temps ont bien changé puisque, à présent, les grandes surfaces sont de loin les premiers lieux d'exposition massive — et de vente — de la « gloire de l'automne ».

avec 27 % du marché. Viennent ensuite les fleuristes en boutique et les horticulteurs maraichers, puis, bien après, les marchands installés aux portes des cimetières et les marbriers.

Activité méconnue en France, l'horticulture comptait en 1988, 14 000 entreprises employant 86 000 salariés, surtout concentrés dans les trois grands bassins de production : le Midi méditerranéen, spécialisé dans le fleur coupée, le Val-de-Loire et la région parisienne, versés dans les pépinières d'élevage. L'horticulture ornementale, qui occupait l'an passé 22 440 hectares (dont 2 225 couverts), a produit en fleurs, plantes et plants de pépinières pour une valeur totale de 8,8 milliards de francs. Seule pierre, mais de taille, dans le jardin des fleuristes : le commerce extérieur ne cesse de se dégrader.

Le déficit « fleurs » français s'élevait en 1988 à 2,95 milliards de francs, contre 808 millions en 1980. Si l'Hexagone reste le premier fournisseur de la RFA et le premier client des Pays-Bas, il subit surtout la concurrence des pays tiers à la Communauté. On a ainsi vu ces derniers temps les consommateurs français succomber aux épines des roses du Maroc, aux coquelicots et aux chrysanthèmes de Colombie.

ERIC FOTTORINO

## SOCIAL

## Le renouvellement de la convention médicale

## M. Evvin tente une mission de conciliation entre médecins et caisses d'assurance-maladie

Après le renvoi sine die des négociations pour le renouvellement de la convention médicale, M. Claude Evvin, ministre de la solidarité, se trouve en première ligne. A partir du vendredi 3 novembre, il doit recevoir les représentants des trois caisses d'assurance-maladie (celle des salariés et agriculteurs) ainsi que ceux des trois syndicats médicaux (CSMF, MCF, FCF). M. Evvin aura la mission difficile de trouver un terrain d'entente avant le 30 novembre.

D'ores et déjà, le ministre cherche à leur faire accepter la hausse de leur tarif en fonction de leur nombre (15 F par médecin) et la hausse de 17 % du tarif conventionnel, non revalorisé il est vrai

depuis deux ans), que le ministère de l'économie est d'ailleurs loin de cautionner. Il est en revanche disposé à étudier toutes les solutions techniques permettant d'établir un équilibre entre le secteur 1 (à honoraires conventionnels) et le secteur 2 (à honoraires libres).

Toutefois, aucune des différentes solutions envisagées jusqu'à présent n'a permis de dégager un consensus, et la formule mise en avant par certains experts du gouvernement (contraindre les médecins du secteur 2 à modifier leur tarif en fonction de leur nombre) est jugée « ingérable » par les caisses d'assurance-maladie.

M. Evvin a tout de même deux atouts dans son jeu. D'une part, il

reconnait les protagonistes séparément, ce qui pourrait favoriser la conciliation des positions des uns et des autres. D'autre part, les différents acteurs insistent beaucoup pour que soit démantivée la suspension des négociations. M. Jacques Beaupère, président de la CSMF, regrette ainsi que se soit produit « un accident de parcours » et se déclare persuadé que la CNAMTS « ne veut pas de rupture ».

Il est vrai que syndicats médicaux, assurance-maladie ou gouvernement, personne n'a vraiment intérêt à ce que l'on ne parvienne pas à un accord.

J.-M. N.

## Compromis pour le versement des allocations familiales aux salariés étrangers de la CEE

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Quelles prestations familiales le pays d'emploi doit-il verser à la famille d'un salarié de la CEE résidant dans le pays d'origine ? En trouvant enfin, le 30 octobre, une formule de compromis, les ministres des affaires sociales des Douze ont mis fin à un imbroglio politico-juridique qui durait depuis des années. Selon cet accord, les allocations à payer seront celles du pays de travail et non celles du pays de

résidence, mais la règle comporte un certain nombre d'exceptions.

Cette controverse était connue sous le vocable d'« affaire Pina », du nom d'un ouvrier italien travaillant en France mais dont la famille était restée dans la Péninsule. En 1986, la Cour européenne de justice avait invalidé un règlement communautaire de 1971 qui autorisait la France, par dérogation à la règle générale, à verser, dans cette situation, les allocations familiales calculées selon les règles du pays de résidence.

L'accord auquel sont parvenus les ministres pose comme principe gé-

ral l'obligation d'assurer à la famille les prestations du pays d'emploi, mais prévoit, Etat membre par Etat membre, un nombre limité d'exceptions. L'idée est qu'il n'y a pas de raison que les familles des salariés n'aient pas immigré bénéficiant des allocations versées par le pays d'emploi dans un but clairement démographique. Dans le cas de la France, les exceptions concernent l'allocation de logement, l'allocation parentale d'éducation et l'allocation d'enfant à domicile.

P.H.L.

## INDUSTRIE

## La diversification du groupe d'Etat

## Orkem détient déjà virtuellement le contrôle de la firme britannique Coates

La firme britannique Coates, troisième fabricant mondial d'encres et de vernis (3,4 milliards de francs de chiffre d'affaires et 340 millions de francs de bénéfice imposable), vient d'accepter l'OPA amicale lancée sur son capital par le groupe d'Etat français Orkem (le Monde du 27 octobre), son actionnaire à 40,6 %, pour un montant global de 301 millions de livres (2,98 milliards de francs). Compte tenu de sa participation, Orkem ne devra déboursier que 1,77 milliard de francs.

L'opération semble d'autant mieux engagée que les actionnaires minoritaires de Coates, essentiellement des membres de la famille, se sont déclarés, de façon irrévocable, prêts à revendre leurs actions à la firme française, qui se trouve ainsi virtuellement détenir le contrôle de l'affaire à 53,2 %.

## Un financement sans problème

La direction d'Orkem a d'ores et déjà fait savoir qu'une fois l'OPA bouclée, des actifs seraient apportés à Coates. Lesquels ? Il pourrait bien s'agir d'intérêts provenant de Bostik, le fabricant américain d'adhésifs, en voie d'être repris à Black & Decker pour 345 millions de dollars (2,17 milliards de francs). Chez Orkem, on précise en outre que, ultérieurement, le capital de Coates sera élargi soit par placement privé, soit, plus sûrement, par augmentation de capital pour reconstruire un actionariat minoritaire.

Effectués dans le cadre de la diversification dans les spécialités chimiques, ces rachats d'entreprises, pour un montant global de 3,94 milliards de francs, ne devraient pas poser de problèmes de financement à Orkem. Sans endettement et désormais bien redressé, le groupe d'Etat dispose d'une dizaine de milliards de francs de fonds propres et de lignes de crédit inutilisées.

A. D.

Le prix du timbre devrait être augmenté. — Le prix du timbre-poste, actuellement de 2,20 F pour les lettres de moins de 20 grammes, n'a pas augmenté depuis le mois d'août 1985. A la suite d'informations de presse sur une prochaine hausse, le ministère des PTT a démenti qu'une date et qu'un montant aient été arrêtés, tout en recommandant qu'une augmentation serait « logique ».

## Jaguar à l'encan

Suite de la première page

Ce n'est pas un simple fabricant d'automobiles, mais tout le chic de la vieille Angleterre, avec ses fauteuils en cuir pleine peau et sa marquetterie de noyer, que la firme de Detroit espère acheter.

Pour le deuxième constructeur américain, la reprise de Jaguar a pris une importance vitale après l'échec de sa tentative de rachat d'Alfa Romeo en 1986 et de ses négociations avortées avec SAAB il y a quelques jours. Ford a désespérément besoin d'une marque européenne à vocation luxueuse pour compléter les Lincoln et les Mercury de son haut de gamme. La société avait pensé trouver la solution en important aux Etats-Unis des Ford Scorpio fabriquées en Allemagne fédérale, mais l'expérience vient d'être interrompue après un échec commercial.

Les contacts discrets pris par Ford avec Jaguar il y a quelques mois n'ont rien donné. Selon Jaguar, la société américaine avait des intentions hégémoniques inacceptables. Apparemment, elle n'a pas su jouer avec la susceptibilité

du président, Sir John Egan, qui a totalement identifié son destin à celui de Jaguar. Au temps des vaches maigres, Sir John avait par exemple refusé de changer la moquette trouée de son bureau tant que la firme ne serait pas redevenue bénéficiaire.

C'était l'époque où Jaguar perdait 10 millions de francs par semaine et où les gens pleuraient en affirmant qu'il fallait toujours acheter les Jaguar par deux, compte tenu de leur fâcheuse tendance à passer la moitié de leur temps au garage.

Maintenant, Jaguar a besoin d'argent pour développer de nouveaux modèles et implanter un réseau de distribution digne de ce nom aux Etats-Unis, où sont réalisées 40 % des ventes, mais Sir John n'est pas prêt à lâcher les rênes — d'où sa préférence pour une solution General Motors. Avant la suppression de l'action spécifique, qui interdisait les prises de participation supérieures à 15 %, les deux sociétés s'apprêtaient à annoncer un plan de collaboration, qui aurait conduit à une injection de fonds et

de technologie dans Jaguar et à une prise de participation minoritaire de General Motors, tout en laissant le centre de décision effectif à Coventry.

Il reste maintenant à savoir si General Motors est prêt à faire une OPA concurrente à celle que ne va pas manquer de lancer Ford à partir des 13,2 % du capital qu'il détient déjà. Le dernier préalable — l'approbation par 75 % des actionnaires de Jaguar de la suppression de l'action spécifique — est considéré comme une formalité par les analystes. Depuis le début de la fièvre spéculative, l'essentiel du capital flottant a en effet été acquis par des arbitragistes, qui feront tout pour provoquer une belle levée boursière.

Le duel entre Ford et General Motors pour le contrôle de Hughes Aircraft, date d'il y a quatre ans. Ford paraissait sur le point de gagner lorsque General Motors fit une contre-offre victorieuse de 5,2 milliards de dollars. Cette fois, le bras de fer pourrait être perturbé par l'introduction d'un autre géant, l'Allemand Daimler-Benz, qui a indiqué dimanche qu'il suivrait la situation avec intérêt et envisagerait éventuellement de coopérer avec Jaguar au prix d'une participation minoritaire.

## REPÈRES

ACTIVITÉ  
Progression modérée de l'indice composite américain

L'indice composite des principaux indicateurs de l'économie américaine, censé préfigurer la conjoncture à court terme, a progressé de 0,2 % en septembre, après une hausse révisée de 0,5 % en août. Seules quelques composantes de l'indice, comme la confiance des investisseurs ou la hausse des indices boursiers (ils avaient fortement progressé en septembre, avant le mini-crash du 13 octobre), se sont inscrites en hausse, alors que les indicateurs de production sont orientés à la baisse.

FISCALITÉ  
Suppression prochaine de l'impôt de Bourse en RFA

Le ministre de l'économie de la RFA, M. Helmut Haussmann, a annoncé, le mardi 31 octobre, que le gouvernement souhaitait abolir la taxe sur les transactions boursières au 1<sup>er</sup> janvier 1991. Selon M. Haussmann, cette décision a été accélérée en raison du mini-crash boursier européen du

16 octobre, qui a affecté la place de Francfort davantage que ses concurrentes. Elle devrait permettre, selon lui, de renforcer le rôle de la RFA comme centre financier.

L'impôt de Bourse, qui a rapporté 2 milliards de francs environ à l'Etat fédéral l'an dernier, représente 0,25 % du montant des transactions boursières, soit environ la moitié des frais relatifs à un ordre. Critiqué depuis longtemps par les intervenants financiers, il devait être supprimé en 1983 seulement.

SALAIRE MINIMUM  
Première hausse en dix ans aux Etats-Unis

Le salaire horaire minimum, instauré il y a cinquante ans aux Etats-Unis, n'a pas bougé depuis dix ans. Après un laborieux compromis obtenu mardi 31 octobre, entre la Maison Blanche et le Congrès, il passera en avril de 3,35 à 3,80 dollars de l'heure en avril 1990. Un nouveau réajustement aura lieu à 4,25 dollars en 1991. Un sous-salaire minimum a également été instauré pour les stagiaires, car il atteindra 85 % du salaire minimum pendant six mois.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN  
M. Major opposé à une intégration rapide de la livre

Le nouveau chancelier de l'Echiquier, M. John Major, a adopté, dans son premier discours, après sa nomination du mardi 31 octobre à la Chambre des communes, la même ligne que M<sup>me</sup> Margaret Thatcher, en affirmant que l'intégration de la livre au système monétaire européen ne pourrait être réalisée que lorsque « des progrès réels en vue de la réalisation du marché unique » auraient été faits. M. Major a promis de poursuivre la politique économique de son prédécesseur M. Nigel Lawson, en plaçant la lutte contre l'inflation en tête de ses priorités, ce qui indique que des taux d'intérêt élevés devraient être maintenus.

Intervenant au cours du débat parlementaire, M. Lawson, qui a annoncé sa démission la 28 octobre, principalement en raison de la controverse au sujet du SME, a pour sa part estimé que l'intégration de la livre devrait se faire « le plus tôt et non le plus tard possible » et a blâmé M<sup>me</sup> Thatcher pour ne pas l'avoir soutenu dans ses prises de position.

## EN BREF

Lock-out aux Chantiers de l'Atlantique. — La direction des Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire a décidé, le mardi 31 octobre, de faire cesser l'activité sur le paquebot en construction *Nordic-Enterprise* à partir de jeudi pour répondre aux actions des grévistes qu'elle juge « illégitimes ». En cours depuis la mi-septembre, le conflit avait été marqué, lundi et mardi, par de nouveaux débrayages tournaient à bord du bâtiment. Pour la direction, des actions comme les coupures de fluides « constituent des entraves à la liberté du travail et à la sécurité ». Le lock-out, qui concerne mille deux cents personnes environ, employés du chantier et sous-traitants (sur quatre mille cinq cents salariés) sera levé selon la direction « dès que seront remplies les conditions assurant la liberté du travail et la sécurité ».

Réaffectation des salariés chez Renault. — A l'issue d'une réunion le mardi 31 octobre avec les syndicats signataires de l'accord salarial 1989, la direction de la règle Renault a annoncé une augmentation des salaires de 0,5 % au 1<sup>er</sup> novembre, ce qui portera l'augmentation générale au niveau des salaires à 3 % pour l'année (au lieu des 2,5 % prévus). L'accord avait été signé par FO, la CFTC, la CFEC-CCG et la CSL et il prévoyait une clause de rendez-vous pour mesurer les éventuels écarts avec le glissement des prix. En ce qui concerne l'intéressement, le salaire, qui doit être versé le 24 novembre et calculé à partir des résultats de 1988, a été porté de 650 à 760 F au coefficient 100. La direction va aussi anticiper le versement de l'intéressement pour 1990 en versant une avance de 500 F le 15 décembre prochain.

Progrès électoral de la CFDT à EDF. — Aux élections des membres des conseils d'administration des Caisses d'action sociale d'EDF-GDF, qui ont eu lieu récemment, la CFDT a enregistré, avec 21,04 % des exprimés, la progression la plus forte (+ 1,98 point par rapport à 1986) depuis 1980. Sur 245 282 inscrits (actifs et retraités), 88,35 % (- 2 points par rapport à 1986) ont voté. La CGT reste majoritaire, avec 53,88 %, mais recule très légèrement de 0,27 point. FO, avec 14,79 %, perd 1,02 point, devant l'UNCM-CGC (6,53 %, - 0,39 %), la CFTC (3,77 %, - 0,29 %) et les listes d'entente (5,32 %, + 0,71 %). Au conseil d'administration de la Caisse centrale, la CGT devrait dépasser 10 sièges sur 18 (- 1), la CFDT, 4 (+ 1), FO, 3 et l'UNCM, 1.

Question fiscale 490 personnes. — Quotron Systems Inc., le numéro un de la distribution de cotations de valeurs mobilières aux Etats-Unis, a annoncé mardi 31 octobre la suppression de 400 emplois pour cause de baisse dans l'industrie du courtage. Depuis le lancement de Wall-Street en octobre 1987, les ventes de systèmes de distribution de cours ont fortement chuté. Quotron, filiale de Citicorp, emploie 2 500 personnes et distribue, sur un réseau de 100 000 micros ordinaires et dans vingt-trois pays, les cours des Bourses mondiales et les matières premières.

Le Monde  
PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-81-82, poste 4330

Le Monde  
PLANTU  
DES FOURMIS DANS  
LES JAMBES  
L'ALBUM 89  
224 PAGES 1200 DESSINS  
EN VENTE CHEZ VOTRE  
MARCHAND DE JOURNAUX

# ÉCONOMIE

## CONJONCTURE

### Hausse des prix de 0,2 % en septembre

Les prix de détail ont augmenté de 0,2 % en septembre, a confirmé l'INSEE, le mardi 31 octobre. La semaine précédente, l'Institut avait publié un indicateur provisoire, effectué sur la base d'un nombre réduit de relevés, dans les centres informatiques nationaux. En glissement sur un an (de septembre 1988 à septembre 1989), l'augmentation des prix de détail est de 3,4 %, un résultat identique à celui du mois d'août. L'écart d'inflation avec la RFA est réduit à 0,3 point

en septembre, contre 0,5 point en août.

Les prix alimentaires ont progressé de 0,6 % en septembre, principalement en raison de la hausse de la viande (+ 2 % pour le porc et la charcuterie). L'augmentation des prix des produits manufacturés a été modeste (+ 0,1 %), en partie grâce à la baisse de 28 % à 25 % intervenue sur la TVA appliquée aux automobiles.

## TRANSPORTS

### Les transitaires en douane bloquent ports et aéroports aux Antilles

FORT-DE-FRANCE  
de notre correspondant

Les transitaires et les commissionnaires en douane de Martinique, Guadeloupe et Guyane ont bloqué les ports de Fort-de-France, de Pointe-à-Pitre et de Cayenne, ainsi que les zones de fret des aéroports, le lundi 30 et le mardi 31 octobre. Le fret aérien ou maritime était normalement débarqué des navires et des avions, mais les destinataires ne pouvaient en prendre livraison.

Les transitaires réclament l'annulation d'une décision ministé-

rielle du 19 juillet dernier, qui facilite l'implantation outre-mer d'entreprises métropolitaines de transit.

Les professionnels locaux (17 en Martinique, 41 en Guadeloupe, pour des marchés comptant chacun moins de 340 000 personnes) estiment que leurs entreprises, toutes de petite taille, avec un maximum de 45 à 50 employés, ne pourront résister à la concurrence des grandes maisons françaises spécialisées si l'implantation de celles-ci est libérée.

E. M.

■ Aérospatiale vend dix-huit avions d'entraînement à l'Australie. — Aérospatiale a annoncé, le lundi 30 octobre, une commande de 4 millions de dollars australiens (19,7 millions de francs) pour la livraison de dix-huit avions d'entraînement à l'Australian Aviation College, qui forme les pilotes des compagnies australiennes, notamment de Qantas. Il s'agit de seize monomoteurs quadriplaces (dix T-28 et six T-28-20) et de deux Mudry Cap-10 biplace d'entraînement à la voltige commerciale par la filiale d'Aérospatiale en Australie. Les avions doivent être livrés entre décembre 1989 et décembre 1990. En outre, une option a été prise pour quatre T-28-10 et quatre T-28-20.

■ Gulf Air commande douze Airbus A-320. — Gulf Air, compagnie aérienne conjointement par Bahreïn, Oman, Qatar et les Émirats arabes unis, a commandé douze Airbus A-320 et pris des options sur six autres, a annoncé lundi 30 octobre le consortium européen Airbus Industrie. Les douze appareils commandés doivent être livrés entre le printemps 1992 et la fin de 1994. Ils sont destinés à des lignes régionales. Le choix des moteurs n'est pas encore arrêté. Le nombre d'A-320 commandés de façon ferme est ainsi porté à 527, pour vingt-six clients.

## FINANCES

### Le rapprochement entre le Crédit lyonnais et Thomson-CSF Finance

### La jubilation discrète de M. Jean-Yves Haberer

« Il a bouffé du lion », s'exclame un banquier et concurrent en apprenant l'accord que venait de passer M. Jean-Yves Haberer, PDG du Crédit lyonnais, avec M. Alain Gomez, PDG de Thomson-CSF, pour prendre le contrôle de la filiale financière du groupe industriel. Un analyste qui, auparavant, n'était guère tendre pour M. Haberer, le reconnaît : « un joli coup ! », ajoutant cyniquement : « La meilleure preuve en est la réaction indignée de la BNP, qui s'est fait doubler et s'estime lésée... ».

M. Haberer peut donc, à bon droit, éprouver une jubilation discrète, fort perceptible lors de la conférence de presse qu'il a tenue le mardi 31 octobre avec M. Gomez. Cette conférence constituait une véritable première. Sur l'éstrade, M. Jean-François Hélin, créateur et animateur de Thomson-CSF Finance, siégeait au milieu de la conférence, flanqué de ses deux présidents, l'ancien et le nouveau. C'était bien la première fois en effet qu'un « sorcier de l'arbitrage » se trouvait en vedette, signe des temps et témoignage tangible du prix que les deux présidents lui attachent. Car M. Hélin et son équipe font partie intégrante de l'accord, avec l'engagement de rester en place pour éviter la fuite des cerveaux qui a suivi fréquemment ces dernières années l'acquisition de maisons bancaires par des banques étrangères.

Le cœur de cette équipe ne dépasse guère quinze personnes, spécialistes de haute volée, avec un secret de fabrication soigneusement mis au point par M. Eric Blot-Lefèvre, numéro deux de l'équipe, à savoir la maîtrise complète de la chaîne de traitement des opérations financières sur le marché à terme de Paris (MATIF) et celui de Chicago.

Enregistrement des opérations, contrôle des positions,

sui-vent comptable et amélioration de l'outil informatique confié à la société Concept, la même qui avait organisé la salle des marchés du Crédit lyonnais, c'est le fameux « Back office » dont la sophistication a permis à la BATIF, principale filiale de Thomson-CSF Finance, de surveiller ses risques sur 65 milliards de francs de bilan et 130 milliards de francs hors bilan. De cette équipe de pointe, M. Haberer attend une forte synergie, l'échange des collaborateurs avec la centrale des marchés du Crédit lyonnais et un effet « fonds de commerce » important sur « une gamme de services que nous n'avions pas ».

#### Le Lyonnais dépasse la BNP

Quant à M. Hélin, à qui l'autonomie a été garantie, il compte sur cette association pour élargir son champ d'action et diffuser dans le réseau du Crédit lyonnais des produits comme « Time express », destiné aux entreprises pour la couverture de leur flux d'import-export en devises. Ajoutons-y l'expérience des opérations de compensation ou de troc qui aujourd'hui concernent plus de 50 % des contrats de Thomson-CSF contre 3 % il y a quelques années, expérience qui pourra, elle aussi, être diffusée dans le réseau de la banque, le premier d'Europe.

L'autre bonne affaire, c'est l'apport en trois ans, par Thomson-CSF Finance, de 13 milliards de francs de fonds propres et assimilés au Crédit lyonnais, les faisant passer de 35 milliards de francs à presque 50 milliards de francs. Il telonera ainsi le Crédit agricole riche de ses 52 milliards de francs (troisième rang mondial). Dans l'immédiat, le Crédit lyonnais va passer devant la BNP (35,5 milliards de francs) et la Société

générale (35,8 milliards). Du coup, l'image de M. Haberer, un peu brouillée lors de sa nomination il y a un an, s'améliore nettement à Paris comme à Londres, à Francfort comme à New-York.

Celui que la revue britannique *Euromoney* qualifiait, peu charitablement en janvier 1989, de « no man's land » (l'homme sans idées) parce que, au départ, il se voulait un « observateur silencieux », prend des initiatives majeures. M. Gomez, lorsqu'il commença à le sonder en février dernier, eut l'impression de trouver un homme qui avait « remarquablement vu ses problèmes, capable de réagir très vite ». Ses problèmes, on les connaît : un rattrapage des bénéfices du Crédit lyonnais, tombés à la traîne dans la première moitié des années 80 et qui, en 1988, n'a dégagé que 2 milliards de francs de profits, au lieu des 2,8 milliards prévus, contre 5 milliards de francs pour la Société générale et la BNP.

A l'heure actuelle, M. Haberer force les feux sur l'activité des marchés, politique déjà amorcée par son prédécesseur M. Jean-Maxime Lévesque, et sur la stratégie banque-industrie, prioritaire à ses yeux, bien davantage que le binôme banque-assurance. Sa capacité de réagir vite, il l'avait déjà démontrée en juin dernier, lorsqu'il avait sur-le-champs dit « banco » à M. Antoine Riboud, PDG de SNF, qui avait besoin de 17 milliards de francs pour payer comptant les filiales européennes du géant américain Nabisco. Maintenant, cet homme brillant, secret, très affecté par deux ans de mise à l'écart après son passage à la tête de Paribas de 1982 à 1986, va devoir transformer l'essai et tenir son pari, celui de doubler les bénéfices du Crédit lyonnais pour les porter à 4 ou 5 milliards de francs en 1992.

FRANÇOIS RENARD

## NEW-YORK, 31 oct. ↑

### La hausse s'accroît

Le mouvement de reprise amorcé en début de semaine s'est accéléré mardi à Wall Street, si bien même qu'à la clôture, l'indice des industrielles enregistrait une avance de 41,60 points (+ 1,59 %) à 2 645,08. Le bilan de la séance a été brillant. Sur 1 963 valeurs traitées, 1 120 ont monté, 436 ont baissé et 407 n'ont pas varié.

VALEURS	Cours du 30 oct.	Cours du 31 oct.
Alcoa	68 1/4	70
A.T.T.	43 5/8	44 1/4
Boeing	54 1/2	56 1/4
Chem. Manhattan Bank	36	36 1/2
Du Pont de Nemours	114 1/4	115
Eastman Kodak	43 1/8	43 1/2
Exxon	46 1/8	46
Ford	46 3/4	47 3/8
General Electric	54 1/8	55
General Motors	43 7/8	44 1/2
Goodyear	43 1/2	44 3/8
I.B.M.	99 1/8	100 1/4
J.T.T.	57 5/8	58 3/4
McCall Oil	56 7/8	55 3/4
Pfizer	66 1/8	67 5/8
Schmucker	41 5/8	42 5/8
Tyco	52 1/8	52 5/8
Unit. Corp. of America	174 1/2	175
United Carbide	24 1/2	24 5/8

## TOKYO, 1<sup>er</sup> nov. ↑

### Reprise

En clôture, l'indice Nikkei enregistrait une hausse légère de 14,99 points (+ 0,04 %) pour s'établir à 35 564,43.

VALEURS	Cours du 31 oct.	Cours du 1 <sup>er</sup> nov.
Asahi	1951	1951
Daikoku	1950	2 030
Fuyo	1790	1 820
Fuji	2 280	2 280
Honda Motor	1 870	1 870
Industrial Bank	2 320	2 350
Mitsubishi Heavy	1 120	1 130
Sanyo	8 550	8 550
Toyota Motor	2 670	2 680

## CHANGES

### Dollar : 6,25 F ↑

Le dollar s'inscrit en légère hausse mercredi 1<sup>er</sup> novembre en Europe, où le marché parisien était clos. La devise américaine s'échangeait à 6,25 F contre 6,2370 F la veille à la cotation officielle.

FRANCOFORT	31 oct.	1 <sup>er</sup> nov.
Dollar (en DM)	1,8385	1,8459
TOKYO	31 oct.	1 <sup>er</sup> nov.
Dollar (en yen)	142,35	143,86

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)  
Paris (1<sup>er</sup> nov.) ..... du  
New-York (31 oct.) ..... 67/81

## EUROPE 93

# Le budget communautaire à l'épreuve des fraudes

## II. — Chacun pour soi

Les fraudes au détriment de la CEE représentent, selon des estimations officielles, 10 % de son budget. Conséquence d'une réglementation trop complexe, le phénomène est inhérent au fonctionnement de la Communauté (le Monde du 1<sup>er</sup> novembre).

Les statistiques sont trompeuses. A Bruxelles plus qu'ailleurs, puisqu'elles ne sont que la compilation des données émanant de douze administrations différentes. Le premier coup d'œil jeté sur le tableau récapitulatif les fraudes commises en 1988 aux dépens du budget agricole de la CEE est révélateur : les cas en France de « Grèce », « Luxembourg » et « Portugal » sont vides ! Les citoyens de ces pays seraient-ils des modèles d'intégrité ? Le texte qui accompagne ce tableau remet les choses à leur place : « Sur la base d'une comparaison entre les communications des États membres, il y a lieu de supposer que certains d'entre eux ne communiquent pas la totalité des irrégularités. Il est également évident que, moins efficace est le système national de détection, moins important est le nombre d'irrégularités qui peuvent être communiquées ». L'inverse (plus un État signale de fraudes, meilleur est son système de détection) n'étant pas vérifié, il est évidemment impossible d'établir un « hit-parade » des membres de la Communauté les plus soucieux du budget commun.

A partir d'un certain montant, toute fraude détectée par un État doit être signalée à Bruxelles (en 1988, le montant total des fraudes communiquées atteignait 840 millions de francs, celui des sommes récupérées 2 millions de francs). La question est de savoir s'il est ou non dans l'intérêt de l'État de collaborer avec la Commission en lui signalant les fraudes qu'il décou-

vre : de l'avis général, s'il le fait, il se dérobe comme responsable et se trouve alors pénalisé du montant de la fraude détournée. « C'est faux », affirme M. Emile Meuniers, directeur de l'unité de coordination de la lutte antifraude (UCLAF), « je ne dis pas que la peur de devoir finalement payer ne joue pas, mais cette peur résulte d'une méconnaissance de la réalité, nous ne demandons pas de remboursement à l'État, sauf cas exceptionnel ».

Parmi les solutions envisagées pour motiver les administrations à la signification pour l'Etat qui détecte et signale une fraude de 10 % de son montant. Le conseil (l'ensemble des douze gouvernements) n'en est pas encore à. Selon lui, c'est aux États que revient la responsabilité des contrôles, et donc leur financement. Surtout, le pouvoir de pénaliser doit rester entre leurs mains. Or, selon M. Piet Dankert, parlementaire européen et ancien président du Parlement, « il y a une grande frustration dans les services de contrôle nationaux : les poursuites n'aboutissent pas parce qu'il y a trop d'intérêts en jeu. Ça ternit l'image de la firme et du pays, donc on n'en parle pas trop ».

#### Faibles sanctions

La réglementation communautaire ne prévoit que quelques sanctions à l'encontre des fraudeurs : retrait de l'agrément pour les transporteurs, perte de cautions, retrait de l'intervention pour la campagne suivante... rien de très dissuasif. Dès 1976, la Commission a demandé au conseil de modifier les traités afin d'adopter une réglementation commune sur la protection pénale des intérêts financiers des Communautés. Treize ans plus tard, la question est toujours à l'ordre du jour : la Commission ne

dispose d'aucun moyen d'agir dans les droits pénaux nationaux ; il lui est donc impossible d'être associée à la répression des fraudes.

Chacun des États sanctionnant comme il l'entend, il y a maintenant déplacement de la fraude vers les pays les moins répressifs. Une tendance qui risque de s'amplifier en 1993. « La suppression des frontières physiques, fiscales et techniques ne semble pas compatible avec la persistance des fron-

tières juridiques », note le SOCI (secrétariat général du comité interministériel de la cellule européenne de Matignon).

« Le monde change très rapidement, les fraudeurs s'y adaptent instantanément (...). remarque un haut fonctionnaire à Bruxelles, « il est clair que dans un tel contexte la lutte contre la fraude ne peut plus passer par des solutions nationales ». Dans cet ordre

d'idées, la Commission européenne s'est engagée à proposer au conseil, d'ici à la fin de l'année, un projet de code européen des douanes. Il est également question de créer, dans chaque État, un département spécialisé et autonome, qui se consacrerait exclusivement aux fraudes communautaires. Le Parlement européen, qui défend cette proposition, la préfère à celle de certains fonctionnaires européens pour lesquels la solution passe par

l'intervention de sociétés indépendantes.

Pourquoi les contrôles, dans le cadre des restitutions à l'exportation, ne seraient-ils pas réalisés par des sociétés privées, suggère M. Michel Jacquot, directeur du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) ? A l'heure où les douaniers européens s'inquiètent de leur sort, il est peu probable que cette proposition aboutisse. Les fonctionnaires européens eux-mêmes ne sont pas les bienvenus sur les territoires nationaux : « Nous avons une douane puissante, nous ne voyons pas la nécessité d'avoir des fonctionnaires européens qui viennent faire ce que l'on peut très bien faire nous-mêmes, au moment où l'on veut réduire les effectifs de la profession », affirme M. Roland Suter, directeur régional des douanes.

#### Les premiers pas

Les agents de la Commission ne sont pas pour autant interdits de séjour. D'ailleurs, ils sont de plus en plus présents. Les missions de contrôle de la Cour des comptes des Communautés et de la Commission se multiplient. Depuis un an, il existe à Bruxelles une unité de coordination de la lutte anti-fraude (faiblement dotée... son effectif n'est que d'une trentaine de personnes) et — grande première — la lutte contre la fraude fera l'objet, dans le budget de 1990, d'une enveloppe spéciale de 70 millions d'écus (140 millions de francs). Voilà pour les premiers pas. Mais il reste du chemin à parcourir. « La fraude ? On en parle beaucoup dans les journaux, à la télé, affirme un haut fonctionnaire bruxellois, mais la réalité des faits est beaucoup plus grave qu'on ne le dit ».

MARIE-PIERRE SUBTIL  
FIN

سكزا من الاحول

هكذا من الوجل

RDA : vivement contesté dans les entreprises

## Le patron des syndicats officiels a démissionné

Alors que le numéro un du PC est-allemand, M. Egon Krenz, arrivait mardi soir 31 octobre à Moscou — où il rendait un hommage inhabituel à l'expérience soviétique de la perestroïka — les changements se poursuivaient en RDA où le chef des syndicats officiels, M. Harry Tisch, vivement critiqué récemment dans les milieux ouvriers, annonçait sa démission. M<sup>me</sup> Margot Honecker, épouse de l'ancien chef du SED, abandonnerait pour sa part ses responsabilités au ministère de l'éducation.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Le chef du Parti communiste est-allemand, M. Egon Krenz, devait être reçu mercredi 1<sup>er</sup> novembre à Moscou par M. Mikhaïl Gorbatchev pour des entretiens sur les changements intervenus à l'Est et tout spécialement dans son propre pays. L'agence ADN a annoncé que de retour mercredi soir à Berlin, il se rendrait dès jeudi à Varsovie, où il rencontrera le président Jaruzelski, M. Rakowski, chef du Parti communiste, mais également, signe des temps, le premier ministre Mazowiecki, membre de Solidarité.

Dès son arrivée à Moscou mardi, M. Krenz a tenu à marquer le changement de ton qu'il entendait imprimer aux relations entre les partis soviétique et est-allemand. Dans une déclaration reprise en bonne place par *Neues Deutschland*, l'organe du SED, le successeur de M. Erik Honecker affirme que le « mot d'ordre » d'aujourd'hui est « l'Union soviétique signifie apprendre à vaincre » et a pris au jour le jour la signification suivante : « Nous suivons, et nous poursuivons, comment nos amis soviétiques gèrent la restructuration et nous

suivons aussi ce qu'ils n'ont pas réussi à faire. »

On est loin désormais des leçons de socialisme édictées par M. Kurt Hager, l'idéologue en chef du régime il n'y a pas si longtemps encore, pour justifier le refus de la perestroïka.

Il est vrai qu'à Berlin les événements continuent de se précipiter. Avant même la réunion la semaine prochaine du comité central du parti, qui devrait entériner d'importantes changements, les têtes ont commencé à tomber. Principale victime à ce jour : le chef du syndicat unique (FDGB), M. Harry Tisch, qui a dû se résoudre à céder aux critiques dont il était l'objet dans les entreprises et qui a annoncé sa démission mardi. Celle-ci devrait être entérinée mercredi par le présidium de l'organisation syndicale qui avait cru pouvoir lundi encore reporter au 17 novembre toute décision à ce sujet.

La démission de M. Tisch devrait provoquer son départ la semaine prochaine du bureau politique auquel il appartient depuis 1975. Agé de soixante-deux ans, le président du FDGB n'est pas de la vieille génération des fondateurs du SED : il faisait partie des hommes mis en place par M. Honecker pour verrouiller les organisations du parti. Deux dirigeants de cette génération, MM. Günter Mittag, soixante-trois ans, responsable du secteur économique, et Joachim Herrmann, soixante et un ans, responsable de la propagande, avaient déjà dû quitter leurs fonctions le 18 octobre dernier, en même temps que M. Honecker.

L'annonce de la démission de M. Tisch est intervenue après la réunion hebdomadaire du bureau politique qui, selon l'agence ADN, a débattu entre autres des questions de personnes et des questions économiques. On s'attendait à d'autres annonces de l'instabilité du SED soient annoncées la semaine prochaine. Parmi les noms de personnes fréquemment

cités figure celui du ministre chargé de la sécurité, M. Erik Mielke, soixante-deux ans, mais aussi celui de M. Kurt Hager.

M<sup>me</sup> Honecker  
menacée

La vague de changements n'affecte pas uniquement le bureau politique. Après l'annonce du départ de M. von Schnitzler, le commentateur de télévision le plus connu du pays, on prévoit celui de l'une des bêtes noires de la population, M<sup>me</sup> Margot Honecker, l'épouse de M. Honecker, tenue pour une stalinienne pure et dure et responsable jusqu'ici du secteur-clé de l'éducation. Son nom ne figurait pas, mardi, dans un texte de son ministère publié dans la presse officielle concernant les réformes à envisager dans ce domaine, qui intéresse au premier chef la population.

Le départ de M. Tisch est symptomatique de l'importance des exigences de changements qui se font jour à tous les niveaux de la société. Le président du syndicat avait été vivement critiqué mardi au cours d'une émission de télévision par de jeunes syndicalistes qui lui reprochaient de n'avoir jamais tenu compte des

intérêts de ses mandants. Lui-même n'ignorait pas la vague de mécontentement qui règne actuellement dans les entreprises : il avait, avant la chute de M. Honecker, averti que des réformes urgentes étaient nécessaires. Mais cela n'a pas suffi à le sauver : de toutes parts, la direction du syndicat était inondée de résolutions de sections d'entreprises appelant à des changements. La crainte d'une évolution à la polonaise et de mouvements de grève importants semblait d'ailleurs avoir été l'un des éléments déterminants qui a poussé la direction du parti à évincer M. Honecker. La décision, lundi, du présidium du FDGB de renvoyer à une date ultérieure l'examen de la démission de M. Tisch avait suscité une vague d'indignation générale et de rumeur de cartes.

Elle avait en effet confirmé bon nombre de gens dans le sentiment de plus en plus répandu ici au cours des innombrables discussions publiques, qui ont lieu un peu partout en ce moment en RDA, que les beaux discours doivent être suivis d'effets concrets, et que les dirigeants ne cherchent en fait, par leurs déclarations, qu'à gagner du temps.

HENRI DE BRESSON

## Assassinat d'un diplomate saoudien à Beyrouth

Beyrouth (AFP). — Un diplomate saoudien a été assassiné mercredi matin 1<sup>er</sup> novembre à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane), sous contrôle syrien, a indiqué la police. Des hommes armés, en voiture, ont ouvert le feu sur Ali Al Marzouq, le tuant sur le coup et blessant son chauffeur, alors que sa voiture circulait dans le quartier de Talat-el-Khayat.

L'ambassade d'Arabie saoudite à Beyrouth est fermée depuis 1985 et la ville n'a pas été le théâtre de précéder la mission au Liban de ce diplomate.

Les déplacements à Pétra. — Le secrétaire d'Etat au ministère de l'économie extérieur, M. Alexander Schalk-Goldowski, a estimé, lundi 30 octobre, qu'en raison de la situation financière du pays tous les Allemands de l'Est ne pourront pas être autorisés à voyager à l'étranger. Les déplacements ne pourront être financés que lorsque la RDA aura réalisé des gains suffisants à l'exportation, selon ce responsable qui s'exprimait à la télévision d'Etat. M. Schalk-Goldowski, considéré comme un successeur possible de M. Günter Mittag, chargé des affaires économiques au bureau politique, a ajouté que toute autre forme de promesse était maladroite. — (AFP.)

En Pakistan

## Echec de la motion de censure contre M<sup>me</sup> Bhutto

Islamabad. — L'opposition conservatrice pakistanaise a échoué mercredi 1<sup>er</sup> novembre dans sa tentative de mettre en minorité le gouvernement de M<sup>me</sup> Benazir Bhutto.

La motion de censure, présentée par l'ensemble des partis d'opposition, n'a recueilli que 107 voix, alors que 119 étaient requises pour renverser le gouvernement de M<sup>me</sup> Bhutto. L'assemblée compte 237 députés. Il s'agissait de la première motion de censure de toute l'histoire parlementaire pakistanaise.

M<sup>me</sup> Bhutto, trente-six ans, arrivée au pouvoir il y a onze mois à l'issue des premières élections libres en douze ans au Pakistan, avait perdu la semaine dernière le soutien de quatorze députés du parti ethnique des Mohajirs.

En bref

■ Nouvel essai nucléaire français. — Selon la Nouvelle-Zélande, la France a procédé, mercredi 1<sup>er</sup> novembre, sur l'atoll de Mururoa, en Polynésie, à un essai nucléaire dont la puissance de 20 kilotonnes (la puissance de la bombe sur Hiroshima). De même source, on précise que c'est la cent neuvième expérience soignée depuis 1975. En visite pour une semaine en Polynésie, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a assisté à l'expérimentation. — (AFP.)

■ Une mission parlementaire sur l'attentat contre le DC-10 d'UTA ? — M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, a demandé « la constitution d'une mission parlementaire, au sein de la commission de la production et des échanges, sur les causes et les conséquences de la destruction, le 19 septembre dernier, du DC-10 d'UTA (171 morts) », au-dessus du Niger. « Il ressort de toutes les informations à notre disposition qu'il s'agit-là d'un nouvel attentat terroriste dirigé contre notre pays », écrit, à l'appui de sa demande, M. Millon.

■ M. Vigoroux candidat. — L'Association des maires de France (AMF) a annoncé, le mardi

Les sanctions aggravées en appel

## L'« exemple néfaste » d'Ayrton Senna

(5 novembre). Sauf s'il commettait une faute d'une telle gravité qu'elle entraîne son exclusion du championnat. En commentant le jugement du tribunal d'appel, Jean-Marie Balestre, président de la FIA et de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), a tiré la principale conséquence des décisions prises par les quatre juristes néerlandais, belge, grec et portugais.

Ayrton Senna ne peut plus espérer conserver son titre après son déclassement de la première place du Grand Prix du Japon (le *Monde* du 24 octobre). Pour confirmer cette sanction, le tribunal d'appel de la FIA a repris à son compte les infractions au règlement commises par le pilote brésilien et constatées par les commissaires sportifs du Grand Prix : chevronnement de la ligne d'entrée dans les stands pour amorcer la tentative de dépassement d'Alain Prost, utilisation de la manœuvre de déviation des commissaires pour remettre la voiture en marche et de l'échappatoire pour court-circuiter la chicane.

Mais pour justifier l'aggravation de la sanction prononcée à Suzuka, le tribunal d'appel ne s'est pas contenté de réviser les infractions commises lors de l'échappatoire avec Alain Prost. Il a constaté que « dans la même course et dans les tours suivants, le pilote Senna a effectué, exactement dans les mêmes conditions fautive, un dépassement hautement téméraire (d'Alexandre Nouni) révélateur d'un comportement dangereux ».

Estimant que ce comportement relève d'une « remise en cause » du « renforcement de la sécurité active et passive obtenu tant sur les voitures que sur les circuits » et que de telles manœuvres « sont non seulement préjudiciables au bon déroulement du championnat, mais qu'elles constituent en outre, au plus haut niveau, des exemples néfastes pour l'ensemble du sport automobile », le tribunal d'appel a infligé au pilote une amende de 100 000 dollars (630 000 F) et une suspension de licence de six mois avec sursis à compter de la présente décision.

SALVADOR

## Dix morts dans un attentat à la voiture piégée

SAN JOSE

de notre correspondant  
en Amérique centrale

L'explosion d'une voiture piégée en plein centre de San Salvador, mardi 31 octobre, a entraîné la mort d'une dizaine de personnes. C'est une véritable hécatombe pour l'un des principaux syndicats du pays. Sept dirigeants de la Fédération nationale des travailleurs salvadoriens (FENASTRAS), dont le secrétaire général, Sebe Elisabet Volquez, ont en effet été tués au coup et trente-six personnes grièvement blessées par l'explosion de l'engin, qui avait été placé devant le siège du syndicat.

L'attentat, qui a eu lieu à l'heure du déjeuner, a provoqué la panique au sein de la population de la capitale. Quelques heures plus tôt, une bombe de forte puissance avait explosé dans les locaux d'une organisation des droits de l'homme, le comité des mères de prisonniers et de disparus politiques (COMADRES). Quatre personnes, dont une ressortissante américaine, ont été blessées, l'immeuble a été partiellement détruit.

Ces deux attentats, qui n'ont pas été revendiqués, ont un point en commun : les cibles sont des organisations que les autorités accusent depuis longtemps d'être liées à la guérilla. Tout indique que ces attaques sont dues à des secteurs de l'armée qui auraient voulu ainsi exercer des représailles immédiates à la suite de l'opération menée la veille par le front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) contre les installations de l'état-major et du ministère de la défense. Malgré le caractère spectaculaire de cette attaque — une quinzaine d'obus de mortier lancés depuis le parking d'un centre commercial en pleine ville —, il semble que les seules victimes aient été des civils (un mort et quinze blessés) qui passaient près de la caserne.

Cette nouvelle escalade de la violence dans un pays qui est confronté à une guerre civile depuis neuf ans (plus de 70 000 morts), intervient au

moment où les belligérants ont entamé depuis la mi-septembre un processus de négociations qu'ils se sont engagés à ne pas rompre quel qu'il arrive. Pourtant, mardi soir, le FMLN affirmait aux médias qu'il pourrait être amené à réviser sa position à la suite de la multiplication des « attaques contre le peuple ». Ces négociations, ajoutait-il, « ne conduisent à rien et permettent aux assassins du gouvernement cristien de se refaire une virginité ».

Dans une intervention radiotélévisée, le président Álvaro Cristiani (droite) a « condamné de la manière la plus énergique ces actions terroristes » et a promis une enquête. Sans préciser davantage, il a attribué la responsabilité de la violence aux « secteurs qui cherchent à torpiller les négociations ». M. Cristiani renvoie donc à des éléments extrémistes de son parti, l'Alliance républicaine nationale (ARENA), liés aux escadrons de la mort, et les « terroristes » du FMLN, qui avaient annoncé, lundi, une nouvelle offensive militaire pour forcer le gouvernement à accepter sa position dans les négociations.

BERTHARD DE LA GRANGE

■ HONDURAS : départ de 1 127 réfugiés salvadoriens. — Quelque 1 127 réfugiés salvadoriens, installés dans le camp de Mesa-Grande à l'ouest de Honduras, sont partis dans leur pays lors d'une opération de rapatriement volontaire du 25 au 29 octobre, a annoncé mardi 31 octobre le porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR).

■ HAÏTI : Marc Bazin candidat à la présidence de la coalition sociale-centriste. — Le dirigeant centriste Marc Bazin, du Mouvement pour l'instauration de la démocratie en Haïti (MIDEH), a été désigné, mardi 31 octobre, comme candidat unique à la présidence de la coalition socialo-centriste battime pour l'élection présidentielle d'octobre 1990.

## L'ESSENTIEL

DEBATS

Aménagement : « La forêt de Fontainebleau est-elle sacrée ? », par Paul Delouvier. Culture : « Enjeu d'une bibliothèque », par André Miquel. Société : « La religion laïque », par Jean Bastaire ..... 2

ETRANGER

Regain de violence au Salvador  
Dix morts dans un attentat à la voiture piégée ..... 16

Référendum en Hongrie  
Pour ou contre l'élection du président de la République au suffrage universel ..... 5

M. Turgut Ozal  
président de la Turquie  
Le premier ministre a été élu au troisième tour par le Parlement d'Ankara ..... 5

Les conflits régionaux  
Quand les alliés de l'Angole et de l'Éthiopie soufflent le chaud et le froid ..... 4

POLITIQUE

Le budget de l'équipement réservé  
Les députés ont achevé, mardi 31 octobre, l'examen, en première lecture, des crédits du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer ..... 6

SOCIÉTÉ

Procès des détenus de Clairvaux  
Audience publique pour une murmurie ..... 8

Barcelonnette (suite)  
La commission de la défense critique les « excès » de la République » faites par M. Rocard aux élus de la ville ..... 8

Le tremblement de terre en Algérie

« Chez nous, c'est l'improvisation en tout » ..... 9

Divorce et embryons congelés  
Un couple d'Australiens se dispute des embryons congelés avant leur divorce ..... 9

ECONOMIE

Le marché des chrysanthèmes  
1,3 milliard de francs dépensé en une seule journée ..... 14

Le rapprochement Thomson-Crédit lyonnais  
La jubilation discrète de M. Jean-Yves Haberer ..... 15

ARTS • SPECTACLES

Peter Méphisto Greenaway  
Le réalisateur anglais vient de signer son dernier film, *le Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant*, dans lequel les auteurs filent le parfait cannibale. Par ailleurs, le Palais de Tokyo expose soixante-quinze « dessins » du cinéaste ..... 17 à 19

La ballade des damnés  
Pluie noire, de Shohei Imamura, évoque non pas le drame d'Hiroshima mais la peur collective d'une mort annoncée ..... 20

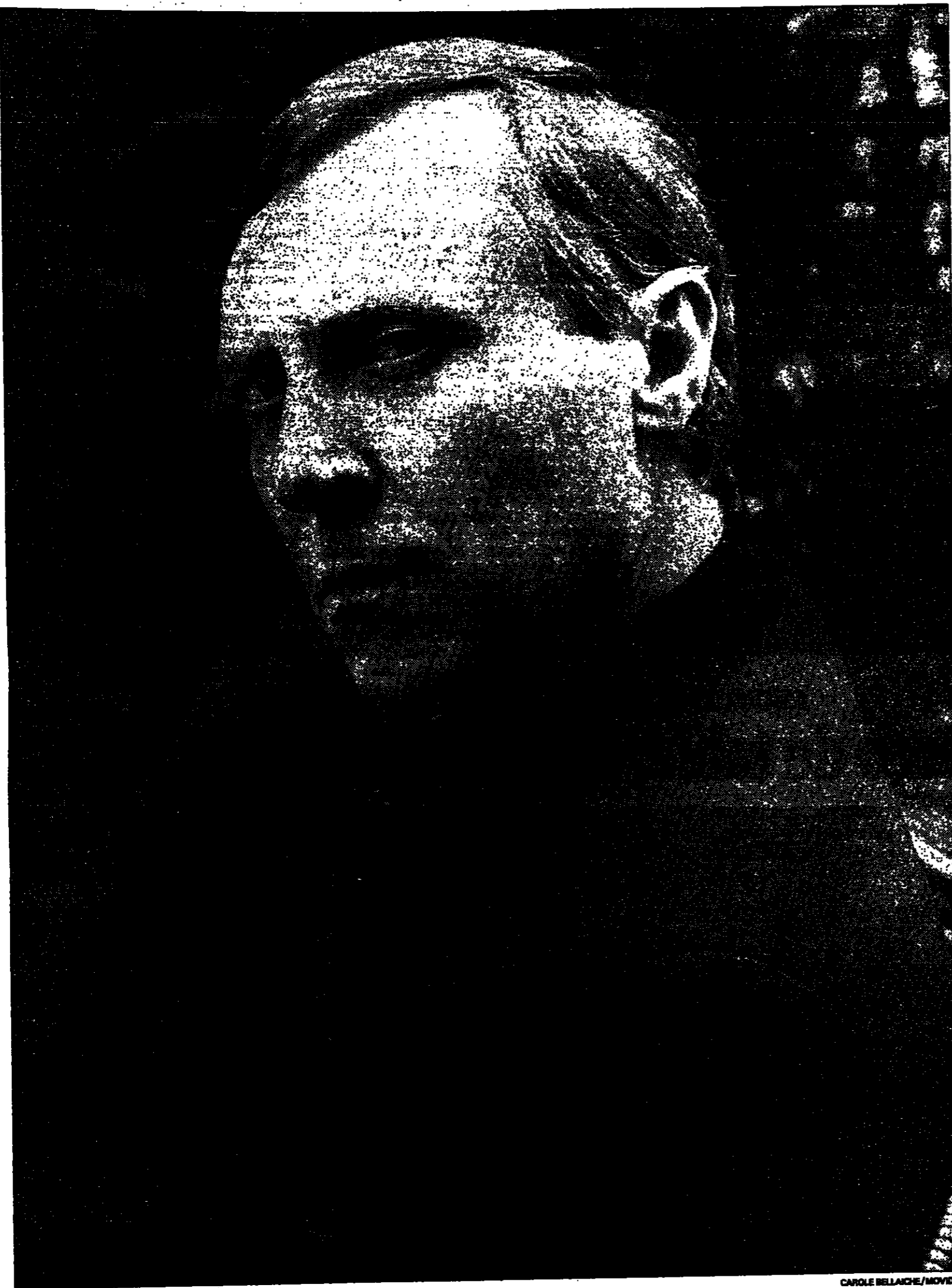
Services

Abonnements ..... 11  
Automobile ..... 11  
Cartes ..... 11  
Météorologie ..... 12  
Mots croisés ..... 11  
Radio-Télévision ..... 12  
La télévision du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup> novembre 1989 a été tiré à 491 795 exemplaires

Le Monde

# ARTS • SPECTACLES



CAROLE BELLAÏCHE/MOVISA

IL VIENT DE FILMER « LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT »

## Peter Méphisto Greenaway

Anglais comme une tasse de thé, comme une bête de cricket, comme un chat du Chester, comme un jardin anglais, Peter Greenaway est un lien, sadique, musicien, mathématicien. Epris de statistiques et de cabalistique, il nous livre avec la régularité d'un ordinateur inspiré des fables horribles et raffinées.

De temps en temps, et de plus en plus — il devrait peut-être se méfier, — un image d'humanité vient troubler le ciel glacé de son diabolique talent.

Il fut d'abord peintre, et l'est resté. Peintre des plus extrêmes et répugnantes beautés. Avec une délectation d'esthète, il se plaît à peupler ses films de références culturelles et de scarabées morts, de savantes citations et de viandes en putréfaction.

Son sixième long métrage *Le Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant* est un mélodrame robotique et flamboyant (lire pages 18 et 19). On y mange et on s'y mange...

Le John Ford (1586-1639) de *Domage qu'elle soit une putain*, « qui traite avec sérieux et compassion certains tabous à la limite de l'expérience humaine », en est le parrain. Tout comme Jonathan Swift, suggérant le cannibalisme comme solution aux problèmes de la pauvreté chez les Irlandais (lire l'article de Jean Pouillon, page 18).

Dans une petite salle du Musée d'art moderne qui expose les dessins, les collages, les repères picturaux

de Greenaway (lire l'article de Frédéric Edelmann, page 19), on projette quelques-uns de ses courts-métrages. Dont *Windows (Fenêtres)*. Croisées subtilement cadrées. Tableaux impressionnistes. Sensuelle sérénité. Mais le commentaire, d'une froideur appliquée, complète et contredit l'image, fait basculer le paysage. Les fenêtres ne sont là que pour nous parler de ceux qui en sont tombés, anonymes accidentés, adolescents suicidés, fascinants défenestrés...

Peter Greenaway a en chantier trente-quatre programmes télévisés consacrés à *l'Enfer de Dante*. C'est un homme qui aime rire.

DANIEL HEYMANN.

### CINÉMA 20 Hiroshima en noir et blanc



*Pluie noire*, le nouveau long métrage du réalisateur de *la Ballade de Narayama*, fut l'événement du dernier Festival de Cannes. Moins pour sa valeur évidente de témoignage sur le drame d'Hiroshima que pour sa compassion à la peur et à la souffrance des hommes.

### THÉÂTRE 22 La jeunesse rebelle de « Fantasio »



Un jeune homme de vingt-quatre ans, Richard Bean, s'empare de l'œuvre brillante de Musset pour une première mise en scène d'une énergie et d'une inventivité incroyables. Autour de Philippine Leroy-Beaulieu et de Michèle Oppenot, une troupe de jeunes comédiens réussit un *Fantasio* moderne, intelligent au Théâtre Rutebeuf de Clichy.

### MUSIQUES 23 Woodward, pianiste de tous les dangers



Il y a trois façons de concevoir le métier de pianiste : jouer le grand répertoire classique et romantique ; se faire une spécialité du répertoire contemporain ; ou tout jouer, comme Roger Woodward. Un pianiste qui a le sens des responsabilités et qui le prouvera le 6 novembre, à 20 h 30, salle de l'Ancien Conservatoire.

سكننا من الاجل

هكذا من الاصل

## CINÉMA

« LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT », LE DERNIER FILM

# Le cru



Le cuisinier (Richard Bohringer), le voleur (Michael Gambon)...



Ils s'aiment.  
Ils se tuent.  
Une femme et trois hommes,  
dans le dernier film  
de Greenaway,  
filent le parfait  
cannibalisme  
sans une once de cruauté.  
Comment peut-on être  
aussi anglais ?

PETER GREENAWAY, dès le premier plan du *Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant*, annonce la couleur : rouge. Son film sera rouge comme le sang, l'intérieur du corps, le feu, l'enfer. Rouge comme le rideau rouge qui se lève sur la théâtralité d'une banale histoire de cœur. Sur le triangle éternel, celui du vaudeville et celui du fait divers. Mais embrasé par son ironie incandescente, emporté par son lyrisme glacé vers des zones bizarres de jouissance et de brutalité.

Tout ou presque sera consommé en neuf repas préparés dans un luxueux restaurant par un cuisinier français (Richard Bohringer). Le propriétaire de ce lieu d'agapes mondaines, c'est le voleur (Michael Gambon). Vêtu comme un prince, suivi d'une cour servile, il est d'une vorace ignominie. Un ogre. Il bat sa femme encore très belle (Helen Mirren), qui promène dignement son oeil au beurre noir sous une aigrette, ou bien plante une fourchette dans la joue crue d'une de ses invitée.

L'amant (Alan Howard) est à une autre table, terne et silencieux. Il dévore des livres, même en dînant, ne prêtant que peu d'attention aux nourritures terrestres qu'on lui présente sous une cloche d'argent.

Accompagnés, serrés de près par l'ample partition néoclassique de Michael Nyman, on glisse des cuisines à la salle, et de la salle aux toilettes, rythme ter-

naire de valse furieuse, masticatoire. Sombres sont les cuisines où s'affaire un peuple d'un autre âge, rouge est la salle... Mais les toilettes sont d'une blancheur soudaine, improbable. Les amants s'y étreignent pour la première fois dans une urgence évidente et un inconfort spartiate, blancs complètement, comme si leur mutuelle attirance n'était qu'un fantasme aveuglant. Dégoûts et des couleurs.

Avec la complicité du cuisinier, dans ces machines d'art et de cuisine, étrange puisque étranger, les amants vont alors copuler à tout va entre la poire et le fromage. Stations de leur chemin de joie : le fruitier, le cellier, la haterie, le réduit à vaisselle et jusqu'à la chambre froide où se réfugient leurs nudités parmi les quartiers de viande congelée.

Lorsque le mari découvre son infirmité, sa fureur prend des proportions ignobles et la gaieté funèbre de Greenaway, son essor triomphant. On ne sort du restaurant que pour voir des canons béants où grouillent des victuailles en putréfaction, ou un chien qu'on écrase. Le marmiteux albinos qui tient le rôle du chœur antique, en chantant sans cesse d'une voix saphirique « notre iniquité », est torturé et se voit contraint d'avaler d'abord ses boutons de culotte puis son propre nombril mutilé. L'amant enfin est trucidé, étouffé par une farce indigeste, les pages froissées d'un livre sur la Terreur.

Alors se met en place le ballet final, le plus beau et le plus extravagant de l'opéra 5 (en matière de longs métrages) de Greenaway. La vengeance de la femme. Elle sera terrible. Son mari aime manger ? Le cuisinier, cuisinier ? Elle-même aimait son amant. Tant d'amours contingentes vont se rejoindre et s'épouser. Et l'amant réapparaît sous la forme appétissante d'un canard-lacqué. Qui le dégoûtera ? Le cannibalisme est-il la forme la plus délicate de la passion ? Ou bien le châtiment suprême du bûffeur jaloux ?

## AMOUR ET ANTHROPOPHAGIE

# Manières de table, de lit, de langage

Perversion, rituel en voie de disparition, le cannibalisme donne lieu à maintes interprétations, selon que l'on est psychanalyste ou ethnologue. Freud, déjà, comparait anthropophagie et inceste.

On a fréquemment souligné l'emploi du langage culinaire pour désigner, sur le mode familier ou argotique, les relations sexuelles, et de noms d'animaux anthropophages ou comestibles pour désigner le partenaire amoureux, pour exprimer la crainte d'être en quelque sorte dévoré par lui (« Quelle tigresse ! ») ou pour formuler un attrait sensuel (« Quelle poulette appétissante ! »). On ajoutera que dans les jeux sexuels peuvent s'amorcer des comportements cannibales (morsures, suctions). Mais [...] l'anthropophagie amoureuse n'est pas, dans ses relations sexuelles, plus « oral » que le non-cannibale : lui non plus, il ne dévore pas sa partenaire ! Son cannibalisme se situe sur un tout autre plan, qu'il ignore celui qui ne mange pas ses semblables, et c'est pourquoi ce dernier, quand il essaie de comprendre le premier, ne peut y parvenir qu'en confondant anthropophagie et oralité excessive. De ce fait, la prohibition de la chair humaine libère l'usage métaphorique du cannibalisme : précisément parce qu'on ne transgresse pas l'interdit, les représentations cannibales servent à signifier autre chose et pas seulement, quoique souvent, d'ordre sexuel.

Métaphore de la sexualité, le cannibalisme peut, dans le langage courant, donner une image excessive d'un excès admissible (dans l'ordre de la tendresse, par exemple). Dans les mythes et les contes, il fournit plus fréquemment une image inquiétante d'un excès intolérable. [...] L'endocannibalisme — manger des parents — y exprime une exogamie excessive, c'est-à-dire l'inceste, qui menace de l'intérieur la société ; l'exocannibalisme — manger ou être mangé par des étrangers — résulte au contraire d'une exogamie trop poussée qui menace le groupe social de l'extérieur : c'est l'union imprudente avec cet étrange étranger qu'est l'ogre séducteur. La métaphore cannibale sert donc ici à circonscrire le champ de l'alliance acceptable : entre les non-épousables parce que trop proches et les non-épousables parce que trop lointains. Mais elle peut aussi servir à exprimer d'autres oppositions qu'entre conjoints permis et interdits. Opposition de l'humain et du non-humain qu'il s'agit de faire coïncider — sans l'inverser — avec celle entre non-comestible et comestible. Opposition politique et économique du dirigeant et de ses sujets, dont une comparaison alimentaire formule l'insupportable tension : le chef « bouffe » les hommes, disent les Hadjeral, et ils ne sont certainement pas les seuls à l'affirmer.



« Le cannibalisme réel n'est jamais désordonné » (gravure de Théodore de Bry, vers 1560).

[...] Que sont-ils, à leurs propres yeux, ceux qui aux nôtres sont cannibales ? Chose curieuse, en effet, et à première vue incompréhensible : ils tiennent souvent pour injurieux d'être traités de mangeurs d'hommes. Les cannibales, ce sont toujours d'autres qu'eux-mêmes, et ces autres, ce sont précisément des « sauvages », des gens qui ne connaissent pas les bonnes manières : voisins réels, mais qui se conduisent différemment, ou populations mythiques — éloignées dans le temps ou dans l'espace — qui ignorent toute règle, notamment pour se marier et pour manger, bref des cannibales incestueux. Les Fataleka, nous dit Guidieri, « opposent à leur cannibalisme institutionnel [...] un cannibalisme sauvage. [...] Ce cannibalisme d'avant la société des hommes [...] est attribué à un ancien peuple de l'intérieur [...] dont les mœurs cannibales, fortement réprouvées, s'opposent systématiquement aux pratiques rituelles ». Quant aux Iroquois dont nous parle U. Chodowiec, ils peuplaient leurs mythes

de personnages qui dévorent n'importe qui — les parents les plus proches y compris, et parfois jusqu'à soi-même — n'importe comment — cru, par exemple — et qu'il faut détruire ou ramener à la raison, c'est-à-dire à la bonne façon de manger de l'homme. Le mythe fondateur de la célèbre association politique des Cinq Nations iroquoises est d'ailleurs celui qui raconte comment les hommes sont passés d'un cannibalisme sauvage, monstrueux, au cannibalisme institutionnalisé, socialisé. Les Guayaki, eux, n'ont pas besoin de recourir aux mythes pour condamner le cannibalisme : ils mangent leurs propres morts et c'est bien, mais leurs voisins Guaraní, qui tuent leurs ennemis et les mangent, donnent un exemple dont il faut se garder, ce sont de vrais cannibales !

Autrement dit, le cannibalisme réel n'est jamais désordonné : les exocannibales, par exemple, ne mangent pas leurs défunts, et les endocannibales qui le font ne consomment pas ceux des groupes étrangers ; le sexe de la victime importe à certains qui ne mangle-

ront que des individus mâles et excluront les femmes, tandis que d'autres n'en tiennent pas compte ; la pratique peut être générale, mais elle peut être réservée à certaines catégories d'individus ; la consommation peut être totale ou non. [...]

On comprend alors que le cannibalisme réel puisse ne pas exclure le cannibalisme imaginaire, puisque c'est en s'y opposant qu'il se définit ; ou, si l'on préfère, l'interdit du cannibalisme sauvage n'exclut pas le cannibalisme réel. Le cannibale et le non-cannibale se rejoignent pour condamner de la même façon et pour les mêmes raisons un cannibalisme sans frein. L'un et l'autre se représentent de la même manière cette anthropophagie inadmissible et, en ce sens, on peut dire qu'ils respectent le même interdit : on ne doit pas manger de tout, le comestible n'est pas toujours consommable. Le parallélisme avec les prohibitions sexuelles (ou simplement matrimoniales) devient alors évident : on ne doit pas se marier avec tout le monde, le « bête » n'est pas toujours épousable. Parallélisme qui se prolonge dans l'autre direction : le cannibalisme « sauvage » va de pair avec la promiscuité « primitive », l'un et l'autre également rejetés... et également imaginaires.

[...] Si la promiscuité et le cannibalisme généralisés sont imaginaires, pourquoi craindre d'y retomber ? Et d'abord, serait-ce, comme le dit Freud, aussi « qu'il s'agit de la crainte » ? Dans des sociétés fondées sur l'existence de groupements de parenté — celles des « temps passés » — la réglementation des échanges, leur possibilité même passent par la prohibition de l'inceste qui est donc « justifiée » ; mais dans une société comme la nôtre, où les indications positives de mariage ne sont plus fournies par la parenté et la généalogie, l'abolition de l'interdit « n'entraverait en rien la bonne marche d'une société qui obéit aux principes de la propriété et du pouvoir étatique ». Cela ne voudrait d'ailleurs pas dire que l'inceste se commettrait davantage, car l'importance numérique de la population rendrait peu probable l'endogamie ; cela ne signifierait pas non plus que les gens s'uniraient en dehors de toute règle — la promiscuité resterait tout autant imaginaire, — mais simplement qu'on aurait ouvertement reconnu le changement intervenu dans les critères prescrits de l'union, laquelle repose maintenant non sur l'appartenance familiale, mais sur la fortune, la profession, la résidence... Quant au cannibalisme, il n'y a vraiment pas de raison, comme le dit Freud, de l'interdire : la disparition des cimetières faciliterait la tâche des urbanistes.

JEAN-PIERRE LÉON

\* « Manières de table, manières de lit, manières de langage », in *Nouveaux textes de psychanalyse*, n° 6, automne 1972, Ed. Gallimard.

## CINÉMA

### DE PETER GREENAWAY, ET UNE EXPOSITION DE SES DESSINS et le cuit

Vous le saurez en allant voir *Le Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant*, film totalement cérébral sur la primauté du physiologique. Manger, rotter, vomir, déféquer, certes. Mais dans un environnement piqué de références comme un gigot d'ail. Les dîneurs se goinfrent sous l'agrandissement d'une toile de Frans Hals, en discutant sur le prix élevé mais justifié des aliments noirs, truffes et caviar. N'ont-ils pas un pouvoir conjuratoire, et l'homme, les avalant, ne croque-t-il pas sa propre mort ? Une servante passe, enturbannée de bien suave. C'est un *Vermeer en marche*. Chaque menu est présenté en relief sur un bristol illustré. De vrais petits Arcimboldo...

#### ÉLÉGANCE ET FROIDEUR EN FLAGRANT DÉLIT DE SENSIBILITÉ

Moins mystérieux que *Meurtre dans un jardin anglais*, moins morbide que *Z.O.O.*, moins abstrait que *Le Ventre de l'architecte*, moins drôle que *Drowning by Numbers*, ce dernier film porte à chaque image la marque Greenaway. Obsession de la pouture, refus du réalisme, attrait pour les citations de tous ordres — picturales, musicales, littéraires, — tendance à présenter des types humains qui n'accèdent qu'accessoirement au statut de personnes, goût de l'intemporalité, faculté de désamorcer la provocante trivialité du propos par l'imperturbable élégance de la forme.

L'élégance et la froideur. Quoique... Depuis *Drowning by Numbers*, Greenaway — ne lui en déplaise — peut être pris parfois en flagrant délit de sensibilité. Ainsi, le monologue de la femme, couchée au côté de son amant mort, et lui parlant comme s'il était vivant, chaud, encore serviable, est tout simplement émouvant.

Grâce à des scènes comme celle-ci, grâce au dévouement, d'une irrésistible force macabre, *Le Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant* n'est pas que ce roboratif mélodrame un peu canny dans sa première partie où, après six gaudissements systématiques, répétitifs, on sent l'indigestion menacer.

Décor comme à l'accontumée exceptionnelle, surtout celui de la cuisine (Ben Van Os et Jan Roelofs), costumes spectaculaires demandés à Jean-Paul Gaultier, photo magnifique de Sacha Vierny. Et des interprètes épatants, avec en tête la femme et l'amant, qui jouent les situations les plus extrêmes avec un naturel héroïque. Seul Richard Bohringer, manifestement flatté d'être là, et dont on a bridé la véhémence viscérale, semble assez égaré, a du mal à composer un personnage moins fermement dessiné que les autres, à la fois humilié et manipulateur. Au moins a-t-il le mérite de parler anglais aussi mal qu'on imagine que le parlerait un cuisinier français...

C'est sûrement ce que voulait le diabolique Greenaway, qui a réalisé, avec *Le Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant*, un fastueux opéra « déguisé », imparfait mais délectable, finalement très puritain puisque l'adultère y est puni. Et sans doute pas l'anthropophagie.

DANIEL HEYMANN.

★ *Peter Greenaway*. Éditions Dis, Voir, 128 pages, 159 F. Philosophie, esthétique, musique, cinéma, Michel Fieft, Florence de Merodieu, Daniel Caux et Philippe Bland se penchent sur l'œuvre de Peter Greenaway. L'ouvrage propose également deux entretiens avec le cinéaste et Michael Nyman, le musicien avec lequel Peter Greenaway collabore son cinéma.

★ *Le cuisinier, le voleur, sa femme et son amant*. Éditions Dis, Voir, 96 pages, 149 F. Le script du sixième long métrage de Peter Greenaway.

★ Le Michael Nyman Band donnera deux concerts au Théâtre de la Ville : la bande originale du film *Drowning by Numbers* (le 10 novembre à 18 heures) et la musique de l'exposition « la Traversée de Paris » (le 11 à 18 heures).



... sa femme (Helen Mirren) et son amant (Alan Howard).



## Les principes de Peter

Les soixante-quinze « dessins » de Peter Greenaway, exposés au Palais de Tokyo, ne sont pas tous des dessins : il y a des collages, des photos, et, lorsqu'il s'agit bien de trait, toutes les techniques sont bonnes pour l'artiste. Certains dessins sont terriblement élaborés, comme ceux qui ont servi à marquer les étapes du *Meurtre dans un jardin anglais*. D'autres sont des notes jetées, des repères, comme les jalons d'une imagination fertile. Tous (sauf partie déjà présentée l'été dernier à Carroussel par ARCADE) sont liés, directement ou non, à la carrière du cinéaste.

Mais pour bien faire, il faudrait inverser l'ordre des choses. Il faudrait se mettre dans le crâne que Greenaway est d'abord un dessinateur, un plasticien de l'immobile, avant d'être un cinéaste — ce qui est d'ailleurs chronologiquement exact. Se dire en somme que les films sont en « plus » de l'œuvre graphique, comme une sorte de plaisir secondaire, un vicio d'ingrès, ou les dessins d'Hugo. Cela établirait leur autonomie, et cela permettrait de répondre à Greenaway qui déclare : « Savoir si ces travaux supporteront l'examen attentif que suppose l'exposition



« Meurtre dans un jardin anglais », 1982.

En tout cela, la démarche de Greenaway n'a rien d'original : cela consiste au fond à créer du mystère là où il n'y en a pas, mais là où il en faut pour faire naître la poésie. Cela suffit-il pour faire naître la poésie, pour faire oublier les recettes, les ficelles ? Le même soupçon d'opportunisme artistique qui a pu nous venir devant certains des films du cinéaste (*Z.O.O.*, *Le Ventre de l'architecte*), revient à l'esprit devant les travaux du dessinateur. Et le soupçon est d'autant plus vif que le film ou le dessin est plus élaboré sur le plan technique.

Mais bon, quand bien même cette réserve serait fondée, y a-t-il une honte à pratiquer cette forme d'opportunisme qui consiste à flatter les goûts d'une époque ? C'est fort répandu. La seule chose qui rende ce soupçon pénible, c'est le talent qui reste en toile de fond de toute cette affaire. Et celui-ci est indéniable.

FREDERIC EDELMANN.

★ Soixante-quinze dessins de Peter Greenaway, Palais de Tokyo, galerie Wilson, jusqu'au 30 novembre.



« Le Ventre de l'architecte », 1988.

dépend de ceux qui les regarderont. Ce ne sont pas des story-boards, ni des dessins de travail destinés au décorateur de la production. Ce sont des œuvres, des spéculations privées, portant sur les différentes épaisseurs d'imagerie qui me permettent de créer mes films et que je considère pour leur valeur propre, et qui existent en tant que telles de plein droit. » Dont acte.

Mais une fois cela dit, une fois le chapeau tiré au génie singulier de la main, à l'habileté, à la parfaite maîtrise de l'espace, à la sûreté de composition, à l'essence graphique, il reste que ces dessins entraînent des rapports de sens et de passion tels avec les films de Greenaway que les en séparer c'est appauvrir leur aventure. Rien à voir en effet avec les dessins d'un Eisenstein ou d'un Fellini. Certes, ce sont parfois, dit Greenaway, qui en parle comme d'une collection, « des objets utilisés pour la construction d'un film ». Mais parfois aussi, « ils peuvent être la preuve d'un stérile out-de-sac, ou de projets ou de solutions rejetées, ou encore hors de portée pratique ».

Parfois encore, poursuit-il, « ils traduisent un reliquat de « repentirs », car il est toujours difficile pour moi d'abandonner un film. Les dessins

peuvent aussi répondre très tardivement à un commentaire, une critique exprimée par le public ». Ou ils sont enfin « le signe de projets qui ne demandent qu'à décoller ».

Tout cela définit cependant une géographie, les étapes d'un parcours prétendument codé, mesuré, balisé, mais qui emprunte ses repères à l'ordre du rêve, ou à celui d'Alice. Or il y a aussi une signification — réelle, fictive ? — un contenu, ou plutôt, pour rester proche de la méthode Greenaway, les clefs dorées et tordues qui sont censées donner accès à ce contenu : l'univers aimablement cruel et féroce des dessins du cinéaste-dessinateur. Beaucoup de peintres, beaucoup d'artistes de ce temps empruntent le même langage fondé sur le collage, ou sur l'assemblage d'images, de signes. A la manipulation ludique d'un univers scientifique plus ou moins actuel, plus ou moins sac (la mesure du temps) ou plus ou moins humide (la décomposition des corps, par exemple), ils associent une exploration plus ou moins pédante des chemins les plus ombragés de la littérature. S'ajoute en outre à cela les combustibles ordinaires de la vie que sont la sexualité, la mort, la nourriture, ainsi qu'un zeste d'irrespect religieux, généralement sponsorisé, d'ailleurs, par le Vatican.



« Drowning by Numbers », 1988.

صلى الله عليه وسلم

هكذا من الاصل

LE MONDE 21 NOVEMBRE 1983

## CINÉMA

« PLUIE NOIRE », DE SHOHEI IMAMURA

# La ballade des damnés

Le cinéaste lyrique de « la Ballade de Narayama » a regardé du côté d'Ozu pour filmer le plus difficile des sujets. Non pas le drame d'Hiroshima, même s'il est évoqué, mais la peur collective d'une mort annoncée. Adaptation en noir et blanc d'un roman d'Ibuse, vétérans des écrivains japonais, « Pluie noire » s'écoule lentement sur une musique de Toru Takemitsu.

Le 6 août 1945, l'aviation américaine largue une bombe atomique sur la ville portuaire d'Hiroshima, qui est entièrement détruite. Trois jours plus tard, Nagasaki subit le même sort. Ces deux bombardements amènent la capitulation du Japon fasciste, militaire, belliciste, et mettent fin à la deuxième guerre mondiale. Au prix de 100 000 victimes à Hiroshima et 80 000 à Nagasaki. Le monde, stupéfait, entre dans l'ère atomique. Et ne comprend pas, sur le coup, l'ampleur du phénomène destructeur. Le dernier ennemi est vaincu. Cela, seul, compte.

Dans les années qui suivent, le Japon et le monde, travaillés par la guerre froide, découvrent les effets à retardement de « l'arme absolue ». Des hommes et des femmes qui ont été irradiés continuent de mourir, souffrent d'infirmités, commencent à engendrer des enfants anormaux. Depuis, la peur atomique, ainsi que la hantise d'une destruction de la planète dans une guerre nucléaire, taraudent plus ou moins les consciences et inspirent régulièrement les cinéastes. On a presque oublié, il faut bien le dire, Nagasaki, qui n'est pourtant pas seulement le lieu exotique de l'opéra de Puccini *Madame Butterfly*. En revanche, le nom d'Hiroshima irradie littéralement la mémoire. La première ville qui reçut du ciel la première bombe atomique, quel symbole ! Seul, le cinéaste japonais l'a jumelée à Nagasaki.

Il n'est donc pas étonnant que *Pluie noire*, film de Shohei Imamura, rappelle après tant d'autres œuvres japonaises l'histoire d'Hiroshima et de ses suites, fasse l'événement lors du dernier Festival de Cannes. Le sujet, quoi qu'on prétende, ne sera jamais épuisé. Et Imamura est un grand cinéaste. Dès la présentation à Cannes de *Pluie noire*, le bruit a couru,



Des visages brutalement souillés par l'irradiation...

insistant, qu'il était en route pour la Palme d'or. Wim Wenders et son jury lui ont attribué le prix de la Commission supérieure technique. Sorte de médaille en chocolat, mais on ne va pas, ici, remettre en cause le palmarès de ce 42<sup>e</sup> festival. D'ailleurs, Imamura avait obtenu la Palme d'or en 1983 pour la *Ballade de Narayama*, son chef-d'œuvre.

*Pluie noire* est un film étrange, irritant par certains côtés, déconcertant dans sa construction, ses ruptures de rythme, incontestablement bouleversant dans sa dernière demi-heure. Et décalé, par rapport aux précédentes mises en scène d'Imamura. On dirait qu'il surgit d'un éboulement de terrain qui aurait, soudain, dégagé un monde autrefois enfoui : il faut un certain temps pour s'y retrouver. La pellicule est en noir et blanc, alors que nous avions l'habitude, chez Imamura, de la couleur et, même, si l'on veut, du coloriage (*Eijanaika* et *Zegen*). Il semble qu'il ait voulu se rattacher à ces films de contestation sociale que furent *Filles et Gangsters* (1961), *la Femme insecte* (1963), *Histoire du Japon racontée par une hôtesses de bar* (1970), c'est-à-dire le peu que nous connaissons - malgré la rétrospective du Festival d'Avignon en 1982 - de la période antérieure à la *Vengeance est à moi* (1979).

Si célèbre, à juste titre, que soit chez nous Shohei Imamura (cinéaste japonais de la génération de Nagisa Oshima), depuis la découverte de la *Vengeance est à moi*, et la Palme d'or de *Narayama*, il est bien difficile aujourd'hui de ramener *Pluie noire* à une thématique d'auteur, de le rattacher à une inspiration qui trouverait ici, logiquement, un nouveau développement. On sait que, dans sa jeunesse, à la fin de la guerre, Imamura a fréquenté les prostituées et les mauvais garçons, on sait qu'il a défendu la cause du petit peuple japonais, paysans déracinés à la ville, voleurs, mendiants, « misérables » de tout poil, et tout cela est évident dans les deux fresques historiques : *Eijanaika* et *Zegen*.

### UN CINÉMA BAROQUE À L'OPPOSÉ DE L'HISTOIRE OFFICIELLE DU JAPON

La première précède, la deuxième suit l'admirable *Ballade de Narayama* qui montrait, dans le Japon des années 1860, les mœurs barbares imposées par la misère et la famine, l'élimination des vieillards, boches inutiles, le tragique de la condition humaine, livrée à la violence et à la bestialité. Dans un naturalisme d'autant plus violent qu'il était, plastiquement, d'une insoutenable « beauté ».

Voilà donc un cinéaste japonais qui a réduit en miettes les représentations officielles de l'histoire du Japon, les films à samouraïs et à kimonos, un cinéaste violent, lyrique, baroque, passionné qui, avec *Pluie noire*, fait, après quelques visions d'apocalypse, entendre des cluchotements plus que des cris, glisse vers

l'intimité feutrée, et se place hors du temps en ayant l'air de revenir au passé des années 40-50.

Ce film correspond, lui (*le Monde* du 11 mai 1989), à une nécessité de porter à l'écran un roman du vieil et important écrivain japonais Masuji Ibuse, dans lequel il est écrit que « la vie n'est pas faite pour attendre la mort ». Il répond aussi à la nécessité de « montrer des individus confrontés à la mort, à la peur d'une mort qui progressivement les gagne ». Imamura voulait ce film. Il lui a fallu cinq ans pour concrétiser son projet. Et il a dû tourner *Zegen* (présenté au Festival de Cannes 1987) avant, à cause des difficultés de production.

*Pluie noire* commence à Hiroshima le 6 août 1945. Il fait très chaud. Les gens partent au travail. La vie quotidienne n'a pas l'air d'être affectée par la guerre. Soudain, un éclair, le fameux « éclair blanc », déchire le ciel. Sa lueur aveuglante s'accompagne d'un souffle terrible et l'enfer se déchaine. Les séquences qui suivent évoquent un mauvais film-catastrophe tourné dans un hangar avec des figurants maquillés à faire peur.

Doit-on attribuer cela aux difficultés de production déjà citées ? Faut-il plutôt penser que, telle Marguerite Duras écrivant pour Renois le scénario d'*Hiroshima mon amour* à partir de l'impossibilité de faire un film sur la bombe atomique, Imamura nous dit, lui aussi, à sa façon : « Tu n'as rien vu à Hiroshima », parce que l'on ne peut pas, vraiment, représenter l'apocalypse ? La première hypothèse pourrait être la bonne, la seconde est bien plus réconfortante pour l'esprit cinéphile.

Imamura centre d'ailleurs, très vite, son film sur une jeune fille, Yasuko. Au moment de l'explosion, elle est sur le bateau, en route vers la résidence campagnarde de son oncle Shigematsu. Une pluie noire s'abat sur la mer et sur les passagers. Voilà les images qu'il faut retenir, plus que celles des familles déguillemées et mutilées errant dans les amas de gravats et de madriers. *Pluie noire* : retombée de l'explosion atomique. Ceux qu'elle a touchés, souillés, ne savent pas encore qu'ils ont été irradiés.

Quelques années plus tard, Yasuko vit à la campagne avec son oncle Shigematsu et sa tante Shigeko. Des rescapés. Mais la guerre est finie, la vie a repris ses droits. Et c'est dans une ambiance de nature, sereine, apaisante, presque idyllique que lentement - un peu trop lentement - l'idée de la mort inévitable s'installe. Yasuko ne trouve pas à se marier. On craint sa maladie. Yūshū, un ancien soldat traumatisé par les combats, qui, dès qu'il entend un bruit de moteur, se revêt en train d'attaquer un char ennemi, est le seul être dont elle pourrait partager l'existence. Imamura filme en longs plans-séquences. On se croirait parfois chez Ozu, dont il fut autrefois l'assistant et avec lequel il entretenait des rapports ambigus.

Il fallait ce style épuré, d'une inquiétante langueur, il fallait l'extraordinaire pudeur des interprètes dans le déchirement, la peur et le souffrance - comme celle de Yasuko perdant ses cheveux et reconnaissant le travail de la mort lente - pour, sur le thème cher à Imamura du destin récurrent, dépasser le phénomène historique et ramener les sensibilités émoussées au fer rouge des angoisses contemporaines. Des radiations atomiques au cancer et au SIDA, des dommages de ce calme village japonais, comptant ce qui leur reste d'espérance de vie, aux malades incurables d'aujourd'hui, c'est la même intolérable injustice qui vient toucher le spectateur au cœur.

JACQUES SICLER.



...une mort lente au sein d'une nature apaisante.

## VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ● Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS		RIVE DROITE
<p><b>JOHN JAMESON</b> 10, rue des Capucines, 2<sup>e</sup> 40-15-00-30/40-15-08-08</p> <p><b>ARTOIS ISIDORE</b> F/sam. midi et dim. 13, rue d'Artois, 6<sup>e</sup> 42-23-01-10</p> <p><b>RELAIS BELMAN</b> 37, rue François-I<sup>er</sup>, 8<sup>e</sup> 47-23-54-42</p> <p><b>LE RELAIS DEUSEHEIM</b> 6, place de la République, 11<sup>e</sup> 47-00-44-10</p> <p><b>CLOSERIE SARRADAN</b> 94, bd Diderot, 12<sup>e</sup> 43-43-50-85</p> <p><b>LE PRESSBOURG</b> 3, av. de la Grande-Armée, 16<sup>e</sup> 45-00-24-77</p> <p><b>LE GOURMAND CANDIDE</b> 6, pl. Maréchal-Juin, 17<sup>e</sup> 43-80-01-41</p>	<p>As 1<sup>er</sup> ét., le premier restaurant islandais de Paris, déj., dîner, spécial. de saumon fumé et poissons d'Islande, menu déjeû. à 95 F net. As rez-de-ch., KITTU OSHIBAS : « Le vrai pub islandais », ambiance à la fois exotique et moderne. Le plus gr. choix de whiskys du monde. Jany, 2 h de nuit.</p> <p><b>CUISINE TRADITIONNELLE : POISSONS</b>, coquille St-Jacques, CONFIT, magret, FOIE GRAS FRAIS de canard, GIBIER en saison. Env. 250 F. OUVERT LE SAM. SOIR.</p> <p>Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYANS. Soles aux courgettes. FILET A L'ESTRAGON. Glaces de jour.</p> <p>T.L.J. jusqu'à 1 heure du matin. Huîtres et fruits de mer toute l'année. Poissons du marché. Chateaubriots.</p> <p><b>SPECIALITES DU PERIGORD</b> Déjeuners d'affaires - Dîners-Salons pour groupes</p> <p>Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h de matin. Une table gastro, avec vue sur l'Arc de triomphe, que tout Français se doit de découvrir. Plats du terroir, fruits de mer. Poissons fins. Langoustes et homards du vivier. Tour. Déj. d'aff. Menu à 95 F + carte.</p> <p>Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.</p>	
RIVE GAUCHE		
<p><b>YUGARAJ</b> 14, rue Dampierre, 6<sup>e</sup> 43-26-44-91</p> <p><b>RESTAURANT THOUVENEL</b> 79, rue Saint-Dominique, 7<sup>e</sup> 47-05-49-75</p>	<p><b>SPECIALITES INDIENNES</b>. « De tous les indiens celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » (Gault Millau.)</p> <p>Spécialité de confit de canard et de canard au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUS LES JOURS, Y COMPRIS LE DIMANCHE.</p>	

### SOUPERS APRES MINUIT

<p><b>ALSACE A PARIS</b> T.L.J. 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6<sup>e</sup> - Salons CHOUCRUTES, Grillades, POISSONS DEGUSTATION D'HUITRES ET COQUILLAGES Pâtisserie-Grands crus d'Alsace.</p>	<p><b>LA TOUR D'ARGENT</b> HUITRES TOUTE L'ANNEE POISSONS DU MARCHE Plats traditionnels - Vins à découvrir. JARDIN D'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille. T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille, 43-42-90-32.</p>
---	--

### DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

**CONGRES MAILLOT**  
Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée  
HUITRES, COQUILLAGES toute l'année  
POISSONS, VIANDES à l'ail grillées  
45-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

# CINÉMA

## TOUS LES FILMS NOUVEAUX

### Comédie d'amour

de Jean-Pierre Raison, avec Michel Serrault, Annie Girardot, Aurélien Recoing, Patrick Bauchau, Roger Carot, France 1 (1 h 25).

Sur ses vieux jours, Paul Léantaud a découvert l'amour des femmes. Il s'en est expliqué dans son journal, et le film tente de reconstituer la verve de son style.

Clé Bouchard, handicapé, 3\* (42-71-52-58) ; Pathé Impérial, 1\* (42-71-52-58) ; U.G.C. Normandie, 1\* (42-71-52-58) ; Saint-Lazare-Parnasse, 1\* (42-71-52-58) ; U.G.C. Biarritz, 1\* (42-71-52-58) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-71-52-58) ; U.G.C. Lyon Bastille, 1\* (42-71-52-58) ; U.G.C. Gobelins, handicapé, 1\* (42-71-52-58) ; U.G.C. Convention, 1\* (42-71-52-58) ; U.G.C. 14, 1\* (42-71-52-58).

### Le Colporteur, le Voleur, sa femme et son enfant

de Peter Greenaway, avec Richard Bohringer, Michael Gambon, Helen Mirren, Alan Howard, Tim Roth, Cécile Nanteau, Franco-Britannique (2 h).

Une œuvre d'art, page 26 et 27.

VO : Gaumont Les Halles, 1\* (42-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-26-12-12) ; La Pagode, 1\* (42-26-12-12) ; Gaumont Champe-Elysées, 1\* (42-26-12-12) ; La Bastille, 1\* (42-26-12-12) ; Gaumont Parnasse, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Biarritz, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Lyon Bastille, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Gobelins, handicapé, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Convention, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. 14, 1\* (42-26-12-12).

### Heaven

de Diane Keaton, Américain (1 h 23).

A la recherche du paradis sur terre ou bien ailleurs, Diane Keaton est partie de l'autre côté de la caméra pour demander à quelques originaux ce qu'ils en pensent. Certains interviews sont amusantes et les

extraits de films insérés en intermèdes ne sont pas tristes non plus.

VO : Action Éclat, 1\* (42-26-12-12).

### Hiver 54

de Denis Amar, avec Lambert Wilson, Claudia Cardinale, Robert Hirsch, Antoine Vitez, Laurent Terzieff, Bernadette Buvion, France 1 (1 h 42).

En 1954, la France ne s'était pas encore relevée complètement de la guerre, et l'hiver fut polaire. Les sans-logis mourraient, en tout cas souffraient. Un homme, l'abbé Pierre, parvint à mobiliser les cœurs charitables, par voie de radio et de presse. On ne disait pas encore les médias, mais c'était le début du charisme médiatique. Lambert Wilson, bizzarrement, incarne cet homme qui, en dépit de tout ce qui l'entourait, n'a cessé de se dévouer.

Forum Horizon, handicapé, 1\* (42-08-57-57) ; Rex, 2\* (42-38-83-83) ; Gaumont Ambassade, handicapé, 1\* (42-08-57-57) ; George V, 1\* (42-08-57-57) ; Gaumont Opéra, handicapé, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Lyon Bastille, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Biarritz, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Lyon Bastille, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Gobelins, handicapé, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Convention, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. 14, 1\* (42-08-57-57).

### Phébé noire

de Shôhei Imamura, avec Yoshiko Tanaka, Etsuko Ichihara, Shôkichi Omiwa, Norihiko Hara, Japonais (2 h 03).

Une œuvre d'art, page 26.

### Les Rois de la mer

de Philippe Garrel, avec Brigitte Sy, Philippe Garrel, Louis Garrel, Antoine, Maurice Garrel, Yvette Eclouart, France 1 (1 h 23).

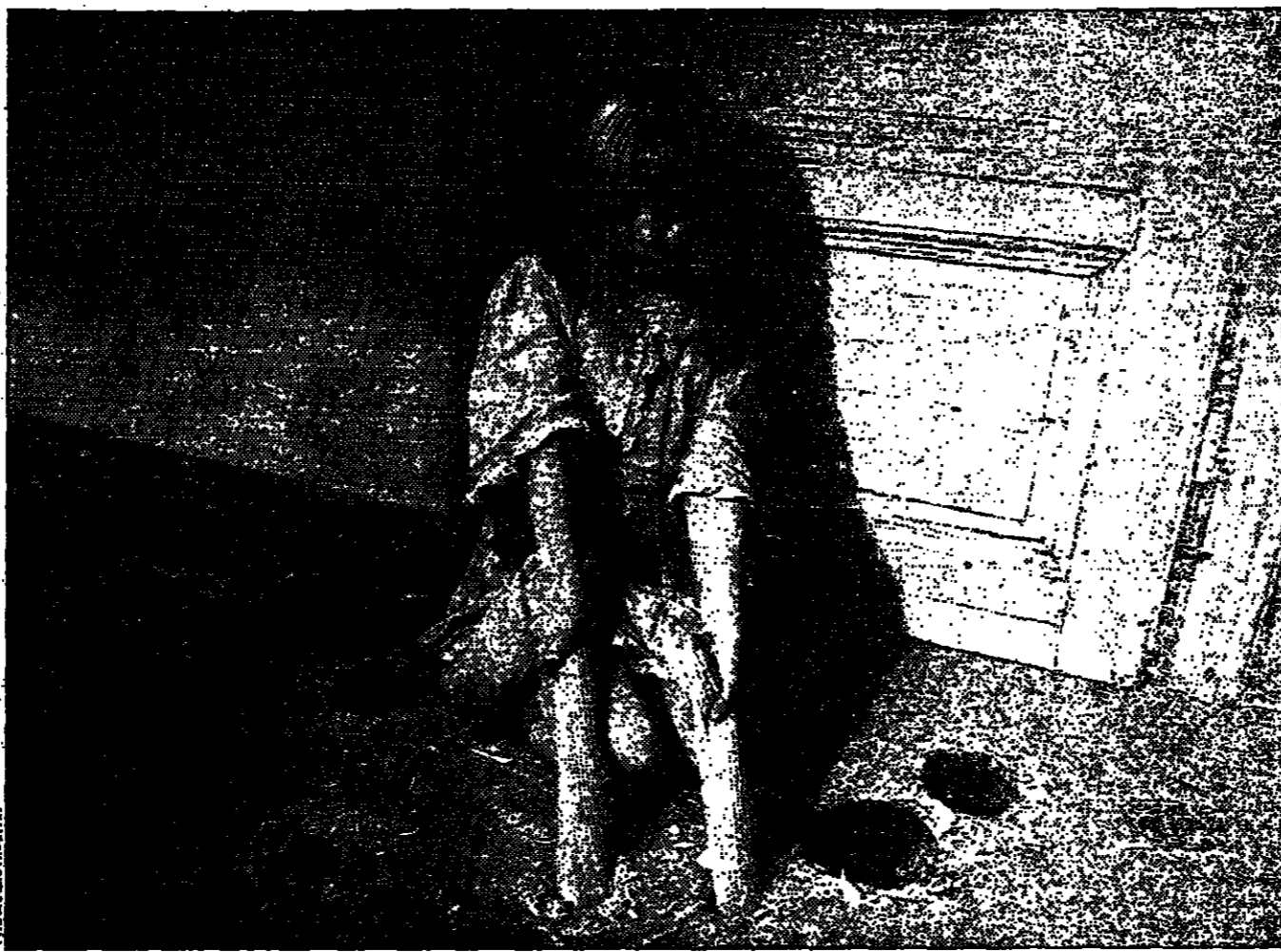
Philippe Garrel demeure l'un des cinéastes les plus personnels, les plus singuliers de notre époque. Un poète de l'image, un rêveur sans concession.

### Cinéma Paradiso

de Giuseppe Tornatore, avec Philippe Noiret, Jacques Perrin, Salvatore Cascio, Marco Leonardi, Agnese Marano, Ion Deacon, Franco-Italien (2 h 03).

Les émotions d'un gamin filmé, initié à la magie du cinéma par un projectionniste bougon mais brave cœur. Hommage au temps de l'innocence. Les larmes et les rires sont en rendez-vous.

VO : Gaumont Les Halles, handicapé, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Biarritz, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Lyon Bastille, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Gobelins, handicapé, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Convention, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. 14, 1\* (42-08-57-57).



### Astérix et le Coup du menhir

de Philippe Grimond, avec les voix de Roger Carel, Pierre Tornade, Henri Labrousse, France-Animation (1 h 20).

Le petit Gaulois révolté, le gros balourd Obélix, les druides Panoramix (qui a oublié la formule de la potion magique), le barde Assurancetourix, toute la population de l'irréductible village gaulois se retrouve au rendez-vous des vacances scolaires.

Gaumont Les Halles, 1\* (42-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Biarritz, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Lyon Bastille, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Gobelins, handicapé, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Convention, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. 14, 1\* (42-26-12-12).

### Les Rois de la mer

de Philippe Garrel, avec Brigitte Sy, Philippe Garrel, Louis Garrel, Antoine, Maurice Garrel, Yvette Eclouart, France 1 (1 h 23).

Philippe Garrel demeure l'un des cinéastes les plus personnels, les plus singuliers de notre époque. Un poète de l'image, un rêveur sans concession.

### Great Balls of Fire

de Jim McBride, avec Dennis Quaid, Stephen Tobolowsky, Troy Wilson, Albert Salmi, Américain (1 h 47).

Jerry Lee Lewis, pionnier du rock and roll voulait détruire Elvis Presley. Il n'est pas, mais il a échoué, et c'est ce qui a intéressé Jim McBride. Dennis Quaid en rocker speed, amateur de petites filles, n'est pas crédible, mais il y a la musique et une reconstitution étonnamment fidèle de l'époque.

VO : Forum Orient Express, handicapé, 1\* (42-33-42-28) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-33-42-28) ; U.G.C. Biarritz, 1\* (42-33-42-28) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-33-42-28) ; U.G.C. Lyon Bastille, 1\* (42-33-42-28) ; U.G.C. Gobelins, handicapé, 1\* (42-33-42-28) ; U.G.C. Convention, 1\* (42-33-42-28) ; U.G.C. 14, 1\* (42-33-42-28).

### Indiana Jones et la Dernière Croisade

de Steven Spielberg, avec Harrison Ford, Sean Connery, Denholm Elliott, Alison Doody, John Rhys-Deaves, Julian Glover, Américain (2 h 05).

Adolescent, Indy était déjà un aventurier charmant. C'est en fuyant des bandits sur le toit d'un train en marche qu'il gagne son fouet et son chapeau. Plus tard, de plus en plus séduisant, il se mit en quête du Graal, et retrouva son père, aussi séduisant que lui. Entrer dans la famille des Jones, avec d'un côté Sean Connery et de l'autre Harrison Ford, ce doit être ça le paradis. D'autant que leurs aventures sont épiques, pleines de ciné d'été, d'humour. La belle aventure.

VO : Forum Horizon, handicapé, 1\* (42-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicapé, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Biarritz, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Lyon Bastille, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Gobelins, handicapé, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Convention, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. 14, 1\* (42-08-57-57).

### Qui veut la peau de Roger Rabbit ?

de Robert Zemeckis, avec Bob Hoskins, Christopher Lloyd, Joanna Cassidy, Charles Fleischer, Stubby Kaye, Alan Thiven, Américain (1 h 36).

Pour les parents qui ne savent pas comment distraire leurs enfants pendant les vacances de la Toussaint, Roger Rabbit, le lapin malheureux en butte aux humains corrompus, est toujours là. Et Jessica, son épouse, toujours aussi sexy.

VO : La Nouvelle Maxville, handicapé, 1\* (42-08-57-57) ; Pathé Impérial, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Biarritz, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Lyon Bastille, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Gobelins, handicapé, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. Convention, 1\* (42-08-57-57) ; U.G.C. 14, 1\* (42-08-57-57).

### La Révolution française

de Robert Enrico, avec Klaus Maria Brandauer, Jean Serruys, François Cluzet, Jean-François Balmer, Andrzej Seweryn, Marianne Bastie, France 1 (2 h 50).

La Révolution française a eu son film-célébration, majestueux autant que luxueux, avec des milliers de figurants et des centaines de vedettes. Dans cette coproduction, le scénario, dû à un Anglais, se veut objectif. Aucune phrase historique, aucun grain de poudre aux perruques de Marie-Antoinette ne manquent.

### Mein no Run

de Claire Denis, avec les Têtes brisées, France 1 (1 h 30).

Les Têtes brisées : musiciens, Africains, joyeux fous, sur le chemin de tournées plus ou moins

### Allice de Jan Svankmajer

de Jan Svankmajer, avec Yvonne Kradol, Masatoshi Nagase, Soremi Jay Hawkins, Cinqus Lee, Nicoletta Braschi, Elizabeth Bracco, Américain (1 h 50).

A Memphis, Tennessee, dans un hôtel miteux non loin de Graceland, un jeune couple japonais, deux femmes dont la venue d'un mafiosi et d'un groupe d'adcoques sympathiques, se croisent sans se rencontrer. Au centre : un coup de feu. Autour, le flegme et l'humour sophistiqué de Jim Jarmush.

VO : Gaumont Les Halles, 1\* (42-26-12-12) ; Pathé Impérial, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Biarritz, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Lyon Bastille, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Gobelins, handicapé, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Convention, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. 14, 1\* (42-26-12-12).

### En quatrième vitesse

de Robert Aldrich, avec Ralph Meeker, Martin Carr, Chris Leachman, Albert Dekker, Maxine Cooper, Américain, 1965, noir et blanc (1 h 48).

Le polar noir le plus hâtant, le plus insolent, le plus sophistiqué, le plus violent, le plus déraisonnable, le plus sexy, le plus émouvant, le plus poignant, bref, le chef-d'œuvre d'Aldrich.

### Les Voyages de Sullivan

de Preston Sturges, avec Joel McCrea, Veronica Lake, Robert Warwick, William Demarest, Franklin Pangborn, Porter Hall, Américain, 1941, noir et blanc (1 h 30).

Après avoir redonné une jeunesse à Lubitsch, on redécouvre Preston Sturges, nom célèbre, cinéaste méconnu. En attendant sa rétrospective, voici un film ambigu, une critique amère et drôle de l'idéalisme forcé d'un Capra.

### Sexe, mensonges et vidéo

de Steven Soderbergh, avec James Spader, Andie MacDowell, Peter Gallagher, Laura San Giacomo, Ron Vawter, Américain (1 h 40).

Le mari volage préfère sa belle-sœur nymphomane à sa femme coïncée. Son

### Comme l'héroïne de Lewis Carroll

de Lewis Carroll, avec Yvonne Kradol, Masatoshi Nagase, Soremi Jay Hawkins, Cinqus Lee, Nicoletta Braschi, Elizabeth Bracco, Américain (1 h 50).

A Memphis, Tennessee, dans un hôtel miteux non loin de Graceland, un jeune couple japonais, deux femmes dont la venue d'un mafiosi et d'un groupe d'adcoques sympathiques, se croisent sans se rencontrer. Au centre : un coup de feu. Autour, le flegme et l'humour sophistiqué de Jim Jarmush.

VO : Gaumont Les Halles, 1\* (42-26-12-12) ; Pathé Impérial, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Biarritz, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Lyon Bastille, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Gobelins, handicapé, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Convention, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. 14, 1\* (42-26-12-12).

### En quatrième vitesse

de Robert Aldrich, avec Ralph Meeker, Martin Carr, Chris Leachman, Albert Dekker, Maxine Cooper, Américain, 1965, noir et blanc (1 h 48).

Le polar noir le plus hâtant, le plus insolent, le plus sophistiqué, le plus violent, le plus déraisonnable, le plus sexy, le plus émouvant, le plus poignant, bref, le chef-d'œuvre d'Aldrich.

### Les Voyages de Sullivan

de Preston Sturges, avec Joel McCrea, Veronica Lake, Robert Warwick, William Demarest, Franklin Pangborn, Porter Hall, Américain, 1941, noir et blanc (1 h 30).

Après avoir redonné une jeunesse à Lubitsch, on redécouvre Preston Sturges, nom célèbre, cinéaste méconnu. En attendant sa rétrospective, voici un film ambigu, une critique amère et drôle de l'idéalisme forcé d'un Capra.

### Sexe, mensonges et vidéo

de Steven Soderbergh, avec James Spader, Andie MacDowell, Peter Gallagher, Laura San Giacomo, Ron Vawter, Américain (1 h 40).

Le mari volage préfère sa belle-sœur nymphomane à sa femme coïncée. Son

copain d'enfance, devenu impuissant, se console avec des confessions féminines sans détour enregistrées en vidéo. Ce pourrait être le thème d'un vaudeville salace, c'est la Palme d'or de Cannes 1989, un film éblouissant.

VO : Gaumont Les Halles, 1\* (42-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Biarritz, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Orléans, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Lyon Bastille, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Gobelins, handicapé, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. Convention, 1\* (42-26-12-12) ; U.G.C. 14, 1\* (42-26-12-12).

### REPRISES

#### Allemagne, mère bifurquée

de Helma Sanders-Brahms, avec Eva Mattes, Ernst Jacobi, Elisabeth Stepanek, Anna Sanders, Senta Lauer, Wilfried Lauer, Allemand, 1980 (2 h).

Un jeune couple, un enfant dans l'Allemagne malade, détruite par le nazisme et la guerre. Une histoire sans espoir, un film didactique.

#### Casanova

de Alexandre Volkoff, avec Ivan Mosjoukine, Rudolf Klein Rogge, Diana Karrene, Suzanne Bianchetti, film de Liguoro, Paul Galdé, Français, 1927, noir et blanc (1 h 30).

Ivan Mosjoukine fardé, poudré, donne tout à la fois le charme slave, les critères de beauté masculine des années 1920/1930 et la séduction d'un héros de légende. Le Casanova muet, renoué avec amour, ne ressemble en rien au macho fripé de Fellini.

#### En quatrième vitesse

de Robert Aldrich, avec Ralph Meeker, Martin Carr, Chris Leachman, Albert Dekker, Maxine Cooper, Américain, 1965, noir et blanc (1 h 48).

Le polar noir le plus hâtant, le plus insolent, le plus sophistiqué, le plus violent, le plus déraisonnable, le plus sexy, le plus émouvant, le plus poignant, bref, le chef-d'œuvre d'Aldrich.

#### Les Voyages de Sullivan

de Preston Sturges, avec Joel McCrea, Veronica Lake, Robert Warwick, William Demarest, Franklin Pangborn, Porter Hall, Américain, 1941, noir et blanc (1 h 30).

Après avoir redonné une jeunesse à Lubitsch, on redécouvre Preston Sturges, nom célèbre, cinéaste méconnu. En attendant sa rétrospective, voici un film ambigu, une critique amère et drôle de l'idéalisme forcé d'un Capra.

#### Sexe, mensonges et vidéo

de Steven Soderbergh, avec James Spader, Andie MacDowell, Peter Gallagher, Laura San Giacomo, Ron Vawter, Américain (1 h 40).

Le mari volage préfère sa belle-sœur nymphomane à sa femme coïncée. Son

سكرا من الاحمل

صكذا من الاصل

THÉÂTRE

SPECTACLES NOUVEAUX

**Les Fausse Confidences**  
de Marivaux,  
mise en scène  
de Gilles Bourdet,  
avec Sophie Broussier,  
Juliette Binoche,  
Bruno Chéreau,  
Anne Kreis,  
Jacques Le Carpentier,  
Jean Luchini,  
Jacques Feller,  
Didier Valée  
et Romain Weingarten.  
Reprise en Ile-de-France du  
très beau Marivaux créé l'an  
passé à Lille par le directeur  
du Centre dramatique national  
du Nord. Gilles Bourdet  
retrouve ses marques, et  
nous l'enivrons de l'appât.  
Maison des arts, place  
Salvador-Allende, 94000 Cré-  
teil. À partir du 3 novembre.  
Les mardi, mercredi, vendredi  
et samedi à 20 h 30. Le diman-  
che à 15 h 30. Tél. : 49-80-  
18-88. Durée : 2 heures.  
De 55 F à 110 F.

**Kiki l'Indien**  
de Joël Jouanneau,  
mise en scène  
de Michel Raskine,  
avec Judith Guittier,  
Marie-Françoise  
Christian Ruche,  
Delphine Ruche,  
Romain Duverne  
et Johann Pottogher.  
La nouvelle pièce de Joël  
Jouanneau (*lire plus loin*)  
dans les mains d'un  
acteur et metteur en scène  
formé au TNP de Villeur-  
banne par Roger Planchon.  
Michel Raskine signe sa  
deuxième mise en scène et  
retrouve Marie-Françoise  
Guittier, l'une de nos plus belles  
et plus sûres actrices, pour ce  
deuxième volet de la trilogie  
de Jouanneau, une œuvre  
qu'il a lui-même demandée  
à l'auteur. Il s'est entouré de  
comédiens qui forment sa  
« famille », l'une des plus  
passionnantes, créatives,  
généreuses, du théâtre fran-  
çais d'aujourd'hui. Un  
rendez-vous que les amou-  
reux de la scène inscrivent  
sans tarder sur leurs  
tablettes.

**Louis**  
de Jean-Louis Benoit,  
mise en scène  
de l'auteur,  
avec André Penvern,  
Karen Ransard,  
Laurent Benichou  
et Frédéric Lacombe.  
Reprise à Paris, après Caen,  
d'un spectacle écrit et mis  
en scène par l'un des fonda-  
teurs de l'excellent Théâtre  
de l'Aquarium. Bientôt  
chez Louis et Antonette.  
Cartoucherie, Théâtre de  
l'Aquarium, route du Champ-  
de-manoœuvre, 12. À partir du  
7 novembre. Du mardi au  
samedi à 20 h 30. Matinée  
dimanche à 15 heures. Tél. :  
43-74-80-01. Durée : 1 h 40.  
De 30 F à 90 F.

**La Mission, et  
Au perroquet vert**  
de Heiner Müller,  
et Arthur Schnitzler,  
mise en scène  
de Matthias Langhoff,  
avec A. Belkacem,  
F. Berthet,  
C. Brandt,  
R. Bouchier,  
L. Calame,  
M. Chardet,  
F. Chastot,  
C. Chénouy  
et S. Escalon.  
Après son triomphe lors du  
dernier Festival d'Avignon,  
voilà le spectacle en deux  
parties le plus incroyablement  
iconoclaste des céle-  
brations du Bientôt.  
La Révolution française. Il  
faut dire qu'il rassemble  
deux textes d'auteurs de lan-  
gue allemande, l'un contem-

porain, Heiner Müller, et  
l'autre classique, déjà,  
Arthur Schnitzler, parfaite-  
ment complémentaires en ce  
sens qu'ils sont tous deux  
l'occasion d'une méditation  
vitriolée sur la vérité histori-  
que, la vérité tout court.  
Matthias Langhoff, alle-  
mand de l'Est, passé à  
l'Ouest depuis quelques  
années, fait partie des tout  
meilleurs metteurs en scène  
européens, introduisant de  
terribles turbulences sensu-  
elles dans un théâtre  
d'images fortes. Les comé-  
diens qu'il a rassemblés sont  
d'une redoutable efficacité  
dans le sillage de Serge  
Merlin et de François Chat-  
tot (voir notre photo légende).

Théâtre de la Ville, 2, place du  
Châtelet, 4. À partir du 6  
novembre. Du mardi au  
samedi à 20 h 45. Matinée  
dimanche à 15 heures et  
17 heures. Tél. : 42-74-22-77.  
Durée : 2 heures.  
De 60 F à 120 F.

**Moby Dick**  
d'après Herman Melville,  
mise en scène  
de Linda Wiles,  
avec Kevin Crawford,  
David Goldworthy,  
Anne-Marie Le Traou,  
Carol Mondelstein,  
Ian Meglton,  
Marie-Françoise  
Guittier, David  
Follet, Roger Ransard  
et Sade Rye.  
Une troupe d'origine  
anglaise installée dans le  
Langnedoc revient au Café  
de la danse pour un specta-  
cle en actes et chansons à  
l'esthétique soignée. Pour  
les amoureux.  
Café de la danse, 5, passage  
Louis-Philippe, 11. À partir du  
3 novembre. Du lundi au  
samedi à 20 heures. Tél. : 43-  
67-05-35. Durée : 1 h 15.  
80 F et 100 F.

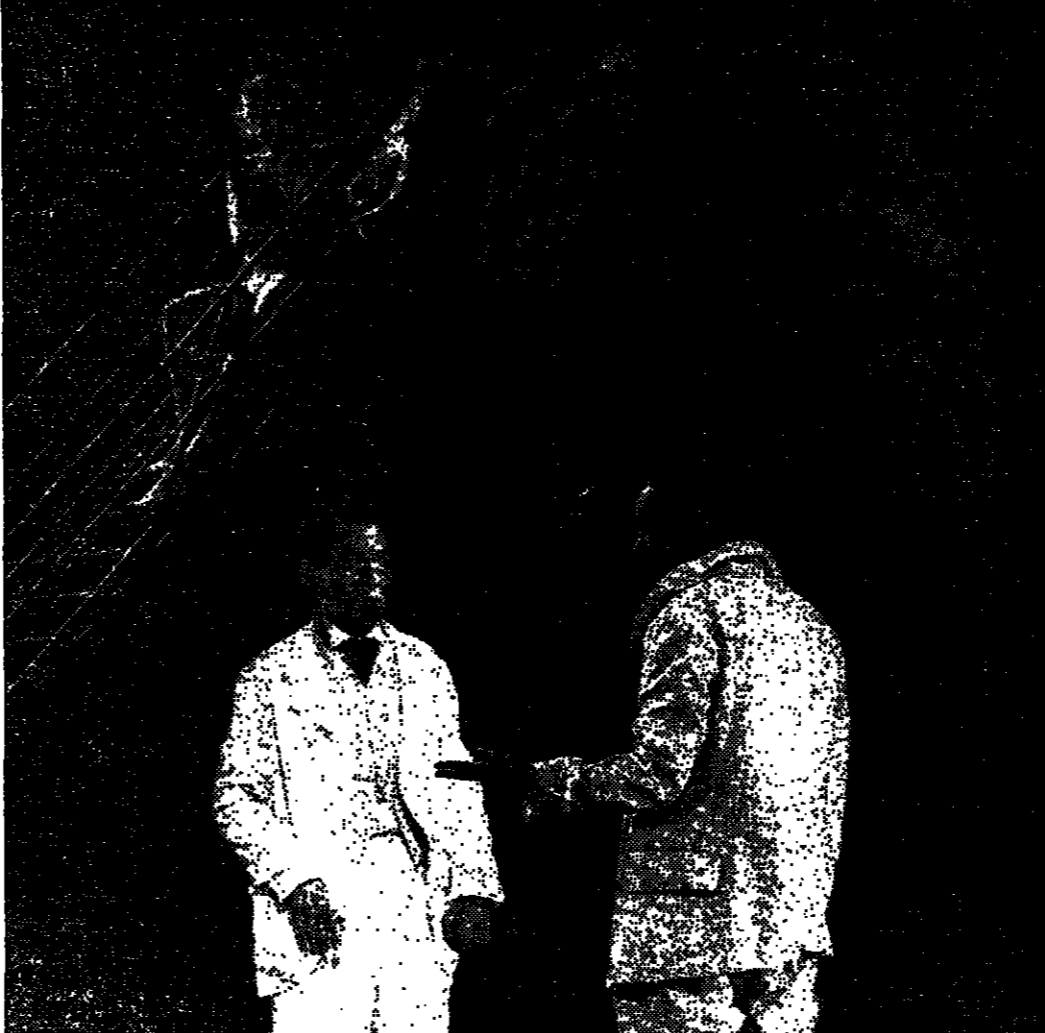
**Pourquoi  
n'es-tu rien dit,  
Desdemone ?**  
de Christine Bruckner,  
mise en scène  
d'Alain Rade,  
avec Marie Verdi,  
Eveline Loria,  
et Christine Marillo.  
Trois comédiennes très dif-  
férentes mais unies dans le  
même talent pour la pièce  
d'un auteur contemporain  
qui veut donner la parole à  
quelques femmes inconnues  
d'hommes célèbres, Goethe,  
Baudelaire, Luther. A découvrir  
avec curiosité.

Théâtre 14 - Jean-Marie Ser-  
reau, 20, av. Marc-Sengier,  
14. À partir du 4 novembre.  
Du mardi au samedi à 20 h 45.  
Matinée dimanche à  
17 heures. Tél. : 45-48-49-77.  
Durée : 1 h 30. 60 F et 100 F.

**Tier Men**  
de La Fura dels Baus.  
Pap Gattell Calvo,  
Jurgen Muller,  
Marcel-Li Antunoz Roca,  
Carlos Padris Singh,  
Miguel Sadoce Riera  
et Siroe Polier.  
Révolte rock d'une troupe  
de jeunes Catalans en  
colère. En quelques années,  
ils ont su semer à travers  
l'Europe, et au-delà, leurs  
paroles guerrières, leurs  
affrontements sanglants,  
leurs dénonciations du tota-  
litarisme. De la rue, ils ont  
gardé ce contact parfois vio-  
lent, toujours direct avec le  
public, cette énergie folle  
qui bouleverse plus qu'elle  
n'amuse, le rire, première  
arme de défense du specta-  
cle méfiant, s'échouant très  
tôt dans la gorge.

Grande Halle de La Villette  
(espace Nord), 211, av. Jean-  
Jaurès, 19. À partir du 7  
novembre. Du mardi au  
samedi à 21 heures. Tél. : 42-  
49-77-22. 100 F et 130 F.

**Zingaro**  
des Zingaro.  
avec les Zingaro.  
Le cabaret équestre Zingaro  
est mort, vive le théâtre  
équestre Zingaro ! Dans ses  
murs de bois peints, la bande  
à Bertabas rallume ses lu-  
tres de cristal, remplit les



**Le Bientôt dans les mains de  
Matthias Langhoff, au travers de deux  
textes, l'un classi-  
que de Schnitzler,  
l'autre contem-  
porain d'Heiner Müller,  
qui s'interro-  
gent sur l'histoire  
et son interpré-  
tation. La Mission et  
Au Perroquet vert  
sont au Théâtre de  
la Ville après leur  
triomphe à Avi-  
gnon.**

Tél. : 42-42-59-49. Durée :  
1 h 40. 70 F et 90 F.

**La Céléstine**  
de Fernando de Rojas,  
mise en scène  
d'Antoine Vitez,  
avec Lambert Wilson,  
Vladimir  
Vladimirov,  
Roger Ransard,  
Jeanne Moreau,  
Christine Fersen,  
Jean-Yves Dubois,  
Elisabeth Crouzet,  
Catherine Fersen,  
Muriel Mayetta  
et Jean-Luc Boutté.  
Encore quelques représen-  
tations pour s'en aller gravir,  
en compagnie d'une Jeanne  
Moreau belle et gaillarde,  
l'escalier métaphysique  
d'Antoine Vitez et Yannis  
Kokkos.

Théâtre national de l'Odéon,  
1, place Paul-Claude, 8. Du  
mercredi au samedi à 20 heures.  
Matinée dimanche à  
14 h 30. Tél. : 43-25-70-32.  
Durée : 3 h 30. De 57 F à  
180 F.  
Dernière représentation le  
5 novembre.

**Le Chemin solitaire**  
d'Arthur Schnitzler,  
mise en scène  
de Luc Bondy,  
avec André Dussollier,  
Laurent Grégoire,  
Alison Hornum,  
Jérôme Nicolin,  
Bulle Ogier,  
Olivier Sandoz,  
Edith Scob  
et Olivier Planchon.  
On avait découvert Luc  
Bondy à Nanterre pour son  
superbe *Terrains* émanant  
du même Schnitzler. On le  
retrouve en très bonne com-  
pagnie pour un spectacle  
sombre au service d'un  
grand texte, sûrement  
adapté par Michel Butel.

Théâtre Renaud-Barrault, av.  
Franklin-Roosevelt, 8. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée samedi et dimanche à  
15 h 30. Tél. : 43-78-75-01.  
Durée : 2 h 45. De 40 F à  
200 F.

**Fantasio**  
d'Alfred de Musset,  
avec Philippe Leroy-  
Beaulieu,  
Serge Hazanavicius  
et Michèle Oppenet.  
Le pari fou d'un jeune  
comédien qui signe sa pre-  
mière mise en scène. Autour  
d'une poignée d'acteurs  
confirmés, il rassemble des  
comédiens expérimentés  
qui ont su trouver une éner-  
gie, une intelligence sponta-  
née pour servir l'œuvre la  
plus brillante de Musset.  
Rythme rapide, alternance  
d'enjouement et de noirceur,  
soit du risque, le travail de  
Richard Bean convainc et  
séduit. Bon vent !

Théâtre Rivecourt, 19-18  
rue Gambetta, 92000 Clichy.  
Du mardi au samedi à  
21 heures. Tél. : 47-38-  
17.

Tél. : 42-42-59-49. Durée :  
1 h 40. 70 F et 90 F.

**Le Gardien**  
de Harold Pinter,  
mise en scène  
de Georges Wilson,  
avec Jacques Dufrenoy,  
Pierre-Marie Escourrou  
et Jean-Pierre Kalfon.  
Duffin est un acteur  
magnifique. Il faut aller s'en  
assurer à l'occasion de ses  
retourailles avec le perso-  
nage immonde de Pinter.  
Fascinant.

Châtelet, 55, rue de Clichy, 8.  
Les mardi et mercredi à  
20 h 45, le dimanche à  
15 heures. Tél. : 42-74-47-26.  
Durée : 2 h 30. De 25 F à  
150 F.

**Karamazov**  
d'après Dostoïevski,  
mise en scène  
d'Antoine Vitez,  
avec Marc Bernier,  
Michel Bony,  
Philippe Duclos,  
Jean-Louis Grizeid,  
Christine Joly,  
François Kati,  
Sophie Petit  
et Michel Valette.  
Le troisième spectacle d'une  
jeune femme qui se mise  
avec lui au niveau des mé-  
teurs en scène considéra-  
bles. Intelligence de l'adap-  
tation, audace de la mise en  
scène, fermeté de la direc-  
tion d'acteurs - Marc Ber-  
man et Christine Joly sont

Artistic-Archivists, 45, rue  
Richard-Lenoir, 11. Les lundi,  
mardi, jeudi, vendredi et  
samedi à 21 heures, les  
samedi et dimanche à  
17 heures. Tél. : 48-06-36-02.  
Durée : 1 h 30. De 80 F à  
180 F.

26-52. Durée : 2 heures. 60 F  
et 80 F.

**Flagrant  
délit  
de mensonge**  
de Patrice Bigal,  
mise en scène  
de l'auteur,  
par la Compagnie  
la Rumeur.  
Le jeune public considère la  
compagnie la Rumeur  
comme seule capable de  
rivaliser avec le théâtre de  
Pina Bausch. Il a raison  
dans la mesure où cette  
équipe, dirigée par Patrice  
Bigal, sait inventer des  
images fortes et belles, qui  
émergent à force de sincé-  
rité dans l'interprétation. Il  
a tort dans la mesure où une  
esthétique, qui tient plus du  
clip que du théâtre, et des  
maïadresses dans le travail  
du texte et des voix empê-  
chent un exercice, certes  
brillant, de se hisser à  
l'essentiel.

Châtelet, 55, rue de Clichy, 8.  
Les mardi et mercredi à  
20 h 45, le dimanche à  
15 heures. Tél. : 42-74-47-26.  
Durée : 2 h 30. De 25 F à  
150 F.

**Karamazov**  
d'après Dostoïevski,  
mise en scène  
d'Antoine Vitez,  
avec Marc Bernier,  
Michel Bony,  
Philippe Duclos,  
Jean-Louis Grizeid,  
Christine Joly,  
François Kati,  
Sophie Petit  
et Michel Valette.  
Le troisième spectacle d'une  
jeune femme qui se mise  
avec lui au niveau des mé-  
teurs en scène considéra-  
bles. Intelligence de l'adap-  
tation, audace de la mise en  
scène, fermeté de la direc-  
tion d'acteurs - Marc Ber-  
man et Christine Joly sont

Artistic-Archivists, 45, rue  
Richard-Lenoir, 11. Les lundi,  
mardi, jeudi, vendredi et  
samedi à 21 heures, les  
samedi et dimanche à  
17 heures. Tél. : 48-06-36-02.  
Durée : 1 h 30. De 80 F à  
180 F.

superbes - Karamazov,  
créé à La Rochelle, mérite  
certainement que l'on se  
rende à la Cartoucherie.  
Cartoucherie Théâtre de la  
Tempête, route du Champ-de-  
Manœuvre, 12. Du mardi au  
samedi à 21 heures. Matinée  
dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-  
28-36-36. Durée : 2 h 20. De  
40 F à 90 F.

**Lorenzaccio**  
d'Alfred de Musset,  
mise en scène  
de Georges Lavandant,  
avec Jean-Luc Boutté,  
Nicolas Silberg,  
Richard Fontana,  
Régis Mitrovitch,  
Guy Michel,  
Marine Chevalier,  
Jean-François Béni,  
Louis Arbessier,  
Nathalie Hervat,  
Catherine Siniel  
et Thierry Blanchard.  
Début sur la scène de Fran-  
çois d'un jeune acteur  
d'exception. Redjep Mitro-  
vitch, sous la direction du  
premier invité d'Antoine  
Vitez cette saison, Georges  
Lavandant, codirecteur du  
TNP de Villeurbanne. Le  
nouveau venu, aux côtés de  
Richard Fontana et Jean-  
Luc Boutté en pleine forme,  
parvient à créer et à jouer la  
rencontre et la fascination  
réprouvée de trois hommes  
de pouvoir, nos sous la  
plume de Musset qui signait  
là son chef-d'œuvre.

Comédie-Française, place du  
Théâtre-Français, 1. Les 3 et  
5 novembre, 20 h 30 les 9,  
11, 14, 18, 21, 23, 27 et 29  
novembre. Tél. : 40-15-  
00-15. Durée : 2 h 15. De 40 F  
à 180 F.

**Opérette**  
de Wilfrid Gombrowicz,  
mise en scène  
de Jorge Lavelli,  
avec Bernard Alane,  
Marcelle Auzan,  
Lucie Arnold,  
Philippe Bégin,  
Philippe Blancher,  
François Chénouy,  
Pierre Dancos,  
Luc-Antoine Diquero,  
P. Frenay  
et L. Huan.  
Jorge Lavelli est peut-être  
notre maître du pastiche et  
de l'irrespect. Il le prouve  
avec cette œuvre méchante  
et drôle de Gombrowicz en  
autant de tableaux prodi-  
gieux et incisifs où s'agitent,  
inséparables, les figures d'un  
sibyle en décomposition.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

**Les Fausse**  
de M. Schütz  
de Jean-Jacques Fennel,  
mise en scène  
de Gérard Caland,  
avec Stéphanie Volz,  
Stéphane Nili,  
Gérard Caland,  
Christine Muller,  
Patrick Zard  
et Claude d'Al.  
Le plus réjouissant des spec-  
tacles sur les boulevards. Un

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

**Les Fausse**  
de M. Schütz  
de Jean-Jacques Fennel,  
mise en scène  
de Gérard Caland,  
avec Stéphanie Volz,  
Stéphane Nili,  
Gérard Caland,  
Christine Muller,  
Patrick Zard  
et Claude d'Al.  
Le plus réjouissant des spec-  
tacles sur les boulevards. Un

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

**Les Fausse**  
de M. Schütz  
de Jean-Jacques Fennel,  
mise en scène  
de Gérard Caland,  
avec Stéphanie Volz,  
Stéphane Nili,  
Gérard Caland,  
Christine Muller,  
Patrick Zard  
et Claude d'Al.  
Le plus réjouissant des spec-  
tacles sur les boulevards. Un

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

texte d'une gâchet folle sur  
la découverte du radium par  
Pierre et Marie Curie, des  
acteurs qui s'amusent à le  
dire, nous avec eux : un  
moment de détente rare et  
de grande qualité.  
Médiocrité, 38, rue des Mathu-  
rins, 9. Du lundi au samedi à  
21 heures. Matinée samedi à  
17 heures. Tél. : 42-95-90-00.  
Durée : 2 heures. De 60 F à  
200 F.

**Sarafina**  
de Mbongeni Ngema,  
mise en scène  
de l'auteur.  
Ils sont vingt-cinq, 3e  
maximal vingt-cinq ans, qui  
chantent la révolte des  
ghettos noirs d'Afrique du  
Sud - plus précisément  
celle apparue dans une école  
de Soweto - et l'espoir fou  
de la disparition de l'apar-  
theid. Après un triomphe à  
New-York, Sarafina mérite  
d'être aussi bien reçue à  
Paris.  
Boîtes de Nord, 37 bis, bd de  
la Chapelle, 10. Du mardi au  
samedi à 20 heures. Matinée,  
samedi et dimanche à  
15 heures. Tél. : 40-36-34-50.  
Durée : 3 heures. 70 F et  
100 F.

**Le Souper**  
de Jean-Claude Brisville,  
mise en scène  
de Jean-Pierre Miquel,  
avec Claude Rich,  
Claude Brasseur,  
Serge Kozlovski  
et Laurent Rey.  
Rencontre au sommet :  
Talleyrand-Claude Rich,  
Fouché-Claude Brasseur.  
Un Souper excellent.  
Montparnasse, 31, rue de la  
Gaieté, 14. Du mardi au  
samedi à 21 heures, le samedi  
à 19 heures. Matinée diman-  
che à 15 h 30. Tél. : 43-22-  
77-74. Durée : 1 h 40. De 50 F  
à 230 F.

**Titus Andronicus**  
de William Shakespeare,  
mise en scène  
de Daniel Mesguich,  
avec Emile Aboussou M'bo,  
Michel Beaumont,  
Jean-Dominique Bérthet,  
Christine Blum,  
Xavier Bré,  
Frédéric Coll,  
Harold Fark,  
Serge Magnin,  
Mark Saporita  
et Jean-François Smadja.  
L'une des œuvres de jeune  
Shakespeare, d'une excep-  
tionnelle sauvagerie, affec-  
tueusement étreinte par  
Daniel Mesguich qui nous  
propose un parcours apon-  
eux du corps de la pièce  
dans un décor superbe de  
Louis Bercut et en com-  
pagnie de comédiens qui se  
sent parfaitement entendus.  
Athénée-Louis Jouvet, 4,  
square de l'Opéra-Louis-  
Jouvet, 9. Le mardi à  
19 heures, du mercredi au  
samedi à 20 h 30. Tél. : 47-  
42-67-27. Durée : 2 h 30. De  
60 F à 120 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

Théâtre national de la Colline,  
15, rue Mathieu-Bras, 20. Du  
mardi au samedi à 20 h 30.  
Matinée dimanche à 15 h 30.  
Tél. : 43-68-49-60. Durée :  
3 heures. 100 F et 130 F.

**ATHÉNÉE**  
LOUIS JOUVET  
**TITUS**  
**ANDRONICUS**  
**SHAKESPEARE**  
**MESGUICH**  
Daniel Mesguich donne la plus  
belle présentation de l'une  
des premières pièces  
de Shakespeare... Il faut avoir  
vu cette magie  
C'est unique. LE MONDE  
Participation  
47.42.67.27  
Avec le parrainage de  
L'UNION DE BANQUE À PARIS

**THÉÂTRE**  
PARIS  
20 H 45  
DU 6 NOV. AU 2 DÉC.  
**LA MISSION**  
**HEINER MÜLLER**  
**AU PERROQUET**  
**VERT**  
**ARTHUR SCHNITZLER**  
MISE EN SCÈNE  
**MATTHIAS LANGHOFF**  
LOC. 42.74.22.77  
2, PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

**ARGOS FILMS. 40<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE**  
Après  
le centre Georges-Pompidou.  
Le Reflet Médicus présente  
l'Hommage à  
**Anatole Dauman**  
5 programmes différents par jour

**THÉÂTRE HEBERTOT 43 87 23 23**  
**MARIA CASARES**  
**La vie que je t'ai donnée**  
**PIRANDELLO**

# MUSIQUES

## DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

### Satie

3 Gouttes

### Debussy

5 Préludes intérieurs

### Schumann-Liszt

Chant d'amour

Mot de printemps

### Brahms

Intermezzo op. 117 n° 1, 2 et 3

### Brahms

Variazioni et fugue sur un thème de Mendel

Elizabeth Sombart (piano).

Pas vraiment mise en valeur par ses prestations (l'événement), mais précisée par une flatteuse réputation, Elizabeth Sombart fait ses grands débuts parisiens au Théâtre des Champs-Élysées. Bonne chance !

La 2. Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 100 F.

### Corvette

3. Pièces pour clavier en fa majeur

### Royer

Suite en sol mineur pour clavier

### Balbastre

La de Cam, Le Dérivatif, Le Labyrinthe

Christophe Roussel (clavier).

Invité par l'Auditorium du Louvre, Christophe Roussel s'est choisi un programme français difficile à défendre : Corrette, Royer, Balbastre ne sont ni Couperin ni Rameau. Mais à ce clavieriste inventif et virtuose rien n'est impossible.

La 2. Auditorium du Louvre, 12 h 30. Tél. : 40-20-62-28.

## SÉLECTION

### Jeudi 2

#### Boulez

Première concert pour piano

#### Bartok

Sonata pour violon seul

#### Stravinsky

Deux concertos pour violon et piano

Pierre-Laurent Aimard (piano).

Maryvonne Le Dizec (violon).

La Première Sonate de Boulez date de 1946 et pourtant elle a déjà pris quelques rides. Elle passionne moins les pianistes que les Klavierschmieds de Stockholm (trois intégrales en disque ces deux dernières années), car la marge de manœuvre que le compositeur a laissée à l'interprète y est plus réduite. Or aujourd'hui les jeunes pianistes se réclament davantage du piano « à risques » que de piano objectif en vogue ces dernières années. Ceci explique sans doute cela : il n'y a aucune raison qu'ils s'obligent à jouer une musique qui les contraint trop. La Sonate pour violon seul de Bela Bartok témoigne évidemment d'une autre esthétique, et les recherches formelles du compositeur se placent sous le signe d'une certaine continuité (cette sonate plonge ses racines dans l'art de Bach). Faire du neuf avec de l'ancien : peut-être est-ce la meilleure façon d'être intemporel ?

Centre Georges-Pompidou, 18 h 30. Tél. : 42-74-42-18, 50 F.

### Vendredi 3

#### Schubert

4 Impromptus pour piano op. 90 n° 1 & 4

Sonata pour piano n° 16 op. 42

Michel Delbecq (piano).

Deuxième récital Schubert donné par Michel Delbecq au Théâtre du Rond-Point. Au programme, les Impromptus op. 90 et la Sonate en la mineur op. 42. Ce jeune grand maître jouait Schubert bien avant ses vingt ans, à une époque où trop de ses camarades du même âge s'acclamaient sur Rachmaninov ou Prokofiev. Evidemment cela s'entend.

Théâtre Renaud-Barrault, 11 heures. Tél. : 42-58-60-70.

### Samedi 4

#### Stravinsky

Lieder

Catherine Duboc (soprano), Robert Lischitz (piano).

Souple, dominée, fruitée, la voix de Catherine Duboc trouve son plein épanouissement dans la mélodie. Quelle chante la mélodie française ou allemande, la transparence de ses interpré-

tations touche juste. Pourquoi n'enregistre-t-elle pas davantage ? Déjà invitée par Jean-Michel Damia, l'année dernière, Catherine Duboc avait chanté (accompagnée par Jean-Claude Penetier) l'Amour et la vie d'une femme de Robert Schumann, passant de la félicité au malheur avec cette simplicité d'approche, cette humilité qui distinguent certains artistes. Catherine Duboc est plus proche de l'art de Christa Ludwig que de celui, plus fabriqué, d'Elizabeth Schwarzkopf.

Maison de Radio France, 17 heures. Tél. : 42-30-12-18, 50 F.

### Dimanche 5

#### Schubert

4 Impromptus pour piano op. 90 n° 1 & 4

Sonata pour piano n° 16 op. 42

Michel Delbecq (piano).

Deuxième récital Schubert donné par Michel Delbecq au Théâtre du Rond-Point. Au programme, les Impromptus op. 90 et la Sonate en la mineur op. 42. Ce jeune grand maître jouait Schubert bien avant ses vingt ans, à une époque où trop de ses camarades du même âge s'acclamaient sur Rachmaninov ou Prokofiev. Evidemment cela s'entend.

Théâtre Renaud-Barrault, 11 heures. Tél. : 42-58-60-70.

### Lundi 6

#### Raspighi

Deuxième et troisième concertos pour orchestre à cordes

Très belles pour orchestre à cordes

#### Bach

Concerto pour violon et orchestre en la mineur BWV 1041

Concerto pour violon en sol mineur

#### Tchoukova

Sérénade pour orchestre à cordes op. 42

Théâtre Renaud-Barrault, 11 heures. Tél. : 42-58-60-70.

### Mardi 7

#### Debussy

Préludes pour piano, 1<sup>er</sup> livre

Roger Woodward (piano).

Si Roger Woodward est un pianiste peu connu du public, ignoré par les maisons de disques, il est adulé par ses confrères et par des compositeurs qui écrivent pour lui, comme Ravel et Debussy s'écrivaient pour Vieux, ou Schumann pour sa femme. Interprète d'élection du répertoire romantique (il faut avoir entendu son Premier concerto de



Anne-Sophie Mutter (violon).

Orchestre de chambre du Württemberg-Hellbron.

Ce concert témoigne d'une conception obsolète de la programmation. A quoi ressembleront ces deux concerts de Bach consacrés entre la musique fanée de Respighi et la Sérénade pour cordes de Tchaïkovski ? Reste le violon d'Anne-Sophie Mutter, son vibrato généreux, la somptuosité de ses couleurs (comme on souligne la somptuosité du Technicolor).

Mais que reste-t-il de Bach dans tout cela ?

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 50 F à 330 F.

### Takemitsu

Corona

### Brouwer

Sonata Piano e Forte

### Woodward

Sound by Sound

### Debussy

Préludes pour piano, 1<sup>er</sup> livre

Roger Woodward (piano).

Si Roger Woodward est un pianiste peu connu du public, ignoré par les maisons de disques, il est adulé par ses confrères et par des compositeurs qui écrivent pour lui, comme Ravel et Debussy s'écrivaient pour Vieux, ou Schumann pour sa femme. Interprète d'élection du répertoire romantique (il faut avoir entendu son Premier concerto de

Brahms, son Chopin), il a peu de rivaux dans le répertoire contemporain. C'est d'ailleurs parce qu'il joue si bien Chopin qu'on écoute ses interprétations de Xosakis, Boulez, Barraqué ou Takemitsu avec tant d'attention. Woodward est un artiste complet et admirable.

Conservatoire national supérieur d'art dramatique, 20 h 30. De 50 F à 110 F.

### Brahms

Sonata en sol mineur

### Nussio

Variazioni sur un thème de Pergolèse

### Eiger

Romance

### Milde

Tarantelle

### Poulenc

Improvisations n° 7-12 du 1<sup>er</sup> livre

### Bach

Partita en si mineur pour violon seul

Partita en ré mineur pour violon seul

### Saint-Saëns

Havaneise

### Duarte

Variazioni sur un chant traditionnel catalan pour guitare

### Sarasate

Caprice basque

Louise Thacker, Louise Pécot, Charlotte Howell (violons), Russell Lomas, Paul Lewis (piano), Robert Dufon (basson), Mark Ashford (guitare).

Par les élèves de la Chetham's School of Music de Manchester.

Pour prendre la mesure de la qualité de l'enseignement de l'une des meilleures écoles de musique de Grande-Bretagne.

Boulogne-Billancourt. Centre culturel, 14 h 15. Tél. : 49-84-77-95. 30 F.

### Mercredi 8

#### Beethoven

Sonata pour piano n° 31 en la mineur op. 110

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 50 F à 330 F.

### Liszt

Sonata en si mineur

### Chopin

Fantaisie en fa mineur, Berceuse, Nocturne, Ballade

Cyril Huvé, piano Erard 1850

Ce piano Erard n'est déjà plus un piano-forte, ce n'est pas non plus un grand piano moderne, c'est le piano romantique sur lequel Liszt et Chopin jouaient. Sa mécanique ultra-légère, nerveuse, est déjà celle du piano d'aujourd'hui (le double échappement, qui permet la répétition rapide, a été inventé par Sébastien Erard dès 1822). Sa sonorité plus cristalline, longue, riche en harmoniques, n'a en revanche rien à voir avec celle des instruments postérieurs, dont la subtilité de couleurs a été « sacrifiée » à la puissance. En jouant Beethoven, Chopin et Liszt sur cet Erard, Cyril Huvé ne fait pas œuvre d'historien, il affirme simplement son attachement à un piano dont la beauté harmonieuse conviendrait tout aussi bien aux sonates de Scarlatti qu'à celles de Mozart, Haydn ou Schubert.

(Voir notre photo légendée.)

Salle Gaveau, 20 h 30, de 90 F à 140 F. Tél. : 49-53-05-07.

## JAZZ

### Chico Hamilton

Euphoria

L'un, le batteur historique, est au New Morning. L'autre, ténor puissant et éprouvé, révélé par Mingus, au Sunset. C'est le Paris des clubs, vivant, inattendu. Une soirée comme une autre.

Le 1<sup>er</sup>, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

### Trio René Urtreger

Musicien d'expérience et de longévité, René Urtreger joue tous les soirs comme s'il inventait le piano. A l'Auditorium des Halles, il offre

une sorte de supplément au Festival de Paris qui vient de s'achever.

Le 6. Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

### Dominique Pifarély

Quartet

Le violoniste le plus prometteur du moment s'inscrit parfaitement dans la tradition vivante de l'instrument : de Grappelli à Didier Lockwood, en passant par Jean-Luc Ponty. Son quartet européen est une des formations particulièrement solides à découvrir.

Le 7. Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

### Henri Texier

Joe Lovano

John Abercrombie

Aldo Romano

Lovano, Abercrombie et Aldo Romano sont autour du bassiste. Henri Texier connaît la chanson, le répertoire et sait faire tourner un groupe.

Le 7. Auditorium des Halles, 22 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

### Charles Trenet

Le Cole Porter de Narbonne revisite les coins oubliés de son demi-siècle de carrière. Pour les souvenirs et le plaisir immédiat, pour ceux qui étaient déjà là et pour ceux qui ont besoin d'un rattrapage.

Les 1, 2, 3, 4 et 7, 20 h 30, le 5, 18 heures. Palais des Congrès. Tél. : 40-40-28-20. Location Mithel 3615 code EUROPE N° 1. De 140 F à 280 F.

### Le 7. Auditorium des Halles

19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

### Henri Texier

Joe Lovano

John Abercrombie

Aldo Romano

Lovano, Abercrombie et Aldo Romano sont autour du bassiste. Henri Texier connaît la chanson, le répertoire et sait faire tourner un groupe.

Le 7. Auditorium des Halles, 22 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

### Chico Hamilton

Euphoria

L'un, le batteur historique, est au New Morning. L'autre, ténor puissant et éprouvé, révélé par Mingus, au Sunset. C'est le Paris des clubs, vivant, inattendu. Une soirée comme une autre.

Le 1<sup>er</sup>, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

### Trio René Urtreger

Musicien d'expérience et de longévité, René Urtreger joue tous les soirs comme s'il inventait le piano. A l'Auditorium des Halles, il offre

une sorte de supplément au Festival de Paris qui vient de s'achever.

Le 6. Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

### Dominique Pifarély

Quartet

Le violoniste le plus prometteur du moment s'inscrit parfaitement dans la tradition vivante de l'instrument : de Grappelli à Didier Lockwood, en passant par Jean-Luc Ponty. Son quartet européen est une des formations particulièrement solides à découvrir.

Le 7. Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

### Henri Texier

Joe Lovano

John Abercrombie

Aldo Romano

Lovano, Abercrombie et Aldo Romano sont autour du bassiste. Henri Texier connaît la chanson, le répertoire et sait faire tourner un groupe.

Le 7. Auditorium des Halles, 22 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

### Charles Trenet

Le Cole Porter de Narbonne revisite les coins oubliés de son demi-siècle de carrière. Pour les souvenirs et le plaisir immédiat, pour ceux qui étaient déjà là et pour ceux qui ont besoin d'un rattrapage.

Les 1, 2, 3, 4 et 7, 20 h 30, le 5, 18 heures. Palais des Congrès. Tél. : 40-40-28-20. Location Mithel 3615 code EUROPE N° 1. De 140 F à 280 F.

### Le 7. Auditorium des Halles

19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

### Henri Texier

Joe Lovano

John Abercrombie

Aldo Romano

Lovano, Abercrombie et Aldo Romano sont autour du bassiste. Henri Texier connaît la chanson, le répertoire et sait faire tourner un groupe.

Le 7. Auditorium des Halles, 22 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

### Chico Hamilton

Euphoria

L'un, le batteur historique, est au New Morning. L'autre, ténor puissant et éprouvé, révélé par Mingus, au Sunset. C'est le Paris des clubs, vivant, inattendu. Une soirée comme une autre.

Le 1<sup>er</sup>, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

### Trio René Urtreger

Musicien d'expérience et de longévité, René Urtreger joue tous les soirs comme s'il inventait le piano. A l'Auditorium des Halles, il offre

une sorte de supplément au Festival de Paris qui vient de s'achever.

Le 6. Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

### Dominique Pifarély

Quartet

Le violoniste le plus prometteur du moment s'inscrit parfaitement dans la tradition vivante de l'instrument : de Grappelli à Didier Lockwood, en passant par Jean-Luc Ponty. Son quartet européen est une des formations particulièrement solides à découvrir.

Le 7. Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

### Henri Texier

Joe Lovano

John Abercrombie

Aldo Romano

Lovano, Abercrombie et Aldo Romano sont autour du bassiste. Henri Texier connaît la chanson, le répertoire et sait faire tourner un groupe.

Le 7. Auditorium des Halles, 22 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

du groupe ? Et, si la réponse était négative, si l'entreprise d'auto-destruction du chanteur, qui l'a empêché de participer à la tournée américaine du groupe, touchait à sa fin, les Pogues resteraient-ils les Pogues ? On aimerait se poser d'autres questions au sujet d'un des groupes les plus excitants du moment.

Le 1<sup>er</sup>, Zénith, 20 h 30. Tél. : 42-08-80-00. Location Mithel 3615 code LBE. 141 F.

### Les Thugs

Mega City 4

Les Thugs sont l'une des coqueluches de la presse spécialisée britannique, récemment convertie à la francophilie. Les MC4 (l'allusion aux furieux du MC5 des années 70 est claire) naviguent dans les mêmes eaux, rock'n'roll, lianes à l'extrême. Bref, les murs du New Morning risquent de trembler.

Le 2. New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

### Marianne Faithfull

On attend l'ex-géographe du Swinging London depuis quelques mois déjà

صحنه من الاصل

# ARTS

## SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

### Arabesques et jardins de paradis

Une exposition d'art islamique, la première organisée dans l'enceinte du Louvre. Elle rassemble autour des images de la nature et de motifs des miniatures, des textiles, des reliures, des céramiques, du huitième au dix-huitième siècle, appartenant aux collections publiques françaises.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris, 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-53-17. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 22 heures. Fermeture des caisses à 21 h 30. Jusqu'au 15 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets coupés avec billet d'entrée du musée).

### Corps sculptés, corps parés, corps masqués

La coopération culturelle ne verse pas toujours dans la rhétorique ou l'académisme. A preuve, cette belle exposition montée grâce aux efforts conjoints de la France et de la Côte-d'Ivoire. Le musée d'Abidjan, bien qu'abondamment pillé, recèle plus de trésors qu'on ne croit. Et l'apport ivoirien a été intelligemment complété par des pièces venant de musées français et de quelques collections privées.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris, 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-89-54-10. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 15 décembre. 32 F.

### David (1748 - 1825)

Après Watteau, Boucher et Fragonard, nos musées nationaux achèvent leur rétrospective des grands peintres français du dix-huitième siècle avec David. Cette célébration de l'ancien conventionnel doit également l'année du Bicentenaire. Introdacteur en France du néo-classicisme, le peintre affectionnait les énormes panoramas historiques : leur dimension a nécessité le maintien de certaines œuvres *in situ*. Les amateurs devront donc faire le voyage du Louvre à Versailles.

Musée du Louvre, galerie et salle Mollan, entrée par la pyramide, direction Denon, Paris, 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-53-17. Tous les jours, sauf mardi, de 9 heures à 17 h 45 (fermeture des caisses à 17 h 15). Jusqu'au 12 février 1990. 35 F (prix d'entrée du musée).

### Les carnets de Picasso

Les carnets de Picasso achèvent à Paris une tournée qui les a baladés à travers l'Europe et les Etats-Unis. Ils forment le journal de bord de l'artiste, qui raconte au crayon et à l'encre ses recherches et ses trouvailles. D'une inventivité à effrayer le plus blasé des amateurs.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris, 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-40-32-14. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 décembre. 20 F.

### Le beau idéal

On les avatars d'un concept occidental illustrés par quatre-vingt-dix dessins de

Michel-Ange à Géricault et de Raphaël à Ingres.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaeger, côté jardin des Tuileries, Paris, 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-53-17. Tous les jours, sauf mardi, de 9 heures à 18 heures (fermeture des caisses à 17 h 15). Jusqu'au 31 décembre. 25 F (ticket d'entrée au musée).

### Les Amériques de Claude Lévi-Strauss

Jubilé pour Claude Lévi-Strauss. Le Musée de l'Homme organise une exposition autour de « l'Homme des Indes ». La vie de l'ethnologue est en effet jalonnée de rencontres faites sur le continent américain, de la forêt amazonienne à la côte nord-ouest du Pacifique. Les pièces présentées ont été collectées ou choisies par lui. L'occasion de suivre l'itinéraire d'un chercheur et de découvrir des œuvres d'art capitales.

Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris, 16<sup>e</sup>. Tél. : 46-53-70-80. Tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 24 avril 1990. 20 F. 25 F (compréhension la visite du musée).

### Les architectes de la liberté

La Révolution a peu bâti, mais beaucoup imaginé : des pyramides, des arcs de triomphe, des palais pour le peuple, des cénotaphes. Pourtant, les grands architectes auxquels elle se réfère, Boullée, Ledoux ou Vailly sont morts, trop âgés... ou en prison. C'est la génération suivante qui réalisera, en mineur, sous l'Empire, une partie des rêves échos sous la Révolution.

Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais, Paris, 6<sup>e</sup>. Tél. : 42-80-34-57. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 janvier.

### L'invention d'un art

Il y est question, entre autres, de la relation de la photographie avec les beaux-arts, à travers la reconstitution partielle des grandes manifestations phares qui ont marqué son histoire au vingtième siècle. C'est l'exposition centrale du cent-cinquantième de la photographie, et c'est la première fois que le cinquième étage du Centre Pompidou est consacré à l'image fixe.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

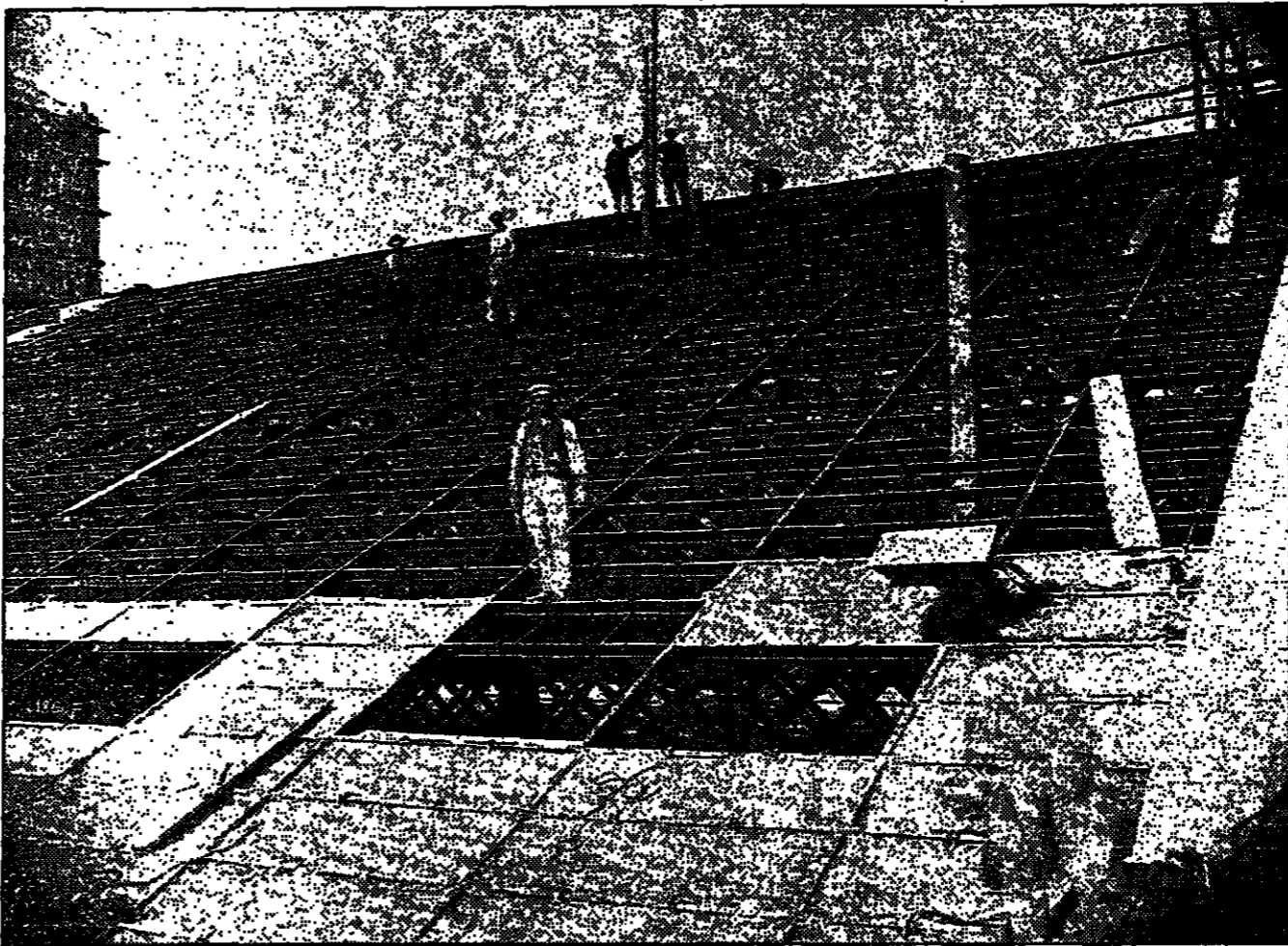
### L'invention d'un regard

(Voir photo légendée)

Musée d'Orsay, quai Anatole France, Paris, 7<sup>e</sup>. Tél. : 40-49-43-14. Mercredi, vendredi, samedi de 9 h 45 à 18 heures ; jeudi de 9 h 30 à 21 h 45 ; dimanche, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 31 décembre. 20 F (billet jointé exposition-musée : 32 F).

### 1839 : la photographie révélée

Hommage aux pionniers du huitième art : Niepce,



ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS/PARIS

Daguerre, Bayard, Talbot, dans un cadre prestigieux spécialement aménagé pour la circonstance. Institutions et collectionneurs privés ont réuni des incalculables rarismes, et profondément émouvants, qui ne seront plus visibles avant cent ans.

Archives nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois, Paris, 3<sup>e</sup>. Tél. : 40-27-60-00. Tous les jours, sauf mardi, de 13 h 30 à 17 h 45. Jusqu'au 17 décembre. 12 F (dim. 5 F).

### Denis Roche

Par la mise en œuvre d'un dispositif fictionnel, Denis Roche convertit la prise de vue en espace littéraire. Quatre-vingt tirages, magnifiquement présentés, retracent l'évolution de son parcours photographique au cours de plus de vingt années de travail.

Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carnot, 4 à 8, grande galerie, Paris, 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-28-07-12. Tous les jours, sauf lundi, de 13 heures à 18 heures ; samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 3 décembre. 7 F.

### Saint-Germain-des-Prés 1945 - 1950

« Il n'y a plus d'après à Saint-Germain-des-Prés... » Les nostalgiques pourront se recueillir devant les reliques ou les œuvres des peintres, sculpteurs, écrivains, poètes, cinéastes, comédiens, musiciens qui ont fréquenté les bistrot et arpenté les pavés de ce quartier aujourd'hui voué au tourisme.

Pavillon des Arts, 101, rue Saint-Hippolyte, Paris, 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-33-82-50. Tous les jours, sauf lundi et jours fériés, de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 7 janvier.

### Bram Van Velde

Un classique du vingtième siècle. En organisant cette rétrospective, le Musée national d'art moderne fait plus que réparer un oubli et une injustice : il met Bram Van Velde à son vrai rang, celui de peintre majeur de l'histoire de l'abstraction.

Centre Georges-Pompidou, Musée d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-

77-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

## GALERIES

### Duchamp, Man Ray, Picabia

Pinxit copieusement servi, un cocktail de peintures, ready-made, objets, photographies, concocés par trois des pères fondateurs de l'avant-garde dadaïste, au temps de leur jeunesse, mais aussi sur le tard.

Galerie Montaigne, 38, avenue Montaigne, Paris, 8<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-32-35. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 novembre.

### Robert Indiana

Signes, sigles, cibles aux couleurs contrastantes pour des mots-clés tels EAT, DIE, LOVE. En une quinzaine d'œuvres, l'exposition rappelle ce que faisait Robert Indiana, pop-artiste américain, dans les années 60.

Galerie Natalie-Sarroussi, 34, rue de Seine, Paris, 6<sup>e</sup>. Tél. : 46-53-03-37. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 novembre.

### Paul Klee

Récemment ouverte, la galerie Gianna-Sist n'envie pas de proposer des choses un peu rares en deux ou trois expositions par an. Par exemple, ce choix de dessins de Klee de 1913 à 1938.

Galerie Gianna-Sist, 23, rue de l'Université, Paris, 7<sup>e</sup>. Tél. : 42-22-41-53. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 décembre.

### Robert Mapplethorpe

La mort à l'œuvre, incarnée par un crâne digne d'Hemlock (Leaf, 1987), hante ces tableaux ultimes. Iris, ses sensuels ou portraits, transférés par la perfection de la

forme, offrent un chant de lumière pure. Malgré les prix fort en hausse (de 95.000 à 175.000 F) des tirages.

Galerie Baudouin-Lebon, 34, rue des Archives, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-72-00-10. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 novembre.

### Twombly

Peintre aujourd'hui célèbre, Cy Twombly, non moins d'origine et romain d'adoption, cultive avec bonheur bords d'écriture tremblée, gribouillis et graffiti réchauffés de quelques esquisses de couleurs rares. Un choix d'œuvres des années 60.

Galerie Di-Meo, 8, rue des Beaux-Arts, Paris, 6<sup>e</sup>. Tél. : 43-54-10-08. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 19 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 23 décembre.

### Warhol, Basquiat

En 1984 et 1985, à la Factory, le célèbre atelier new-yorkais de Warhol, la vedette américaine et le jeune Jean-Michel Basquiat ont réalisé ensemble de grandes peintures déconstruites, qui mêlent allègrement les logos publicitaires de l'un et les graffiti et figures de l'autre.

Galerie Didier-Imbert Fine Arts, 18, av. Montparnasse, Paris, 6<sup>e</sup>. Tél. : 46-52-10-40. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 19 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 25 novembre.

### Worcel, Basquiat

Basquiat, Immediat, Kirby, Lipert, Pouch : cinq peintres allemands, qui font aussi de la sculpture, certains depuis longtemps. C'est la première fois qu'une exposition importante les réunit pour leur œuvre sculptée.

Uelme Fromage, Ecole d'architecture de Normandie, 27, rue Lucien Fromage, 78180. Tél. : 35-08-07-70. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 décembre.

### Dole

Ultime étape d'une exposition fort bien faite. Qui, de chandrons peints en totems très personnalisés et de collages en portes de placard historiques, révèle fort bien tout le petit monde du peintre rustique moderne, comme Chassac se définissait.

Musée municipal, 85, rue des Arènes, 39100. Tél. : 84-72-27-72. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 16 décembre.

### Thomas Couture

Cela fait des décennies que l'on n'a pas organisé d'exposition autour de Thomas Couture, pompierissime peintre d'histoire, auteur

des Romains de la décadence, qui trône au Musée d'Orsay. Le Bicentenaire aidant, le musée de Beaux-Arts expose une de ses œuvres majeures (45 m2) : l'Enlèvement des volontaires, de 1792, et quatre-vingt tableaux de la même veine, célébrant la Patrie en danger.

Musée de Beaux-Arts ancien palais épiscopal, 60000. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 31 décembre.

### Bordeaux

Qu'est-ce qui est contemporain ?

Une exposition en forme de points d'interrogation, et en trois temps, qui va occuper le CAPC jusqu'au printemps prochain. En y réunissant des œuvres d'artistes d'aujourd'hui témoignant de situations plurielles et apparemment antinomiques. Premier temps : Baudry, Descon, Koons, Schütte, Solano, Steinbach, Ver-crucy.

Musée d'art contemporain, entrepôt Laitné, rue Foy, 33000. Tél. : 56-44-16-35. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 décembre. Deuxième et troisième parties du 9 janvier au 4 mars et du 13 mars au 6 mai.

### Darnetel (Rouen)

Sculptur

Basquiat, Immediat, Kirby, Lipert, Pouch : cinq peintres allemands, qui font aussi de la sculpture, certains depuis longtemps. C'est la première fois qu'une exposition importante les réunit pour leur œuvre sculptée.

Uelme Fromage, Ecole d'architecture de Normandie, 27, rue Lucien Fromage, 78180. Tél. : 35-08-07-70. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 décembre.

### Dole

Ultime étape d'une exposition fort bien faite. Qui, de chandrons peints en totems très personnalisés et de collages en portes de placard historiques, révèle fort bien tout le petit monde du peintre rustique moderne, comme Chassac se définissait.

Musée municipal, 85, rue des Arènes, 39100. Tél. : 84-72-27-72. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 16 décembre.

### Thomas Couture

Cela fait des décennies que l'on n'a pas organisé d'exposition autour de Thomas Couture, pompierissime peintre d'histoire, auteur

### Grenoble

Helmut Federle

De ce Suisse de quarante-cinq ans, très fortement marqué par les découvertes des pionniers de l'abstraction, sont rassemblées quelques grandes compositions fondées sur la droite, les horizontales, les verticales et les plus points en jaune et gris. Federle, au « océ-gé » ?

Musée des beaux-arts, place de Verdun, 38000. Tél. : 78-54-09-82. Jusqu'au 20 novembre.

### Labège-Innopolis

Beuys et Hrdlicka

Dessins et aquarelles de Beuys réalisés entre 1945 et 1973, où les thèmes majeurs de l'artiste - fragilité de l'homme, blessures, besoin de chaleur - émergent dans la fragilité du graphisme et des papiers. Dessins et gravures de Hrdlicka le Vignois, inspirés par la Révolution française, mais portés très loin de l'histoire événementielle, avec violence, ironie, causticité.

Centre régional d'art contemporain Midi-Pyrénées, 31328. Tél. : 61-39-25-23. De 12 h 30 à 20 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 20 décembre.

### Lyon

### Anselmo, Larry Bell, Toni Grand

Anselmo est un Italien qui vient d'Arte Povera. Larry Bell est un Américain, minimaliste de souche. Toni Grand est un Français dont les débats sont liés à Support/Surface. Tous trois sont de la même génération, et c'est bien de les rapprocher. Ne serait-ce que pour voir si, par-delà les différences, il n'y a pas des points communs.

Musée d'art contemporain, 18, rue du Président-Edouard-Herriot, 69001. Tél. : 78-50-50-55. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 novembre.

### Marcelin-Bernard

Gustave Moreau et ses élèves

Gustave Moreau le symboliste ne fut pas seulement l'assemblage de rêves qui fascina Breton. Professeur, il sut engager ses élèves sur les voies qui étaient les leurs. Ces élèves : Matisse, Rouault, Marquet, dont les œuvres de jeunesse créées dans

A l'opposé du peintre qui compose, le photographe cadre et découpe le réel en fragments. Cette manière d'architecturer l'espace trouve sa pleine illustration dans cette vue du toit de l'Opéra de Paris en construction. Prise vers 1870 par Delmaet et Durandelle, cette épreuve sur papier albuminé figure dans la magistrale exposition du musée d'Orsay : « L'invention d'un regard ».

l'atelier du maître sont présentées à côté des siennes.

Fondation Septentrion, 55700. Tél. : 20-46-26-37. De 14 heures à 18 heures de mardi au samedi. Le dimanche de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 janvier.

### Marseille

### Peinture classique

De l'influence du septième art sur la peinture du vingtième siècle, ses thèmes, son espace. Un beau sujet curieusement inexploré jusqu'ici, et que les Marseillais traitent en grand : quel-ques trois cents œuvres de Légit, Richter et Duchamp à aujourd'hui sont en effet réunies dans l'exposition, qui occupe tous les étages de la Vieille-Charité.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-52-28-28. De 10 heures à 17 heures. Samedi et dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 janvier.

### Saint-Etienne

Joachim Herz

Bien que Joachim Herz ne corresponde pas à l'image conventionnelle du peintre d'expression germanique en vogue dans les années 80, son audience s'est beaucoup accrue ces dernières années. Cet artiste fin à Paris est plutôt un conceptuel qui confronte froidement des images photographiques et des textes dont l'absence de rapport engendre inquiétude et incertitude.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-33-52-53. De 10 heures à 19 heures. Le samedi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 14 novembre.

### Saint-Priest

### Zen 49

Où le renouveau de l'art abstrait allemand, dans le même temps que naissait la République fédérale. Cela, à travers un groupe d'artistes, Zen 49, dont faisait partie, entre autres, Willi Baumeister, Fritz Winter et Julius Bissler.

Galerie municipale, Centre d'art contemporain, place Ferdinand-Balmès, 69000. Tél. : 78-20-02-55. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé le lundi. Jusqu'au 25 novembre.

La sélection « Arts » est établie par : Genevieve Bréchet, Philippe Dagen, Frédéric Edelmann, Patrick Regniers et Emmanuel de Roux.

**LAMY**  
9 novembre - 16 décembre  
**Galerie Jacques ROYAN**  
22, rue Auguste COMTE  
LYON - 78 37 18 81

du 5 novembre au 24 décembre  
22-46-61-33-33  
12 pièces en un acte  
de MARIVAUX  
Carnegie Theatre de  
Antony  
THEATRE DU CARNegie - 255 AVENUE DE LA TRINITE - 92250 CHARENTY LE PONT  
Nouvelle grille d'admission R.R. ANTONY  
"Il faut courir : Marivaux est le tout entier, et qu'en un instant surprenant à découvrir". C. FRIEDL (Revue). "Un roman de Marivaux et ses élèves". C. GIBERT (Le Monde). "Quel plaisir que des heures passées en telle compagnie". M. SERVIN (Les Temps Modernes).